



Amorcer un nouveau cycle

Prévisions à l'exportation | Automne 2013

Canada

 EDC

Un monde d'opportunités à saisir

[1.0 Sommaire](#)[2.0 Prévisions par pays](#)[3.0 Prévisions sectorielles](#)[4.0 Prévisions provinciales](#)[5.0 Annexes](#)

Services économiques d'EDC

Peter Hall, vice-président et économiste en chef
Tina Drew, administratrice



Centre d'information économique et politique

Stuart Bergman
John Bitzan
Hendrik Brakel
Susanna Campagna
Catherine Couture
Nadia Frazzoni
Andrea Gardella

Ross Prusakowski
Aimee Rae
Indika Joy Rankothge
Richard Schuster
Geoff Stone
Ian Tobman
Peter Whelan

1.0 Sommaire**2.0 Prévisions par pays****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes****Table des matières**

1.0 Sommaire	5
1.1 Amorcer un nouveau cycle	6
1.2 Le monde voit se multiplier les manifestations. Mais quelle est leur importance?	9
1.3 Décélération des économies BRICA : une réelle inquiétude?	11
1.4 Fin de l'assouplissement quantitatif à l'horizon	13
1.5 Des risques moindres mais d'immenses défis en vue dans la zone euro	16
2.0 Prévisions par pays.....	19
2.1 Afrique du Sud.....	20
2.2 Brésil.....	21
2.3 Chine	22
2.4 États-Unis	23
2.5 Inde.....	24
2.6 Japon.....	25
2.7 Mexique	26
2.8 Russie.....	27
2.9 Zone euro	28
3.0 Prévisions sectorielles.....	29
3.1 Énergie	32
3.2 Minerais et métaux	33
3.3 Produits agroalimentaires.....	34
3.4 Engrais	35
3.5 Produits forestiers.....	36
3.6 Produits de l'automobile	37
3.7 Machinerie et équipement industriels	38
3.8 Technologies de pointe.....	39
3.9 Aéronautique	40
3.10 Produits chimiques et plastiques	41
3.11 Biens de consommation	42
3.12 Services.....	43

1.0 Sommaire	
2.0 Prévisions par pays	
3.0 Prévisions sectorielles	
4.0 Prévisions provinciales	44
5.0 Annexes	56
4.0 Prévisions provinciales.....	44
4.1 Terre-Neuve-et-Labrador	46
4.2 Île-du-Prince-Édouard	47
4.3 Nouvelle-Écosse.....	48
4.4 Nouveau-Brunswick.....	49
4.5 Québec.....	50
4.6 Ontario.....	51
4.7 Manitoba.....	52
4.8 Saskatchewan	53
4.9 Alberta	54
4.10 Colombie-Britannique	55
5.0 Annexes.....	56
5.1 Antécédents et position d'EDC.....	57
5.2 Risques de non-paiement.....	90

1.0 Sommaire

- 1.1 Amorcer un nouveau cycle
- 1.2 Le monde voit se multiplier les manifestations. Mais quelle est leur importance?
- 1.3 Décélération des économies BRICA : une réelle inquiétude?
- 1.4 Fin de l'assouplissement quantitatif à l'horizon
- 1.5 Des risques moindres mais d'immenses défis en vue dans la zone euro

2.0 Prévisions par pays**3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes****1.0 Sommaire**

1.0 Sommaire

- 1.1 Amorcer un nouveau cycle
- 1.2 Le monde voit se multiplier les manifestations. Mais quelle est leur importance?
- 1.3 Décélération des économies BRICA : une réelle inquiétude?
- 1.4 Fin de l'assouplissement quantitatif à l'horizon
- 1.5 Des risques moindres mais d'immenses défis en vue dans la zone euro

2.0 Prévisions par pays**3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes**

1.1 Amorcer un nouveau cycle

Tout ce qui brille n'est pas canadien. C'est du moins le constat que l'on est tenté de dresser, conjoncture économique oblige. La crise économique a profondément terni la réputation de la plupart des nations de l'OCDE, dont la riposte au marasme n'a fait qu'empirer les choses. Le Canada a pourtant été présenté comme un modèle de stabilité financière et de prudence budgétaire, ce qui avait rendu sa demande intérieure bien moins exposée aux malheurs de l'économie mondiale. Mais ce temps est révolu : le halo lumineux enveloppant le pays de l'unifolié s'est dissipé pour des raisons évidentes. Tout d'abord, l'endettement des consommateurs canadiens est en passe de rapidement rejoindre les niveaux enregistrés chez leurs voisins américains avant la crise. Ensuite, l'embellie nécessairement passagère dans le marché du logement survient dans un contexte d'affaissement des cours des produits de base qui fait vaciller l'investissement dans le secteur des ressources. Autre bémol, les déficits de capacité de l'industrie du transport freinent l'élan des exportations. Enfin, le rééquilibrage des sources de la prospérité canadienne – d'une croissance étayée par l'activité intérieure à celle induite par le commerce international – est à l'arrêt, et cette attente met à l'épreuve notre patience collective. En dépit de structures intactes, le Canada voit la croissance lui faire faux bond.

Voilà qui est déconcertant vu le dynamisme qui gagne finalement le reste des économies de l'OCDE. D'autant que les indicateurs avancés aux États-Unis, dans la zone euro et au Japon signalent une amélioration synchronique. La remarquable performance semestrielle de l'économie du Soleil-Levant incite à l'optimisme. De son côté, la zone euro est dernièrement parvenue à mettre fin à une récession ayant persisté pendant six trimestres, et elle voit son activité fondamentale s'amplifier. Quant à l'économie américaine, elle a été la première à s'engager sur la voie de la reprise – où elle a pris une longueur d'avance –, mais le freinage budgétaire masque les belles réussites de son secteur privé. Alors, ce bilan favorable tiendra-t-il la route?

On s'évertue à le savoir depuis que les analystes ont salué les premiers frémissements de la reprise au début de 2010. Or, les multiples soubresauts de l'économie ont semé la confusion parmi les observateurs néophytes comme réputés. Cette fois, sans doute, le temps sera un précieux allié. Compte tenu des formidables excès financiers et matériels du dernier cycle, il n'était pas réaliste d'espérer remédier à cinq années d'effervescence de l'économie en à peine six mois. Cinq ans après la panne de l'activité, nous décelons aujourd'hui les signes d'une demande comprimée sur des marchés clés. Cette demande semble manifestement éperonnée par l'essor du marché américain du logement. De plus, elle est sans doute très révélatrice d'une dynamique généralisée.

À ce titre, la brise d'optimisme qui a soufflé il y a tout juste quelques mois a marqué un tournant. Sapée par des crises et des années d'incertitude, la confiance est demeurée absente du paysage économique pendant un intervalle exceptionnellement long. Depuis six mois, la morosité perd pourtant de son emprise. Partout sur la planète, notamment au Japon et en Europe, la confiance se ranime et se tire incontestablement des abîmes de la récession où elle se trouvait depuis quatre ans et demi, une période d'une très rare durée. Ce marasme faisait écho aux trois tentatives infructueuses du consommateur américain de s'extraire de cette même zone. Si la confiance est bel et bien revenue, elle pourrait constituer un élément déterminant de la reprise.

La fin prochaine de l'austérité budgétaire témoigne aussi de la viabilité de la croissance. Ce changement de cap ne signifie pas pour autant que les gouvernements se remettront à dépenser – tant s'en faut –, mais il fait valoir les dividendes de la conclusion du resserrement budgétaire. Du jour au lendemain, l'économie se verra délester de ce fardeau supplémentaire, laissant sa croissance sous-jacente rayonner de nouveau. D'ailleurs, les chiffres le confirment : ce processus est déjà en branle. Les mesures minimales de rigueur prévues en 2014 permettent de croire que la croissance décollera, ce qui sera à coup sûr une source d'inspiration au rétablissement de la confiance.

De toute évidence, les autorités monétaires ne tiendraient pas le discours actuel si l'économie n'avait montré des preuves probantes d'une poussée de la croissance. L'expression « fin de l'assouplissement monétaire » est rapidement devenue familière en mai dernier lorsque la Réserve fédérale a évoqué son intention de mettre un terme à cette politique. D'autres banques centrales ont spéculé sur le moment du relèvement des taux d'intérêt, et même si leur introduction est encore lointaine, les discussions présagent le maintien d'une accélération plus soutenue de la croissance. Ces facteurs réunis contribuent à rehausser le « profil de la croissance » et à remonter le moral des acteurs économiques après des années de plaintes d'un dynamisme en berne.

1.0 Sommaire

- 1.1 Amorcer un nouveau cycle
- 1.2 Le monde voit se multiplier les manifestations. Mais quelle est leur importance?
- 1.3 Décélération des économies BRICA : une réelle inquiétude?
- 1.4 Fin de l'assouplissement quantitatif à l'horizon
- 1.5 Des risques moindres mais d'immenses défis en vue dans la zone euro

2.0 Prévisions par pays**3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes**

Cette évolution est inspirante, mais les risques demeurent prépondérants. L'Europe devra consacrer plusieurs années à la remise sur pied de ses finances publiques. Pour leur part, les institutions financières s'affairent toujours à se conformer à la nouvelle réglementation dont les répercussions sur les conditions de crédit au cours des prochaines années restent méconnues. Des troubles politiques d'une singulière intensité entraînent dans de nombreux pays émergents des mobilisations de masse diversement motivées, mais toutes exacerbées par un contexte économique difficile. Le nouveau ralentissement observé sur certains des marchés névralgiques n'aide pas à dissiper l'agitation. En fait, il attise plutôt les spéculations de craintes structurelles plus profondes. En ajoutant à ce tableau l'élimination impérieuse des extraordinaires mesures qui ont gardé l'économie mondiale en piste, il y a pléthore de sujets d'inquiétude.

La mise en œuvre inédite du retrait de l'assouplissement quantitatif est particulièrement intrigante. À vrai dire, on s'accordait peu – et des divergences subsistent à ce jour – sur les véritables retombées d'une telle action sur les marchés jusqu'à ce qu'on en ressente les premiers effets. L'inflation des prix des actifs déclenchée par l'injection de liquidités accrues sur les marchés en est l'un des plus frappants. À cet égard, les données révèlent que les marchés émergents ont été sensiblement touchés. Au gré du retrait de l'assouplissement, ces mêmes marchés pourraient subir des tensions semblables à celles suscitées lors de son évocation. Les titres boursiers, les devises et les cours des produits de base pourraient aussi en faire les frais. Cet épisode d'instabilité fera-t-il perdre pied à la croissance naissante ou l'économie mondiale sera-t-elle prête à voler de ses propres ailes?

Chose certaine, le durcissement de la politique monétaire ne devrait pas entraver la croissance. Tout d'abord, parce que l'idée même de la suspension de la politique expansionniste s'est fait jour dans une volonté de doper la croissance. Si cette dernière est pénalisée, les arguments invoqués deviennent alors caducs. Pour peu que les banques centrales détectent cette situation à temps, il leur suffira de procéder avec prudence. Ensuite, d'autres régions du monde ne sont pas disposées à adopter cette posture monétaire si bien qu'elles devraient sans doute assouplir davantage leur politique. Le Japon a clairement énoncé les cibles d'assouplissement quantitatif qu'il souhaite atteindre afin de compenser une part importante de l'impact de la politique monétaire restrictive prônée par les États-Unis. Enfin, parce que les banques centrales privilégieront certainement la prudence par crainte de plomber la croissance et de bousculer des marchés aux aguets, mais aussi parce qu'elles ignorent l'issue de l'application d'une telle politique.

La période de l'après-crise a donné lieu à la libre circulation des liquidités vers les marchés émergents, une tendance favorisée par l'assouplissement quantitatif. La limitation de ces flux pourrait faire mal à ces marchés. En effet, malgré l'amélioration de leurs perspectives de croissance à l'international, ils pourraient ne pas être en mesure de saisir de nouveaux débouchés en raison d'une disponibilité restreinte du crédit local. Ces prévisions tablent sur une victoire de la croissance et un regain généralisé l'an prochain du dynamisme des économies émergentes, dont la croissance collective passera de 5 % en 2013 à 5,5 % en 2014.

L'économie mondiale devrait connaître une accélération acceptable se chiffrant à 2,2 % en 2014, contre à peine 1,2 % cette année, grâce à un rebond des marchés industrialisés qui sera impulsé par les États-Unis. Elle devrait répéter sa performance de 3,0 % inscrite en 2012, puis se renforcera pour atteindre 3,9 % en 2014, soit un décisif pas en avant vers un nouveau cycle caractérisé par une croissance durable.

Ces perspectives semblent réjouissantes pour toutes les nations commerçantes, sauf le Canada. Heureusement, plusieurs facteurs présideront à une amélioration imminente de la conjoncture à laquelle feront face les exportateurs canadiens. Premier facteur : le recul du dollar canadien devrait d'emblée bonifier les résultats des exportateurs. Ensuite, le huard pourrait perdre encore des plumes. Cette dépréciation inhabituelle durant les reprises devrait survenir dans le sillage du désengagement de l'assouplissement monétaire. Troisième facteur : certaines industries assistent déjà à la renaissance de leurs activités d'exportation et s'orientent vers le commerce d'autres biens et services. Quatrième facteur : le dynamisme est le plus prometteur dans notre premier marché d'exportation, à savoir les États-Unis. Enfin, la demande fondamentale adressée au secteur canadien des ressources demeure somme toute robuste.

Tous ces facteurs infléchiront la progression des exportations canadiennes pour la porter à 5 % en 2014, une inflexion négative par rapport à la hausse de 4 % escomptée pour cette année. L'industrie forestière se hissera en tête du peloton avec un bond de 11 %, surtout à la faveur d'un gonflement des expéditions de produits ligneux au secteur américain de la construction résidentielle. La filière aéronautique canadienne devrait se prévaloir du redressement de l'activité mondiale et du lancement de nouveaux appareils. La reprise des ventes internationales de matériel agricole et minier concourra à la bonne tenue du secteur de la machinerie et de l'équipement industriels. D'autres industries présenteront néanmoins une performance à l'export moins éclatante. Les expéditions d'engrais se contracteront de 5 % à la suite de la dégringolade des cours. Le secteur des technologies de pointe, toujours à la traîne, se contentera d'une croissance léthargique. Quant aux expéditions de produits automobiles, elles seront desservies par des capacités insuffisantes, malgré la fermeté de la demande américaine.

1.0 Sommaire

- 1.1 Amorcer un nouveau cycle
- 1.2 Le monde voit se multiplier les manifestations. Mais quelle est leur importance?
- 1.3 Décélération des économies BRICA : une réelle inquiétude?
- 1.4 Fin de l'assouplissement quantitatif à l'horizon
- 1.5 Des risques moindres mais d'immenses défis en vue dans la zone euro

2.0 Prévisions par pays**3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes**

La performance des provinces canadiennes présentera un tableau plutôt inégal en raison des fortes variations de composition sectorielle. En 2013, la Colombie-Britannique et l'Alberta domineront le palmarès grâce à la vigueur respective de leur industrie forestière et filière énergétique. Le reste des provinces suivront, mais l'Île-du-Prince-Édouard et l'Ontario se retrouveront en queue de peloton. L'an prochain, la Colombie-Britannique s'affirmera comme le chef de file tandis que Terre-Neuve, la Nouvelle-Écosse, le Manitoba, l'Île-du-Prince-Édouard et le Québec afficheront une croissance à l'export supérieure à 6 %.

Conclusion? Après une interminable convalescence, l'économie mondiale est de nouveau sur pied. Le parcours menant à une croissance plus vive risque d'être émaillé de difficultés. Pourtant, la croissance sur les marchés mondiaux suivra vraisemblablement une trajectoire ascendante. Les exportateurs canadiens devraient être bien placés pour récolter les fruits de ce dynamisme renouvelé. Au regard des hésitations de la croissance sur le marché canadien, ils ne pourraient profiter d'un moment plus opportun.

Tableau 1 : Principales estimations économiques

	2010	2011	2012	2013(p)	2014(p)
Canada	3,2	2,5	1,7	1,7	2,0
États-Unis	2,4	1,8	2,2	1,7	3,0
Zone euro	2,0	1,5	-0,6	-0,4	1,0
Japon	4,7	-0,6	1,9	1,7	1,6
Marchés développés	3,0	1,7	1,2	1,2	2,2
Asie émergente	10,0	7,8	6,5	6,6	7,0
Amérique latine et Antilles	6,1	4,6	3,0	2,8	3,7
Europe émergente	7,3	7,5	5,2	2,8	3,5
Afrique et Moyen-Orient	5,5	4,5	4,6	3,4	4,5
Marchés émergents	7,6	6,2	4,9	4,8	5,5
Total mondial	5,2	3,9	3,1	3,0	3,9
Devises					
USD/CAD	0,97	1,01	1,00	0,98	0,97
Cours des produits de base					
WTI	79 \$	95 \$	94 \$	99 \$	96 \$
Bois d'œuvre	78 \$	76 \$	76 \$	88 \$	98 \$
Cuivre (USD/tonne métrique, LME)	7 539 \$	8 810 \$	7 947 \$	7 279 \$	6 882 \$
Blé : Canada (USD/tonne métrique)	312 \$	440 \$	440 \$	420 \$	380 \$
Autres					
Mises en chantier, É.-U. (en milliers)	585,50	611,92	783,17	980	1 250

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC, Haver Analytics

Tableau 2 : Prévisions des exportations canadiennes de marchandises, par région

	G CAD	Part des exportations totales (en %)	Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2012	2012	2012	2013(p)	2014(p)
Marchés développés					
États-Unis	317,2	74,2	3,3	6	5
Europe occidentale	38,7	9,0	-6,0	-3	3
Japon, Océanie et Asie développée	20,5	4,8	-9,9	5	6
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	12,9	3,0	0,4	-1	4
Europe émergente et Asie centrale	3,9	0,9	-4,1	-2	8
Afrique et Moyen-Orient	7,6	1,8	16,6	4	4
Asie émergente	26,5	6,2	7,6	8	9
Total des exportations de biens	427,3	100,0	1,9	5	5
Total – Marchés émergents	50,9	11,9	5,9	4	7
Total – Marchés développés	376,4	88,1	1,4	5	5

Source : Services économiques d'EDC. Les données de 2012 sont réelles, celles de 2013 et de 2014 sont des prévisions.

1.0 Sommaire

- 1.1 Amorcer un nouveau cycle
- 1.2 Le monde voit se multiplier les manifestations. Mais quelle est leur importance?
- 1.3 Décélération des économies BRICA : une réelle inquiétude?
- 1.4 Fin de l'assouplissement quantitatif à l'horizon
- 1.5 Des risques moindres mais d'immenses défis en vue dans la zone euro

2.0 Prévisions par pays**3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes**

1.2 Le monde voit se multiplier les manifestations.

Mais quelle est leur importance?

Ces derniers mois, les photos de centaines de milliers de manifestants, surtout des jeunes, dans les rues des grandes villes du monde entier n'ont échappé à aucun observateur de l'actualité. Le nombre des manifestations soulève à lui seul des questions incontournables. Pourquoi sont-elles si fréquentes? Où se produira la prochaine? Et, surtout, ces manifestations ont-elles des répercussions directes sur les activités internationales de nos entreprises? Il est difficile de prédire la prochaine zone de perturbations, mais le présent propos offre des pistes de réponse aux deux autres questions évoquées.

Le printemps arabe a secoué le monde entier. Du jour au lendemain, une vague de manifestations de masse et d'instabilité s'est propagée de la Tunisie jusqu'à l'Afrique du Nord, puis au Moyen-Orient. Contrairement à celles survenues dans des autocraties partielles, les récentes manifestations ont eu lieu dans des démocraties comme la Turquie, le Brésil, l'Inde, le Chili, Israël, le Pérou, l'Indonésie et la Bulgarie. Elles visaient moins à renverser le régime en place qu'à faire valoir des enjeux locaux comme la qualité de vie. Dans ce contexte, prévoir le prochain foyer de contestations se révèle une tâche ardue.

Ces événements sont en partie attribuables à des changements structurels de la société. Les éléments déclenchant la grogne populaire varient beaucoup d'un pays à l'autre. Pourtant, les manifestations ont un dénominateur commun : la montée de la classe moyenne. En 2020, celle-ci comptera un milliard de personnes de plus ayant bénéficié de la croissance économique lors de la dernière décennie. Alors que revendique-t-elle?

Selon une étude sur les valeurs mondiales réalisée par l'Université du Michigan, il existe une corrélation entre le niveau d'éducation de la population et la valeur supérieure qu'elle attribue à la démocratie et à la liberté individuelle. Lorsque les citoyens commencent à payer des impôts et à posséder des actifs, ils nourrissent davantage d'attentes à l'égard de leurs gouvernements. Au cœur de ces mobilisations se trouve donc le décalage entre les attentes croissantes de la nouvelle classe moyenne urbanisée et l'incapacité de la société à y répondre. Les segments de la population revendiquant avec le plus de force – préoccupés par le fléchissement de la croissance – exigent moins de corruption, plus de services et plus de débouchés économiques.

Selon le politologue Samuel Huntington, ce « fossé » se creuse dans de nombreux pays depuis déjà un temps. L'émergence de toute manifestation populaire nécessite la présence d'un élément déclencheur spécifique. Au Brésil, par exemple, le mécontentement social grondait sans doute depuis longtemps, mais il a fallu la hausse du prix des transports publics pour lancer le mouvement. D'après une étude du professeur Mark Beissinger de l'Université Princeton, la probabilité de ces manifestations augmente durant les conjonctures marquées par le recul économique, l'austérité et l'inflation (aliments et carburants) ainsi que pendant les années électorales. Le retour généralisé de la croissance devrait réduire la probabilité de telles manifestations, mais l'incapacité de dissiper le pessimisme de l'après-crise, alimenté par la succession des cycles d'expansion et de contraction de l'activité, accroît le risque de nouveaux troubles politiques.

La classe moyenne a toujours été le vecteur du changement politique. Aujourd'hui, ce n'est pas seulement la taille de cette classe inductrice de changement qui fait la différence, mais aussi son recours aux technologies de communication et aux médias sociaux pour se mobiliser en un rien de temps. C'est ce qui s'est produit en Turquie où les photos de policiers exerçant une force excessive ont été diffusées rapidement, ce qui a poussé de nombreux citoyens à se joindre aux manifestants.

Si ces manifestations risquent d'augmenter et qu'il est difficile d'en prévoir l'origine, les entrepreneurs présents sur la scène mondiale devraient-ils s'inquiéter? Jusqu'ici, les investisseurs ont considéré bon nombre d'entre elles comme des anomalies temporaires résultant des « crises de croissance » ponctuant l'évolution des marchés émergents. Malgré l'ampleur de la couverture médiatique de ces manifestations, même si nous notons des exceptions notables, les changements découlant des politiques publiques sont plutôt minces en comparaison, vu la pluralité des revendications et le manque d'organisation des mouvements.

À ce chapitre, le Brésil fait figure d'exception. Le gouvernement brésilien tente de faire face à ces manifestations de masse inattendues en proposant des solutions à court terme, mais comme de multiples doléances sont de nature structurelle, il faudra du temps pour y répondre. Les gouvernements peuvent se consoler en se disant que l'accélération potentielle de la croissance sur les marchés émergents devrait leur procurer la marge budgétaire nécessaire pour satisfaire aux demandes de leurs électeurs.

1.0 Sommaire

- 1.1 Amorcer un nouveau cycle
- 1.2 Le monde voit se multiplier les manifestations. Mais quelle est leur importance?
- 1.3 Décélération des économies BRICA : une réelle inquiétude?
- 1.4 Fin de l'assouplissement quantitatif à l'horizon
- 1.5 Des risques moindres mais d'immenses défis en vue dans la zone euro

Mais cet élixir ne guérira sans doute pas tous les maux, même advenant un retour de la croissance. Chose certaine, ces manifestations ont dissipé le halo enveloppant les marchés émergents. Par exemple, jusqu'à tout récemment, les investisseurs se sont concentrés sur le vaste déficit du compte courant turc, mais pas sur le risque politique inhérent à ce marché. Si les agences de notation n'ont généralement pas pénalisé les pays ayant été le théâtre de manifestations de masse, l'évolution des perceptions des risques pourrait se répercuter sur le rendement des obligations souveraines. En adoptant de nouvelles politiques coûteuses destinées à apaiser les tensions actuelles, les gouvernements risquent d'entamer la solvabilité du pays. La plupart des sociétés canadiennes n'ont pas été touchées par ces manifestations, mais on assiste à une hausse des actes de vandalisme et des violences sporadiques dans les centres-villes, ce qui suscite un intérêt général grandissant pour l'assurance risques politiques.

Au moment même où les entreprises canadiennes intensifient leur présence internationale, il est essentiel qu'elles saisissent la dynamique politique façonnant les marchés émergents. Lorsqu'une nouvelle vague d'actions citoyennes déferlera dans les rues d'une lointaine capitale, l'effet de surprise devrait être moins marqué, et nous devrions y être mieux préparés.

2.0 Prévisions par pays**3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes**

1.0 Sommaire

- 1.1 Amorcer un nouveau cycle
- 1.2 Le monde voit se multiplier les manifestations. Mais quelle est leur importance?
- 1.3 Décélération des économies BRICA : une réelle inquiétude?
- 1.4 Fin de l'assouplissement quantitatif à l'horizon
- 1.5 Des risques moindres mais d'immenses défis en vue dans la zone euro

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

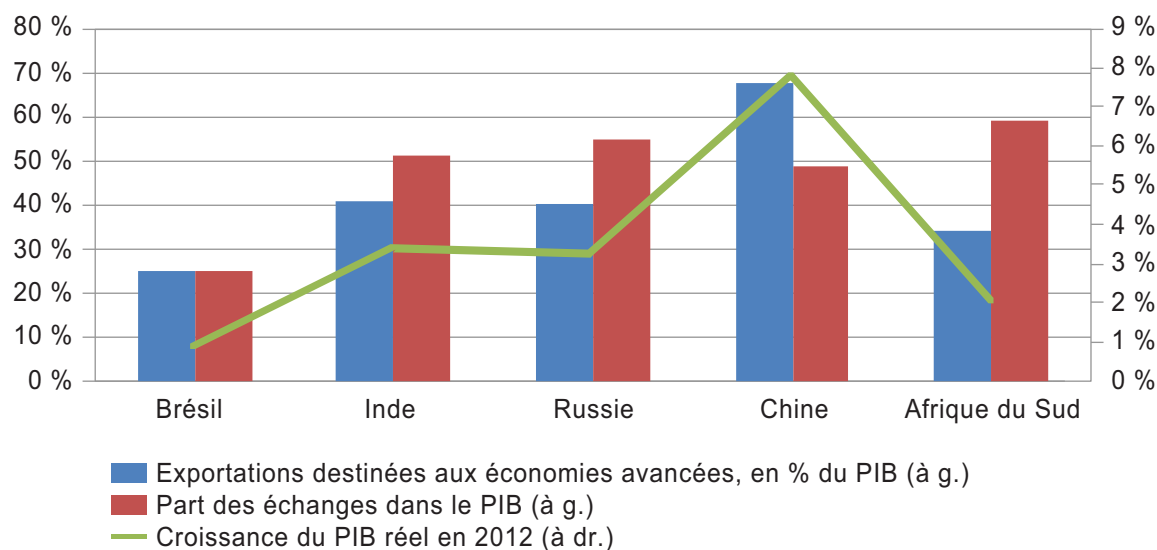
1.3 Décélération des économies BRICA : une réelle inquiétude?

Ils n'y ont pas échappé. Jusqu'ici, 2013 s'est aussi révélée éprouvante pour les pays BRICA (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), et la possibilité d'un ralentissement marqué chez ces champions de la croissance mondiale a secoué les marchés. Ainsi, pour le premier semestre de l'année, les chiffres de la croissance du PIB des BRICA ont été nettement inférieurs aux attentes. Les multiples sondages sur la confiance des entreprises et des consommateurs annonçant une morosité persistante, les prévisions de croissance ont donc été révisées à la baisse et les « spécialistes » prédisent la fin des beaux jours des économies BRICA – dont l'apport représente plus de 20 % du PIB mondial –, et le début d'une nouvelle donne susceptible de considérablement contrarier la reprise naissante de l'économie mondiale. Alors, devons-nous nous inquiéter?

Manifestement, ces économies marquent le pas par rapport à leur essor vertigineux passé. Lors des cinq années précédant la crise, elles ont inscrit un taux moyen de croissance de 9 % (le Brésil : 4,0 %; la Russie : 7,5 %; l'Inde : 9,0 %; la Chine : 11,7 %; l'Afrique du Sud : 4,9 %). Portée par des plans de relance, la croissance s'est accélérée trop rapidement après la crise tout en restant inférieure aux niveaux d'avant-crise. Cet élan s'est modéré depuis en raison de facteurs intérieurs et extérieurs de nature cyclique ou structurelle, ce qui a même soulevé des interrogations sur la perspective que ces géants s'enfoncent dans une récession.

Lors de la crise mondiale, les pays BRICA ont affiché une croissance sans cesse tributaire de l'activité du monde développé, principalement parce qu'ils n'avaient pas la maturité voulue pour devenir des locomotives de l'économie mondiale. La croissance languissante des États-Unis et de la zone euro a profondément terni la performance des économies BRICA, vu le rôle démesuré qu'y joue le commerce international. En outre, les effets du recul spectaculaire des cours des produits de base ont freiné davantage les activités des exportateurs, particulièrement dans le secteur des produits de base.

Graphique 1 : Rôle du commerce international dans les économies BRICA (données de 2012)



Sources : FMI, Haver, Services économiques d'EDC

Afin de compenser l'atonie de la croissance mondiale, les pays BRICA ont chacun lancé diverses mesures de grande ampleur de relance budgétaire, monétaire et du crédit, mais les séries de mesures subséquentes n'ont pas été aussi efficaces. Ces mesures de relance ont en fait entraîné de l'inflation sur les prix à la consommation, ce qui a dans certains cas conduit à la fin des mesures. En même temps, la surchauffe de la demande des consommateurs a fait grimper les niveaux d'endettement qui ont pesé sur l'activité des dépenses – dont la contribution au PIB total est dominante pour tous ces pays.

La Chine est la parfaite illustration de cette dynamique à l'œuvre. Les imposants plans de relance déployés en guise de riposte à la crise ont abouti à des excès dans les secteurs immobilier et financier. En hésitant à étendre ces mesures et en tolérant une croissance moins vigoureuse, le gouvernement chinois a avivé les craintes. Un ralentissement dans la deuxième économie mondiale aurait des répercussions évidentes sur les autres pays BRICA. Cette évolution plomberait les perspectives des économies BRICA advenant le maintien de la faiblesse actuelle. Mais un tel scénario est-il plausible?

1.0 Sommaire

- 1.1 Amorcer un nouveau cycle
- 1.2 Le monde voit se multiplier les manifestations. Mais quelle est leur importance?
- 1.3 Décélération des économies BRICA : une réelle inquiétude?
- 1.4 Fin de l'assouplissement quantitatif à l'horizon
- 1.5 Des risques moindres mais d'immenses défis en vue dans la zone euro

2.0 Prévisions par pays**3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes**

Les pays BRICA ont sans aucun doute éprouvé les petits et grands maux accompagnant les crises de croissance, mais aucun n'est pour l'heure menaçant. Il est normal que des économies en effervescence butent contre des obstacles, même de taille. Pour autant, le bilan des économies BRICA reste solide, et elles comptent encore dans leur arsenal des garde-fous, même si certains ne sont pas aussi puissants que ceux d'avant la crise, pour amortir les chocs intérieurs ou extérieurs. La Chine, en particulier, et la Russie disposent de nombreuses options en matière de politiques pour éviter une décélération trop rapide.

Parallèlement, la Chine s'est attelée au rééquilibrage de son économie afin de rendre la consommation moins tributaire du commerce et de l'investissement. De leur côté, le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud ont consacré des sommes colossales pour remédier à des déficits infrastructurels considérables. Le cycle politique devrait permettre d'améliorer la situation, car les dépenses préélectorales sont à la hausse en Inde et en Afrique du Sud. Par ailleurs, au Brésil, d'importantes dépenses dans les infrastructures seront engagées pour respecter les échéances établies pour les grands rendez-vous sportifs à venir. Après les élections de 2014, on pourrait assister à un renforcement des perspectives de stimulation de la compétitivité à la faveur de réformes audacieuses et parfois impopulaires. Les formidables réserves de trésorerie de la Russie permettent d'espérer que la diversification industrielle et l'infrastructure qui lui est nécessaire verront le jour.

Même si le potentiel de croissance à moyen et à long termes reste relativement bon, les perspectives à court terme des pays BRICA tablent en fait sur la reprise américaine et une amélioration conjoncturelle dans la zone euro comme au Japon. Les économies BRICA sont bien placées pour profiter des retombées de la vigueur renouvelée de l'activité économique dans le monde développé, surtout par l'intermédiaire des canaux commerciaux.

Dans ce contexte, les Services économiques d'EDC escomptent pour les économies BRICA une hausse de la croissance au deuxième semestre qui culminera à 5,6 % à la fin de 2013, suivie d'une augmentation de 6,1 % de la croissance du PIB réel l'an prochain. La Chine gagnera 7,5 % en 2013 et accélérera légèrement la cadence pour inscrire une progression de 7,8 % en 2014; elle sera suivie de l'Inde, dont la croissance se fixera à 5,0 % en 2013 et à 5,8 % en 2014. L'économie brésilienne de son côté avancera de 2,8 % en 2013 et de 3,5 % en 2014. De leur côté, l'Afrique du Sud et la Russie verront la croissance annualisée de leur PIB réel ramenée à 2,0 % cette année, mais ce taux atteindra 2,9 % en 2014.

Les rumeurs circulant sur la décélération des marchés émergents peuvent aisément nous faire oublier que les exportations canadiennes à destination de la Chine et de l'Inde dépassent considérablement les expéditions vers les États-Unis. Ces gains sont à des lieues de la progression de 3 % des ventes aux États-Unis, et il est peu probable que les exportateurs ayant bénéficié de ces taux de croissance à deux chiffres délaissent du jour au lendemain les marchés émergents. Au cours des prochaines années, la croissance des pays BRICA et des économies émergentes devrait dépasser celle des marchés développés. Le relatif repli observé n'efface en rien les motivations profondes sous-tendant la diversification des entreprises canadiennes sur les marchés émergents. Dans les années à venir, les imposants pays BRICA continueront d'être la première source de richesse et de prospérité de l'économie mondiale grâce à leurs centaines de millions de consommateurs issus de la classe moyenne grandissante.

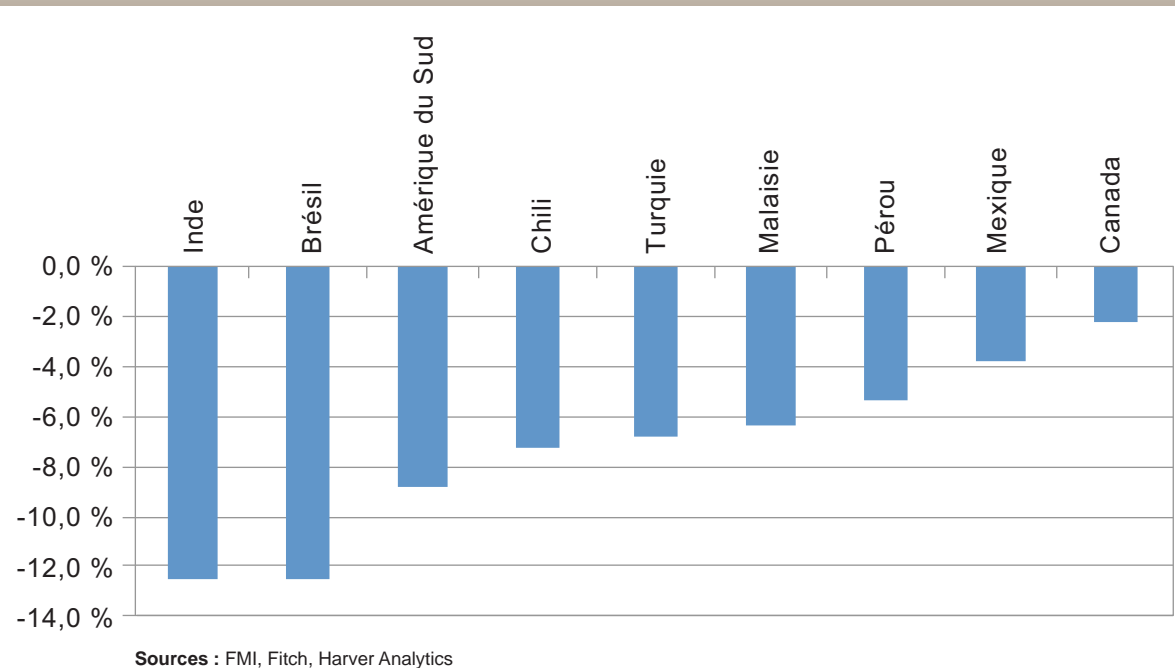
1.0 Sommaire

- 1.1 Amorcer un nouveau cycle
- 1.2 Le monde voit se multiplier les manifestations. Mais quelle est leur importance?
- 1.3 Décélération des économies BRICA : une réelle inquiétude?
- 1.4 Fin de l'assouplissement quantitatif à l'horizon
- 1.5 Des risques moindres mais d'immenses défis en vue dans la zone euro

2.0 Prévisions par pays**3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes****1.4 Fin de l'assouplissement quantitatif à l'horizon**

L'économie américaine prenant du mieux, c'est sans surprise que la Réserve fédérale commence à évoquer le retrait de sa politique monétaire exceptionnellement accommodante en place depuis 2009. Certaines déclarations, pourtant modérées, de son président, Ben Bernanke, ont provoqué de très vives réactions sur les marchés mondiaux, dont le retrait punitif de capitaux propres et la dépréciation des monnaies des économies émergentes, le tout sur fond de progression des rendements obligataires, en chute libre depuis cinq ans. Pourquoi cet affolement sur les marchés mondiaux des capitaux?

Graphique 2 : Baisse de valeur des monnaies (déclin du 1^{er} mai au 1^{er} août 2013, en %)



Même si l'évolution de l'économie étatsunienne reste incertaine, on ne peut nier la nette amélioration du secteur de l'habitation et le remarquable redressement du bilan des ménages. Les entreprises ne sont pas en reste : elles réalisent des profits inégalés et disposent de niveaux de trésorerie historiques. Les banques, pour leur part, affichent une excellente rentabilité, leur capitalisation atteint des sommets en deux décennies et, plus important encore, la vigueur des activités de prêt permet même aux PME d'accéder à du crédit. En fait, en l'absence d'assainissement des finances publiques fédérales le PIB des États-Unis croîtrait de 3 à 4 %. L'économie se dirigeant de nouveau vers l'équilibre, elle peut voler de ses propres ailes, sans l'impulsion des extraordinaires mesures de détente monétaire. Il ne s'agit plus savoir si le retrait de l'assouplissement quantitatif se produira, mais en définitive quand il aura bien lieu. Voilà une bonne nouvelle, mais quelles en seront les conséquences?

Si l'assouplissement quantitatif a permis de relancer l'économie américaine en pleine tourmente, il a aussi marqué une expérience nouvelle dans l'histoire de la politique monétaire. En achetant aux banques des bons du Trésor et d'autres titres de placement très bien cotés contre des espèces, la Fed a fait couler un flot de liquidités supplémentaires de près de deux billions de dollars pour consolider un système financier fragilisé, restaurer la confiance et stimuler les prêts en abaissant les rendements des obligations à long terme.

Le « rééquilibrage du portefeuille » a toutefois entraîné un effet secondaire sur l'économie. Délaissant les rendements dérisoires de 1 % sur les bons du Trésor américain, les investisseurs et les banques ont profité de leurs excédents de trésorerie pour investir dans des obligations d'État et d'entreprise à rendement plus élevé et assorties d'échéance plus longue. Comme plus de liquidités se déversaient sur des actifs plus risqués, il s'en est suivi une chute générale des prix. Les fonds ont alors commencé à passer des obligations d'entreprise à des titres boursiers, ce qui a fait grimper le cours des actions et réveillé les marchés. L'ennui est qu'au même moment la trésorerie s'est retrouvée dans d'autres actifs risqués, les investisseurs cherchant désespérément un rendement adéquat. Les fonds se sont frayé un chemin jusqu'aux produits de base (dont l'or) par l'intermédiaire des fonds négociés en bourse, ainsi que dans des titres de placement des marchés émergents, alimentés par des opérations de portage.

1.0 Sommaire

- 1.1 Amorcer un nouveau cycle
- 1.2 Le monde voit se multiplier les manifestations. Mais quelle est leur importance?
- 1.3 Décélération des économies BRICA : une réelle inquiétude?
- 1.4 Fin de l'assouplissement quantitatif à l'horizon
- 1.5 Des risques moindres mais d'immenses défis en vue dans la zone euro

2.0 Prévisions par pays**3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes**

Les investisseurs pouvaient emprunter des dollars américains à un taux d'intérêt pratiquement nul et les convertir en monnaie des marchés émergents portant un taux d'intérêt de 5 à 10 %, de l'argent apparemment sans frais. Nombre de banques des marchés émergents ont ainsi été inondées de liquidités, mais il y avait l'envers de la médaille. Les entrées massives de dollars américains ont fait monter la valeur relative de leurs monnaies, provoquant les récriminations de chefs de gouvernement en 2011, en particulier du ministre des Finances du Brésil.

Comme on s'attend à ce que la Fed réduise progressivement l'injection des liquidités avant d'en inverser le flux, le risque est maintenant de voir puissant torrent de fonds s'écouler des obligations et des portefeuilles d'investissement des marchés émergents. Des signes annonciateurs confortent ce scénario, renforcé par les dévaluations précipitées de nombreuses monnaies des marchés émergents depuis mai.

Dans les mois et les années à venir, certains marchés émergents pourraient être particulièrement vulnérables à de fortes dépréciations de leur monnaie et au resserrement général du crédit alors qu'ils résisteront au retrait des capitaux spéculatifs. Afin de déterminer là où le risque de volatilité est le plus grand, on peut établir un classement approximatif des 30 principaux marchés émergents au moyen des trois indicateurs suivants.

1. Flux nets du portefeuille en pourcentage du PIB – Les marchés ayant reçu le plus de capitaux spéculatifs par rapport à la taille de leur économie seront les plus touchés par un retrait généralisé de liquidités mondiales.
2. Croissance du crédit destiné au secteur privé – Les banques ayant activement accordé des prêts pourraient inopinément devoir durcir leurs normes de crédit en l'absence de fonds extérieurs.
3. Balance du compte courant – Les pays accusant d'importants déficits du compte courant sont souvent très tributaires de prêts extérieurs pour leur compte de capital. Le brusque retrait de ce type de prêts entraîne normalement une dépréciation de la monnaie.

Les pays figurant en tête du tableau ci-après sont sans doute les plus prédisposés à l'instabilité dans les années à venir. D'une certaine manière, ils seront peut-être pénalisés de leur succès parce qu'en ayant réussi à naviguer dans la crise financière de 2008-2009 et à enregistrer des taux de croissance impressionnants, ils sont devenus plus attractifs aux yeux des investisseurs internationaux et une destination de choix pour les capitaux spéculatifs – dont le flux pourrait soudainement s'inverser. Par exemple, en août, l'Inde a imposé des contrôles limités sur les sorties de capitaux nationaux pour enrayer les sorties de fonds. Même si un grand nombre des marchés les plus vulnérables restent à l'abri d'une crise grâce à leurs abondantes réserves et à la bonne gestion de leur système bancaire, il faut malgré tout s'attendre à une grande volatilité.

Les deux ou trois prochaines années seront caractérisées par un risque plus élevé pour les marchés émergents. C'est pourquoi il faudra surveiller attentivement les effets négatifs de la fin de cette expérience sans précédent dans les annales de la politique monétaire.

1.0 Sommaire

- 1.1 Amorcer un nouveau cycle
- 1.2 Le monde voit se multiplier les manifestations. Mais quelle est leur importance?
- 1.3 Décélération des économies BRICA : une réelle inquiétude?
- 1.4 Fin de l'assouplissement quantitatif à l'horizon
- 1.5 Des risques moindres mais d'immenses défis en vue dans la zone euro

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

Tableau 3 : Classement des marchés émergents en fonction de la vulnérabilité

	Vulnérabilité à la fuite des liquidités selon EDC	Croissance annuelle moyenne du crédit bancaire, 2009-2012 (en %)	Rang	Solde moyen du compte courant, 2009-2012, (en % du PIB)	Rang	Flux de portefeuille, 2009-2012 (en % du PIB de 2012)	Rang	PIB nominal de 2012 (en M USD)	Moyenne des trois classements des risques
Turquie	1	26,07	2	(6,18)	3	8,0	2	788 875,28	2,3
Sri Lanka	2	17,82	6	(4,27)	6	5,6	8	59 421,64	6,7
Inde	3	17,30	7	(3,72)	10	4,0	10	1 841 717,65	9,0
Pologne	4	7,97	21	(4,38)	5	7,6	3	489 894,61	9,7
Vietnam	5	23,83	3	(0,80)	17	2,9	13	155 819,09	11,0
Mexique	6	13,93	10	(0,62)	19	6,4	5	1 177 226,01	11,3
Rép. dominicaine	7	12,63	12	(7,21)	1	0,2	23	58 897,64	12,0
Argentine	8	30,44	1	0,70	22	2,4	14	477 029,62	12,3
Indonésie	9	21,91	4	0,04	21	3,3	12	878 042,95	12,3
Bronésil	10	18,76	5	(2,06)	14	1,1	19	2 254 465,38	12,7
Afrique du Sud	11	5,33	22	(4,11)	8	3,7	11	384 312,61	13,7
Costa Rica	12	9,03	17	(4,03)	9	1,7	16	45 332,98	14,0
Colombie	13	15,78	8	(2,78)	12	-0,2	24	369 811,90	14,7
Kazakhstan	14	8,86	18	2,41	24	7,2	4	200 480,59	15,3
Maroc	15	8,72	20	(7,12)	2	-1,4	26	97 013,76	16,0
Corée du Sud	16	3,57	25	3,25	25	10,2	1	1 129 599,10	17,0
Ukraine	17	2,04	28	(4,56)	4	1,0	20	176 616,03	17,3
Pérou	18	12,15	13	(2,16)	13	-3,4	28	199 437,37	18,0
Thaïlande	19	13,32	11	3,47	26	1,6	17	365 564,28	18,0
Roumanie	20	2,21	27	(4,25)	7	1,0	21	169 395,94	18,3
Croatie	21	0,31	30	(1,78)	16	5,1	9	56 447,12	18,3
Équateur	22	10,43	16	(0,77)	18	0,9	22	84 532,40	18,7
Philippines	23	12,08	14	3,99	27	2,3	15	250 265,22	18,7
Hongrie	24	-3,52	31	0,83	23	6,1	7	125 613,05	20,3
Égypte	25	4,66	23	(1,89)	15	-1,2	25	270 147,88	21,0
Russie	26	14,78	9	4,40	28	-1,9	27	2 021 961,88	21,3
Malaisie	27	10,49	15	11,11	31	1,5	18	303 526,61	21,3
Nigéria	28	1,40	29	6,33	29	6,1	6	262 621,01	21,3
Bulgarie	29	2,93	26	(2,91)	11	-3,8	29	50 972,11	22,0
Chili	30	8,82	19	(0,33)	20	-11,9	30	268 313,82	23,0
Taiwan	31	4,40	24	10,00	30	-23,7	31	474 139,82	28,3

Sources : FMI, Fitch, Haver Analytics

1.0 Sommaire

- 1.1 Amorcer un nouveau cycle
- 1.2 Le monde voit se multiplier les manifestations. Mais quelle est leur importance?
- 1.3 Décélération des économies BRICA : une réelle inquiétude?
- 1.4 Fin de l'assouplissement quantitatif à l'horizon
- 1.5 Des risques moindres mais d'immenses défis en vue dans la zone euro

2.0 Prévisions par pays**3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes**

1.5 Des risques moindres mais d'immenses défis en vue dans la zone euro

Une brise d'optimisme souffle de nouveau sur l'ensemble de la zone euro. À cet égard, la promesse de la banque centrale, il y a quelques mois, a marqué un tournant. Durant la paralysie des marchés des capitaux européens l'été dernier, alors que sévissait la crise, de sombres prédictions annonçaient l'éclatement imminent de la zone euro. Le sentiment de panique s'est estompé en septembre 2012 après l'annonce par la Banque centrale européenne (BCE) de la mise en place d'un programme de rachat illimité d'obligations publiques et la déclaration de son président que la BCE était prête à prendre toutes les mesures nécessaires pour préserver l'euro. L'été s'est passé dans un calme étonnant, les gouvernements de la zone semblant dans l'expectative en attendant l'issue des élections allemandes. Les banques disposant d'abondantes liquidités et étant peu inquiétées par de nouveaux rebondissements, l'Europe a donné l'impression de fermer boutique pendant les vacances estivales. À la rentrée automnale, la nervosité a fait place à des cris de joie : le PIB de la zone euro est sorti du rouge pour inscrire une croissance positive de 0,3 % au deuxième trimestre – le vieux continent sortait vraisemblablement de la récession.

Faut-il crier victoire et déclarer la crise terminée? Sans doute pas, à en juger par le tableau général de la conjoncture. Les six trimestres consécutifs de croissance négative font de la dernière récession dans la zone euro la plus longue depuis les années trente. La production demeure de 1 % inférieure à celle de l'an dernier, sans compter que les indicateurs actuels délivrent des messages contrastés dont le décryptage est compliqué par les fluctuations de la demande mondiale, une météo atypique troublant la production ainsi que les attentes vis-à-vis des dates butoirs pour l'application des réductions budgétaires aux États-Unis. Les nombreux « épisodes de tourmente » survenus depuis quatre ans ont surtout vu le jour en Europe. Si un calme relatif règne pour l'heure, les risques de perturbation demeurent bien palpables, car les multiples maux qui ont affligé le vieux continent ont alimenté un pessimisme généralisé. Cette morosité persistera-t-elle ou bien le nouveau raffermissement de la croissance permettra-t-il d'y mettre fin?

La performance de la zone euro semble décevante jusqu'à ce qu'on l'examine à la lumière de l'austérité budgétaire. Or, ce principal frein à l'activité sera supprimé en 2014. Depuis deux ans, les gouvernements de la zone ont considérablement resserré – et dans bien des cas de façon très marquée – les mesures de rigueur budgétaire prises à tel point, qu'en moyenne, elles ont dépassé le potentiel de croissance régionale. Dans un tel contexte, il est pratiquement impossible d'éviter une récession induite par les politiques publiques. En fait, il est remarquable que le reste de l'économie ait produit une croissance suffisante pour enrayer les effets du tour de vis budgétaire. Dans une analyse récente consacrée aux répercussions de l'austérité sur le reste de l'économie, le FMI indique que la zone aurait connu une croissance plutôt robuste en l'absence d'un brutal resserrement budgétaire.

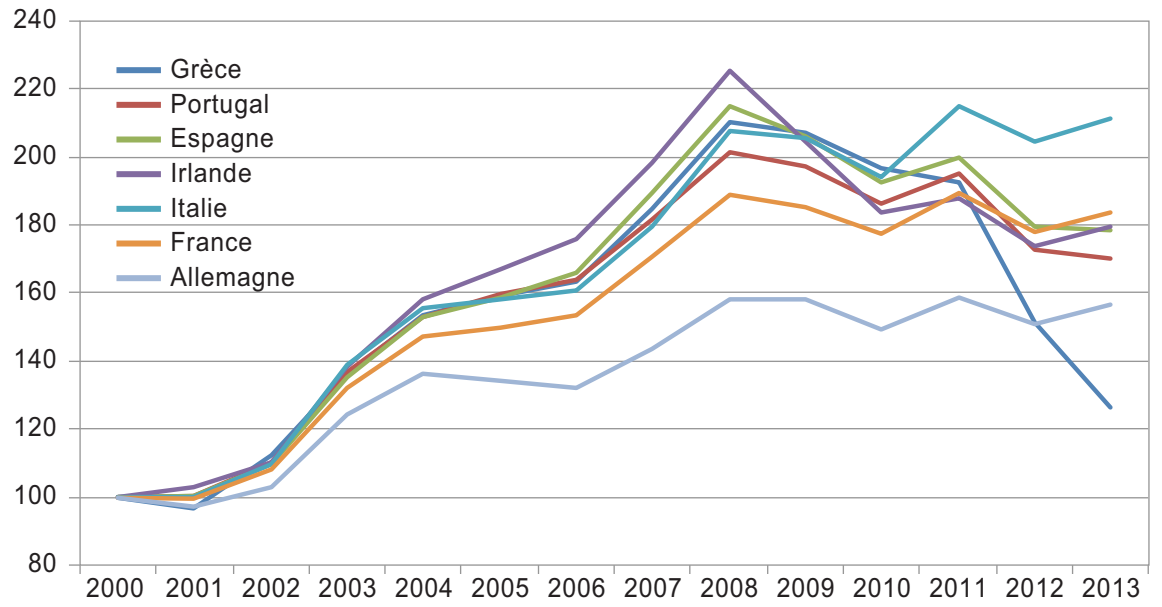
Cette hypothèse soulève un point intéressant et essentiel. Si les réductions et les hausses d'impôt décidées par les gouvernements infléchissent si nettement la croissance, que se passera-t-il lorsque l'austérité cessera? Si le profil actuel de la croissance se maintient, la fin des mesures de rigueur supplémentaires – prévu en 2014 – donnera un coup d'accélérateur immédiat et fort attendu à la croissance. La vitesse et l'ampleur de cette accélération surprenante pourraient faire souffler un vent d'optimisme fort nécessaire sur les entreprises et les consommateurs – qui viendraient à leur tour renforcer l'élan ascendant.

Selon nous, la zone euro renouera avec une croissance positive l'an prochain. Cette bonne nouvelle ne doit cependant pas occulter d'autres éléments moins encourageants. En effet, les pessimistes sont prompts à rappeler que la Grande Crise a été ponctuée de multiples faux départs et de rebonds passagers qui n'ont pas mis un terme à une décennie de déclin de l'activité.

Tout d'abord, l'adoption de la monnaie commune a provoqué une inflation des salaires et des prix à l'origine de formidables écarts de compétitivité. Les coûts unitaires de main-d'œuvre dans la partie méridionale de l'Europe ont pratiquement doublé depuis dix ans, s'envolant bien au-delà des niveaux de l'Allemagne. On note des progrès considérables en matière de compétitivité, un chantier immense vu l'ampleur du rééquilibrage structurel nécessaire en Europe méridionale, où d'ailleurs certains pays pourraient s'enfoncer dans la stagnation pendant de nombreuses années.

1.0 Sommaire

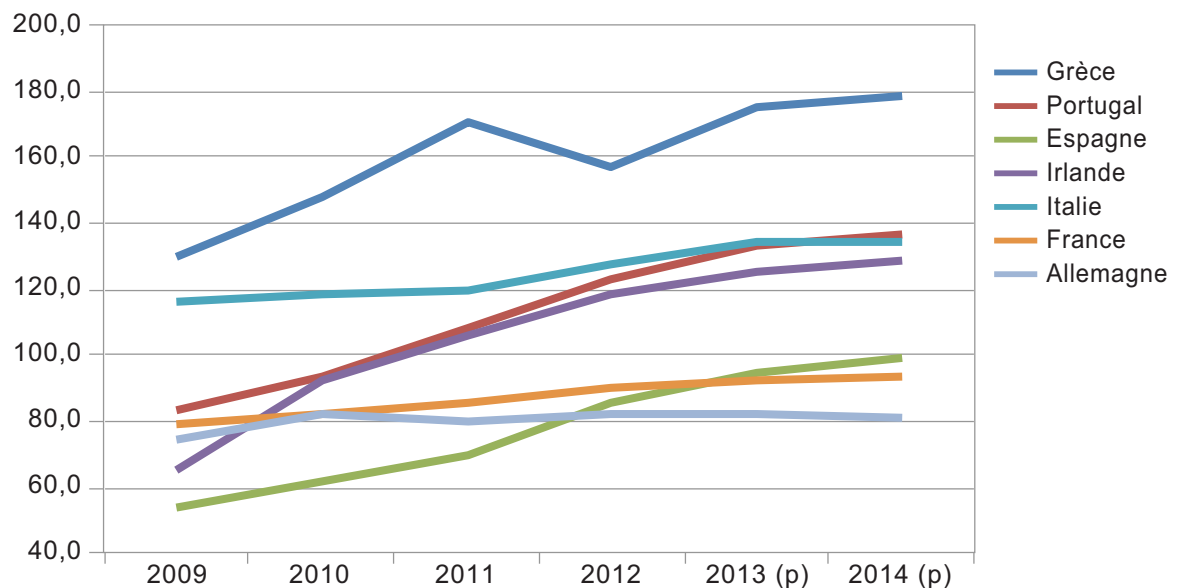
- 1.1 Amorcer un nouveau cycle
- 1.2 Le monde voit se multiplier les manifestations. Mais quelle est leur importance?
- 1.3 Décélération des économies BRICA : une réelle inquiétude?
- 1.4 Fin de l'assouplissement quantitatif à l'horizon
- 1.5 Des risques moindres mais d'immenses défis en vue dans la zone euro

2.0 Prévisions par pays**3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes****Graphique 3 : Coûts unitaires de la main-d'oeuvre (2000 = 100)**

Sources : Economist Intelligence Unit, Haver Analytics

Ensuite, les banques de l'Europe méridionale doivent toujours composer avec d'énormes pertes et poursuivre leurs efforts de désendettement en vue de reconstituer leur capital. Ce faisant, on assiste à un net durcissement des conditions de crédit et à une hausse du nombre d'entreprises en mal de capitaux.

Enfin, le risque souverain dans la zone euro demeure globalement préoccupant malgré les promesses de la BCE. En cause, la situation de plusieurs pays pénalisés par d'insoutenables niveaux de dette et des perspectives de croissance atone. La chancelière Merkel maintenant réélue avec une confortable majorité, des décisions difficiles attendent les dirigeants de la zone. La dette publique grecque représentera plus de 170 % du PIB cette année – en dépit d'efforts héroïques –, rendant nécessaire une annulation ou un refinancement de la dette. La dette publique du Portugal (134 % du PIB) et de l'Irlande (126 % du PIB) n'est guère mieux, et même si ces deux pays profitent d'un profil de croissance plus favorable à court terme, ils devront sans doute compter sur les programmes de soutien européens pendant encore de nombreuses années.

Graphique 4 : Dette publique (en % du PIB)

Sources : Economist Intelligence Unit, Haver Analytics

1.0 Sommaire

- 1.1 Amorcer un nouveau cycle
- 1.2 Le monde voit se multiplier les manifestations. Mais quelle est leur importance?
- 1.3 Décélération des économies BRICA : une réelle inquiétude?
- 1.4 Fin de l'assouplissement quantitatif à l'horizon
- 1.5 Des risques moindres mais d'immenses défis en vue dans la zone euro

2.0 Prévisions par pays**3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes**

Sur fond de recapitalisation des banques et de refinancement des dettes – des processus qui s'étendront sur plusieurs années –, les gouvernements subissent les pressions populaires accompagnant un taux de chômage galopant (il atteindrait 26 % en Espagne et 27 % en Grèce). Les difficultés économiques peuvent faire tomber même les gouvernements des pays les plus riches. Or, les citoyens exhortent leur gouvernement à prendre des mesures énergiques alors même que ce dernier dispose d'une mince marge de manœuvre budgétaire – une situation potentiellement instable. Une crise sur les marchés obligataires pourrait dégénérer dans l'éventualité où la BCE ne puisse consentir un appui à un gouvernement incapable de mettre en œuvre un programme crédible d'assainissement budgétaire. Voilà certes un risque extrême, mais il est cependant beaucoup plus probable que les politiciens opteront pour la voie du compromis et se tireront d'affaire en prenant des décisions courageuses tandis que la zone euro émerge lentement de la récession.

L'Europe pouvant finalement se soustraire aux effets modérateurs de l'austérité sur la croissance, tous les yeux sont désormais rivés sur les chiffres publiés au cours des six prochains mois. Rien d'étonnant puisque la contribution de l'Union européenne représente plus de 20 % du PIB mondial. Toute poussée de la croissance dans la zone sera ressentie partout sur la planète, et même si la région est loin de pouvoir aspirer au rôle de locomotive de la croissance, un dynamisme plus vigoureux que prévu aidera à tout le moins à sortir le monde du pessimisme dans lequel il a sombré il y a cinq ans – un intervalle exceptionnellement long dans la période de l'après-guerre. Voilà un dénouement absolument nécessaire pour l'économie mondiale, car il est grand temps qu'elle amorce son prochain cycle de croissance.

1.0 Sommaire**2.0 Prévisions par pays**

2.1 Afrique du Sud

2.2 Brésil

2.3 Chine

2.4 États-Unis

2.5 Inde

2.6 Japon

2.7 Mexique

2.8 Russie

2.9 Zone euro

3.0 Prévisions sectorielles**4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes****2.0 Prévisions par pays**

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

2.1 Afrique du Sud

2.2 Brésil

2.3 Chine

2.4 États-Unis

2.5 Inde

2.6 Japon

2.7 Mexique

2.8 Russie

2.9 Zone euro

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes



2.1 Afrique du Sud

Aperçu du pays : L'Afrique du Sud est remarquable en raison de sa valeur propre et comme porte d'entrée de la région; son système de ports est essentiel à grand nombre des pays avoisinants sans littoral. Le président Zuma, sera

le candidat du Congrès national africain (ANC) aux élections de 2014. Même si la réélection de l'ANC est très probable, plusieurs nouveaux partis ont émergé en 2012-2013 pour s'opposer à l'ANC. La première économie du continent est bien diversifiée; elle abrite un important secteur privé et un secteur financier très développé et bien surveillé. Le pays doit cependant surmonter des défis structurels de taille qui sont mis en évidence par un chômage endémique (il avoisine les 25 %), un système d'éducation inefficace et inadéquat et des écarts de revenus qui ne cessent de se creuser. Le gouvernement a fait de ces enjeux une priorité dans son récent document portant sur la politique à moyen terme, qui énonce les plans à exécuter pour réduire le chômage et améliorer la prestation de services. Sa situation budgétaire est relativement solide et, même si les salaires et les services sociaux subiront les effets des pressions sur les dépenses, il y reste suffisamment de place pour préserver les dépenses d'investissement (dont 3,2 billions de rands sur dix ans alloués au transport, à l'énergie et à l'immobilier).

Conjoncture de l'investissement et du commerce : Vu l'importance du commerce et de l'investissement pour l'économie, le gouvernement devrait s'assurer que le climat propice aux affaires demeure intact malgré les incertitudes. Depuis 1994, il applique graduellement son processus d'émancipation économique des Noirs ou Black Economic Empowerment (BEE), afin de réparer les injustices commises sous le régime de l'apartheid. Les interventions syndicales sont un autre point à considérer. En 2012, dans les pires cas de violence constatés depuis la fin de l'apartheid, des affrontements entre mineurs en grève et policiers ont fait plus de 30 morts. Des syndicats activistes et l'adoption accrue de politiques populistes risquent d'affaiblir la compétitivité et d'entacher l'image du pays comme destination attractive pour l'investissement direct étranger.

Perspectives : En 2012, la croissance a chuté en raison de grèves sauvages, et le secteur des exportations a souffert d'une demande plus faible que prévu sur les principaux marchés d'exportation (en Asie et en Europe). L'incertitude politique s'est légèrement atténuée en 2013 avec la réélection de M. Zuma à la tête de l'ANC. Le secteur commercial contribuera peu à la croissance cette année, l'Europe et certains marchés asiatiques devant composer avec une morosité persistante de l'an dernier. La consommation continuera de stimuler l'activité économique, l'effet combiné des salaires et de la croissance du crédit, d'une part, et des taux d'intérêt stables, d'autre part, inciteront les consommateurs à dépenser. Le vaste programme d'infrastructure gouvernemental compensera le ralentissement des dépenses d'investissement du secteur privé et sera une composante essentielle de la direction que prendra la croissance au cours des prochaines années.

Statistiques nationales

Président
Jacob Zuma (ANC)

Prochaines élections
législatives : avril 2014
présidentielles : avril 2014

PIB nominal (2012)
384 G USD

Total des échanges/PIB
(2012)
68 %

Régime de change
Flottement libre

Exportations canadiennes
de marchandises vers
l'Afrique du Sud (2012)
586 M CAD

Principales importations
Hélicoptères et avions, soufre
et produits pharmaceutiques

Sources : FMI,
Statistique Canada

Risques influant sur
les perspectives :

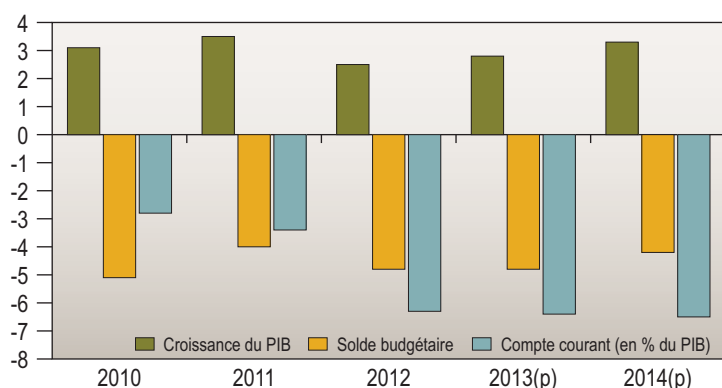


Fardeau gérable des
dettes extérieure et
publique



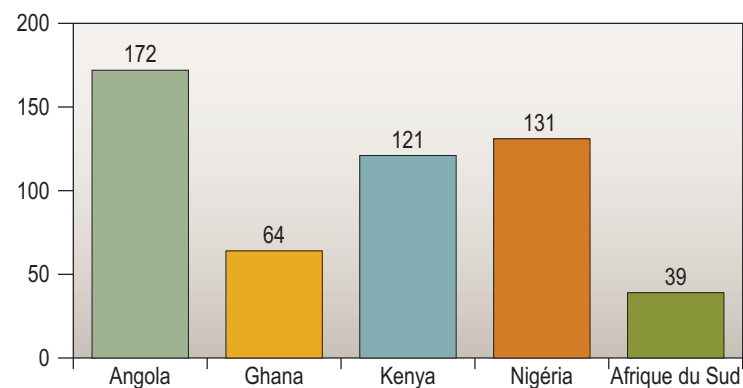
Lourd déficit du compte
courant et baisse
de confiance des
investisseurs

Graphique 5 : Afrique du Sud – Indicateurs économiques



Sources : Haver Analytics, PEM du FMI, Services économiques d'EDC

Graphique 6 : Facilité de faire des affaires (WDI) – comparaison régionale (la meilleure = 1)



Source : Banque mondiale

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

2.1 Afrique du Sud

2.2 Brésil

2.3 Chine

2.4 États-Unis

2.5 Inde

2.6 Japon

2.7 Mexique

2.8 Russie

2.9 Zone euro

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes



2.2 Brésil

Aperçu du pays : La présidente Dilma Rousseff a commencé son mandat le 1er janvier 2011, appuyée par une coalition de dix partis qui représente 70 % du Congrès. Pour progresser politiquement, il faut sans cesse négocier

âprement, ce qui ralentit l'adoption de réformes fondamentales, comme les politiques fiscales, largement jugées nécessaires au maintien de la viabilité budgétaire et à l'accélération de la croissance. Étant donné le mécontentement populaire à l'égard du coût de la vie et des affaires, de la corruption et du mauvais état des infrastructures et des services, tels que la santé et l'éducation, le gouvernement tentera de régler les problèmes structurels à l'approche des élections en octobre 2014. Nonobstant ces efforts, il est peu probable qu'ils seront résolus à court terme. Malgré le ralentissement qui se poursuit en 2013, les Services économiques d'EDC prévoient une accélération modérée de l'économie, attribuable à une hausse de la production industrielle et de l'investissement. Le PIB devrait progresser de 2,8 % en 2013 et de 3,5 % en 2014.

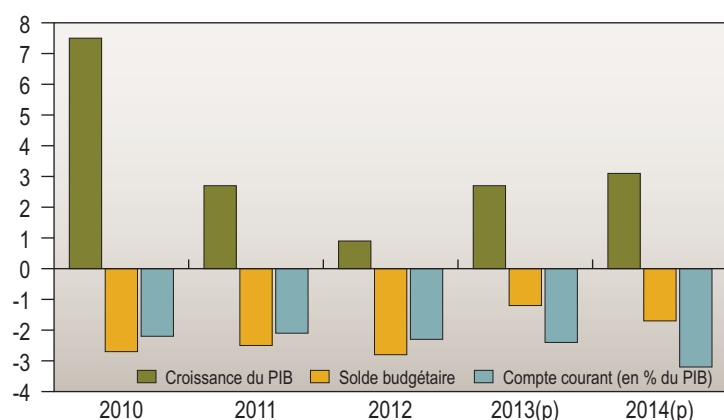
Conjoncture de l'investissement et du commerce : Grâce à des entrées massives de capitaux et à des interventions sur les marchés de change, les réserves en devises dépassaient les 370 G USD au premier semestre de 2013, ce qui favorise un excellent ratio de liquidité. Pourtant, le ralentissement de l'activité économique dans les pays BRIC a inversé la tendance des entrées importantes de capitaux et, conjugué à la réduction prochaine de la détente monétaire, il devrait avoir des répercussions sur les réserves et les taux de change. Le real s'est fortement déprécié au premier semestre de 2013 et, bien que nous prévoyions une modération de la monnaie, le real devrait se maintenir au-dessus des niveaux de crise. Même s'ils prévoient un déficit du compte courant, les Services économiques d'EDC ne voient aucun problème de financement au cours des deux prochaines années, les besoins de financement extérieur du Brésil étant largement couverts par l'investissement direct étranger (IDE) net et les entrées de portefeuille. En résumé, la position de créancier net du Brésil et ses importantes liquidités extérieures continueront d'atténuer les risques de chocs extérieurs.

Perspectives : À court terme, les risques comprennent l'incertitude quant à l'ampleur du ralentissement des économies émergentes, surtout en Chine, ainsi que son impact sur le real et la dynamique du commerce. Le gouvernement doit aussi continuer de renforcer la réglementation bancaire afin de composer avec la hausse de l'endettement des ménages et le coût du service de la dette par rapport aux revenus. À moyen terme, il faudra d'autres réformes structurelles pour assurer une croissance durable et améliorer la souplesse budgétaire. La Coupe du Monde de la FIFA et les Jeux olympiques offrent d'excellentes occasions pour les exportateurs et les investisseurs au Brésil au cours des trois prochaines années.

Statistiques nationales

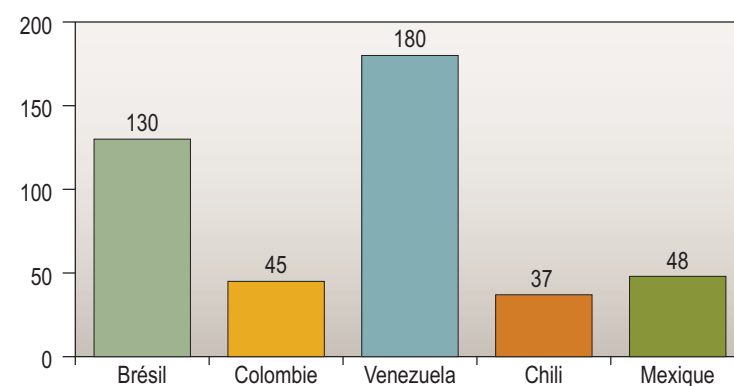
Président
Dilma RousseffProchaines élections
octobre 2014PIB nominal (2012)
2,3 T USDTotal des échanges/PIB
(2012)
26,5 %Régime de change
Flottement libreExportations canadiennes
de marchandises vers la
Brésil (2012)
2,5 G CADPrincipales importations
Machinerie et équipement,
produits chimiquesSources : Haver, EIU,
Statistique CanadaRisques influant sur
les perspectives :Nouveaux progrès
des réformes
microéconomiquesRenversement marqué
des entrées de
capitaux ou formation
d'une bulle des actifs

Graphique 7 : Brésil – Indicateurs économiques



Sources : Haver Analytics, PEM du FMI, Services économiques d'EDC

Graphique 8 : Facilité de faire des affaires (WDI) – comparaison régionale (la meilleure = 1)



Source : Banque mondiale

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

2.1 Afrique du Sud

2.2 Brésil

2.3 Chine

2.4 États-Unis

2.5 Inde

2.6 Japon

2.7 Mexique

2.8 Russie

2.9 Zone euro

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes



2.3 Chine

Aperçu du pays : La Chine est le plus gros exportateur mondial et la deuxième puissance économique de la planète. Son taux de croissance compte parmi les plus élevés dans les pays du G20. Malgré les améliorations notables de son profil des risques depuis l'adhésion à l'OMC, la Chine doit relever plusieurs défis pour devenir une véritable économie de marché, en particulier la libéralisation de son système financier et de sa monnaie. Le Parti communiste chinois (PCC) maintient fermement son emprise sur la société et sur tous les ordres de gouvernement ainsi qu'un grand contrôle sur l'économie, grâce à diverses sociétés d'État et au système bancaire. Suivant la sélection du Comité permanent plus tôt cette année, la nouvelle administration se montre peu encline à relancer considérablement la croissance au-delà de la fourchette des 7,5 % par le recours à l'investissant dans les immobilisations et au relâchement du crédit.

Conjoncture du commerce et de l'investissement : La Chine demeure une destination de choix de l'IDE mondial, malgré de vigoureuses restrictions sur le compte de capital. Pourtant, en raison de sa complexité, l'environnement commercial chinois présente son lot de défis pour les investisseurs étrangers, notamment l'absence de protection juridique des droits de l'investisseur et des droits de propriété intellectuelle, l'application incohérente des règlements, la lourdeur de la bureaucratie et la corruption. Même si la Chine continue de progresser vers la création d'un contexte commercial axé sur le respect des règles, la mise en œuvre et l'application des nouvelles lois semblent inégales selon les régions et les industries. En février 2012, le Canada et la Chine ont mené à bien des négociations relatives à un accord sur la protection des investissements étrangers, qui est maintenant en voie de ratification dans les deux pays. La direction du PCC reconnaît l'importance de s'attaquer à la corruption pour assurer sa légitimité et continuera de se pencher sur ce problème.

Perspectives : Le modèle de croissance chinois devient de plus en plus axé sur la consommation, et cette évolution, conjuguée au vieillissement de la population, se traduira par un profil de croissance plus modéré à l'avenir. Par ailleurs, la Chine continuera de monter dans la chaîne de valeur et insistera davantage sur la R-D chinoise et sur les secteurs à forte valeur ajoutée. Des annonces de politiques et de réformes spécifiques pourraient se faire après la séance plénière critique d'octobre 2013. L'État s'efforcera aussi de développer les infrastructures et la capacité de fabrication dans les provinces de l'Ouest et dans les régions rurales. La stabilité politique reste la principale priorité du PCC, qui considère la croissance économique continue et équilibrée dans les régions comme éléments essentiels de la prospérité du pays. L'agitation localisée liée à divers enjeux sociaux, comme la corruption, la confiscation de terres, les salaires et les conditions de travail, devrait se poursuivre et s'accroître si la croissance économique s'essouffle.

Statistiques nationales

Président
Xi JinpingProchaines élections
Sans objetPIB nominal (2012)
8,4 T USDTotal des échanges/PIB
(2012)
54 %Régime de change
Parité glissanteExportations canadiennes
de marchandises vers la
Chine (2012)
19,1 G CADPrincipales importations
Légumineuses, charbon, pâte de
bois, bois d'œuvre, combustibles
minéraux

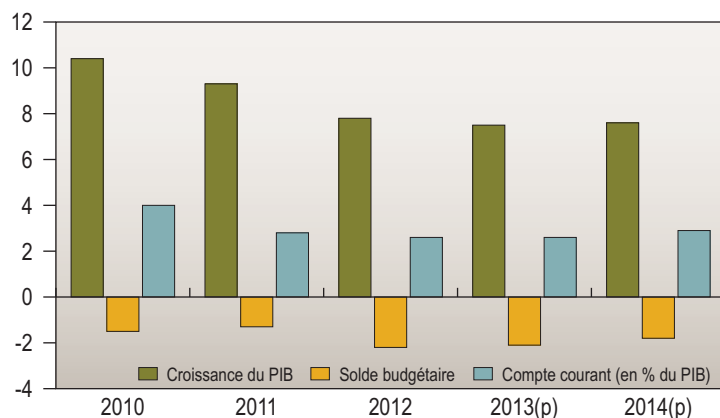
Sources : Haver, Stratégis

Risques influant sur
les perspectives :

 Réformes réussies
dans le secteur
financier; politique
anticorruption efficace

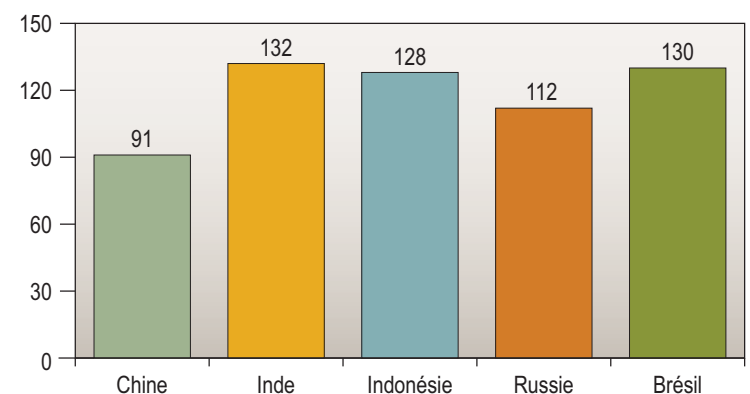
 Débâcle du secteur
immobilier et incidence
sur le secteur bancaire;
agitation sociale accrue

Graphique 9 : Chine – Indicateurs économiques



Sources : Haver Analytics, PEM du FMI, Services économiques d'EDC

Graphique 10 : Facilité de faire des affaires (WDI) – comparaison régionale (la meilleure = 1)



Source : Banque mondiale

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

2.1 Afrique du Sud

2.2 Brésil

2.3 Chine

2.4 États-Unis

2.5 Inde

2.6 Japon

2.7 Mexique

2.8 Russie

2.9 Zone euro

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes



2.4 États-Unis

Aperçu du pays : Les États-Unis, la première puissance économique mondiale, représentent 20 % du PIB mondial et se classent au 4^e rang pour la facilité d'y faire des affaires (Banque mondiale). Les principales agences de notation

du crédit ont toutes accolé une perspective négative à la cote du risque souverain en raison de l'impasse budgétaire, qui demeure une préoccupation en ce début de 2014.

Conjoncture du commerce et de l'investissement : Les exportations de biens canadiens à destination des États-Unis devraient progresser d'un peu plus de 6 % en 2013. Les États-Unis reçoivent plus de 70 % des exportations canadiennes de biens, 40 % de l'investissement direct à l'étranger et 50 % de toutes les ventes de filiales étrangères d'entreprises canadiennes. En ce qui concerne le commerce transfrontalier, l'exécution des contrats et le solutionnement de l'insolvabilité, les États-Unis se situent respectivement aux 20^e, 7^e et 15^e rangs (classement de la Banque mondiale).

Perspectives : Après la réélection historique du président Barack Obama, le point de mire est maintenant la nécessité pour l'administration d'en arriver à une entente avec le Congrès en matière d'équilibre budgétaire à moyen terme. Cependant, le Bureau budgétaire du Congrès (CBO) prévoit que le pays réussira à ramener son déficit à seulement 4 % du PIB en 2013 (contrairement à sa prévision précédente de 6 %) avec l'augmentation des recettes fiscales générées par l'embellie conjoncturelle. En fait, les entreprises américaines se portent très bien : les bénéfices des sociétés s'élèvent à 1,9 billion de dollars, presque un sommet record, et les coffres des entreprises renferment 3 T USD en trésorerie et en équivalents de trésorerie. Les entreprises hésitent toujours à investir en raison du pessimisme que leur inspire le contexte actuel, mais la confiance des consommateurs est en hausse. Le cycle de désendettement des ménages est en grande partie terminé, le ratio du service de la dette au revenu disponible est à son plus bas depuis 1994 et les ventes au détail connaissent une remontée. Le marché de l'habitation se porte mieux, les prix s'étant appréciés pendant cinq mois consécutifs et les ventes de maisons ayant fortement augmenté. En raison de la demande comprimée, EDC s'attend à ce que les mises en chantiers passent de 760 000 l'année dernière à 1,05 million en 2013, et ces nouvelles maisons nécessiteront toute une panoplie de dépenses en biens durables. L'accroissement de la confiance et la reprise des dépenses de consommation amèneront les entreprises à investir davantage afin de répondre à la demande. EDC prévoit que la croissance fondamentale de l'économie américaine sera de l'ordre de 3,5 % ce qui, après la prise en compte de la contraction budgétaire provoquée par la réduction des dépenses publiques et les augmentations d'impôts, laisse entrevoir une croissance d'environ 2 % en 2013.

Statistiques nationales

Président
Barack ObamaProchaines élections
Novembre 2016PIB nominal (2012)
16,2 T USDTotal des échanges/PIB
(2012)
32 %Régime de change
Flottement libreExportations canadiennes
de marchandises vers les
États-Unis (2012)
317,2 G CADPrincipales importations
Énergie, automobiles, minerais

Sources : Haver, Stratégis

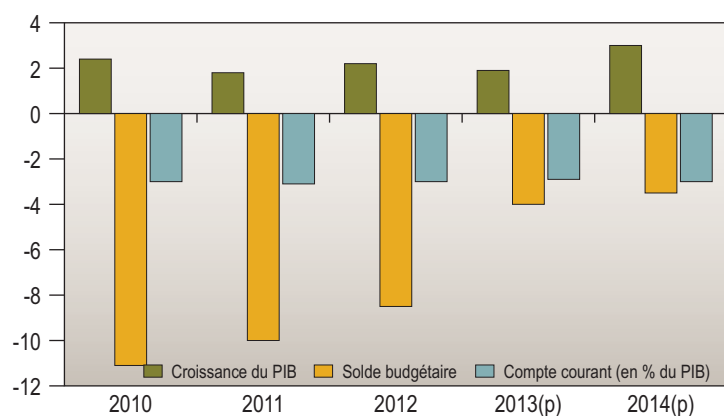
Risques influant sur
les perspectives :

Les entreprises
américaines
commencent à puiser
dans leurs réserves de
liquidités importantes



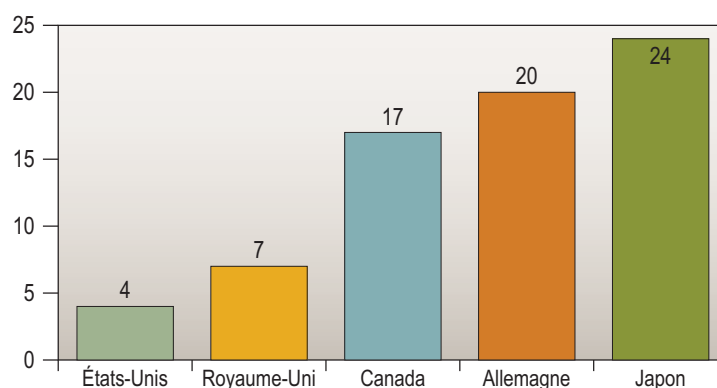
Bataille acharnée
pour le « plafond de la
dette »

Graphique 11 : États-Unis – Indicateurs économiques



Sources : Haver Analytics, PEM du FMI, Services économiques d'EDC

Graphique 12 : Facilité de faire des affaires (WDI) – comparaison régionale (la meilleure = 1)



Source : Banque mondiale

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

2.1 Afrique du Sud

2.2 Brésil

2.3 Chine

2.4 États-Unis

2.5 Inde

2.6 Japon

2.7 Mexique

2.8 Russie

2.9 Zone euro

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes



2.5 Inde

Aperçu : L'élan économique s'est modéré et les perspectives restent faibles dans une économie mondiale peu vigoureuse. Les taux d'inflation sont encore élevés, ce qui réduit la latitude de la banque centrale pour abaisser les taux d'intérêt. Par ailleurs, le déficit budgétaire important limite les options en matière de politiques et des efforts seront nécessaires pour consolider les dépenses. Le gouvernement pourrait essayer d'accélérer les dépenses budgétaires avant les élections de 2014. Vraisemblablement, la croissance restera inférieure aux attentes en 2013, bien que la production agricole semble repartir. La démocratie, pierre angulaire de la politique indienne, se caractérise par un gouvernement de coalition dirigé par le Parti du Congrès (CP) ou par le Parti Bharatiya Janata (BJP). La coalition dirigée par le CP devrait rester au pouvoir jusqu'aux prochaines élections. À noter que les élections dans les États sont également importantes. La coalition dirigée par le BJP semble opter pour que le ministre en chef du Gujarat, M. Modi, soit son leader lors des élections parlementaires nationales qui se tiendront en 2014, ce qui augmentera les chances du parti de remporter la victoire.

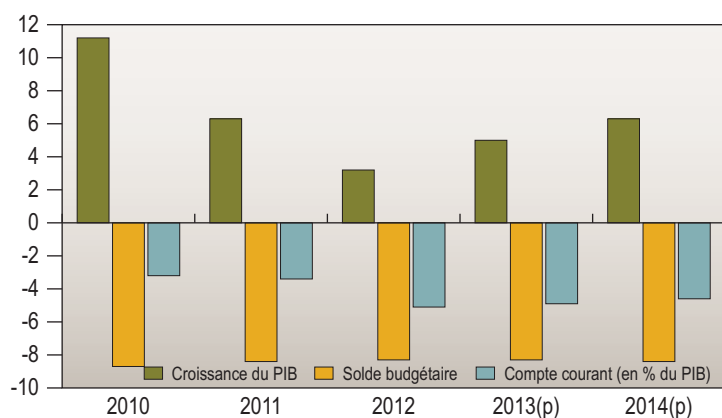
Conjoncture de l'investissement et du commerce : La politique indienne sur l'investissement étranger permet la propriété étrangère à part entière dans la plupart des secteurs. Les entrées d'IDE restent toutefois faibles, entre 1 et 2 % du PIB en moyenne par an, mais les montants réels sont importants selon les normes des marchés émergents. Ils pourraient être sensiblement plus élevés, mais les entreprises étrangères hésitent à investir en raison du risque de corruption, de la lourdeur administrative, de l'incertitude sur le plan réglementaire et même d'un manque de coordination des politiques entre les gouvernements fédéral et locaux. Cependant, le gouvernement a pris les moyens pour raviver l'investissement direct à l'étranger en 2012 et en 2013. Les exportations devraient décoller au cours des 12 à 24 prochains mois à cause de la faiblesse de la roupie, même si la dépréciation n'est pas la solution pour stimuler les exportations à long terme. Entre-temps, les banques de l'UE réduisent leurs activités en Inde à cause de problèmes dans leur région, ce qui pourrait ouvrir la porte à d'autres acteurs.

Perspectives : Malgré la faiblesse économique qui sévit à l'heure actuelle, les perspectives à moyen et à plus long terme demeurent assez robustes et laissent présager une croissance de 6 à 7 %. En effet, la main-d'œuvre indienne devrait augmenter de 2 % par an au cours des dix prochaines années, et ces jeunes travailleurs produiront un effet de croissance. Par ailleurs, le pays devrait continuer à progresser graduellement vers la libéralisation du commerce et de l'investissement. L'Inde a avancé à grands pas pour conclure des ALE avec le Japon, l'ANASE et, plus récemment, l'UE. Un ALE est en cours de négociation avec le Canada. De nouvelles mesures de libéralisation sont prévues, mais les jeux politiques de la coalition rendront le parcours cahoteux. Les futures élections dominent largement le débat politique, ce qui rend les réformes difficiles.

Statistiques nationales

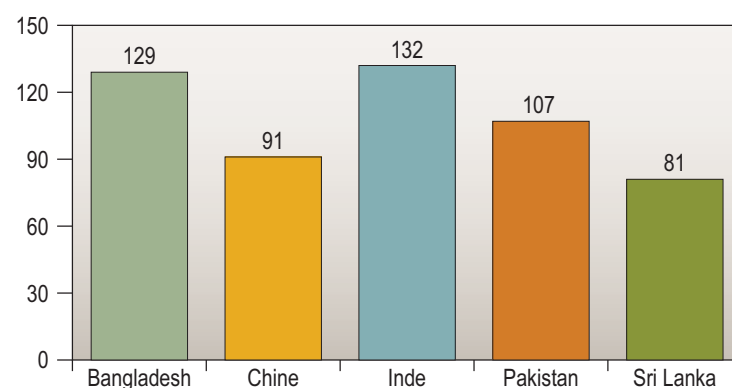
Président
Pranab MukherjeeProchaines élections
avril/mai 2014PIB nominal (2012)
1,8 T USDTotal des échanges/PIB
(2012)
56 %Régime de change
Flottement dirigéExportations canadiennes
de marchandises vers
l'Inde (2012)
2,3 G CADPrincipales importations
Légumineuses, aéronautique,
papier journal, charbonSources : EIU, FMI,
Statistique CanadaRisques influant sur
les perspectives :Hausse des entrées
d'IDE; déclin de
l'inflation (aliments)Impasse législative;
incapacité de contrôler
les dépenses
budgétaires

Graphique 13 : Inde – Indicateurs économiques



Sources : Haver Analytics, PEM du FMI, Services économiques d'EDC

Graphique 14 : Facilité de faire des affaires (WDI) – comparaison régionale (la meilleure = 1)



Source : Banque mondiale

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

2.1 Afrique du Sud

2.2 Brésil

2.3 Chine

2.4 États-Unis

2.5 Inde

2.6 Japon

2.7 Mexique

2.8 Russie

2.9 Zone euro

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes




2.6 Japon


Aperçu du pays : Malgré deux décennies de croissance atone et de déflation persistante, le Japon demeure la troisième économie et un géant de la fabrication (produits industriels lourds et technologie). Ses institutions démocratiques sont solides, mais des défis structurels clés freinent son potentiel de croissance, dont l'instabilité politique, le vieillissement de la population et les intérêts particuliers. L'administration actuelle, forte d'une belle performance électorale et d'une majorité acquise en 2012 et en juillet 2013, devrait assurer continuité et stabilité. Depuis son arrivée au pouvoir, le premier ministre Abe a lancé un programme ambitieux et peu orthodoxe (« l'Abénomie ») assorti de trois volets (relance budgétaire, détente monétaire et réformes structurelles) pour raviver l'économie. Le plan semble dans l'immédiat porter ses fruits; pourtant, il ne s'est pas traduit par une montée des salaires et de l'investissement dans les usines et la machinerie. La balance commerciale demeure déficitaire, pénalisée par la faiblesse du yen et les importations de combustible pour la production d'électricité. Ce déficit est atténué par des réserves en devises parmi les plus abondantes au monde.

Conjoncture de l'investissement et du commerce : Le commerce et l'investissement sont bien établis au pays avec très peu de restrictions formelles. Les entrées d'IDE y sont plus faibles que chez les autres nations de l'OCDE (barrières non tarifaires et singularité des structures commerciales). Le Japon est moins concurrentiel que d'autres pays du G7, voire d'autres marchés moins développés. Les entreprises nippones demeurent à l'avant-garde de la fabrication des technologies de pointe et de la robotique de pointe. Le Japon est un gros importateur de ressources naturelles canadiennes (de métaux, de charbon, de céréales et de fruits de mer, entre autres). Le Japon et le Canada ont amorcé la négociation d'un accord de partenariat économique.

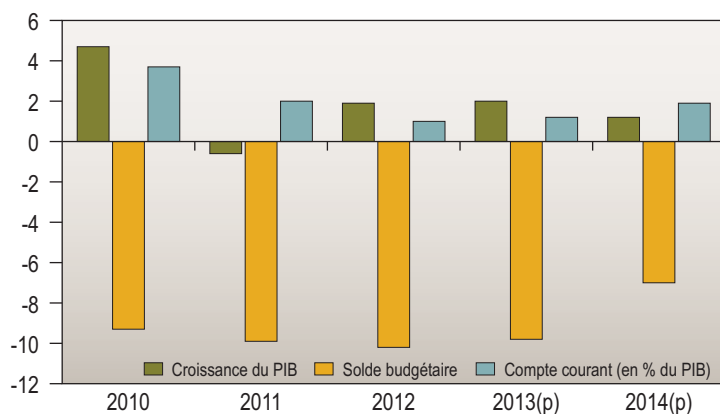
Perspectives : Grâce à une nette victoire du PLD aux élections de la chambre haute (en 2013), le premier ministre Abe dispose de la marge de manœuvre politique pour mener des réformes structurelles difficiles. Leur réussite et les perspectives de croissance du Japon dépendent de la capacité du premier ministre à s'attaquer à de puissants intérêts au sein et en dehors du parti. Les accords d'investissement et commerciaux en cours de négociation, dont le Partenariat transpacifique (PTP), pourraient revitaliser l'économie. La relance budgétaire renforce la confiance des consommateurs, mais on ignore si les attentes liées à l'inflation et à une croissance durable se réaliseront. Les investissements de capitaux et les hausses salariales sont à surveiller. Si le gouvernement ne fait pas adopter en 2014 le projet de loi sur le relèvement de la taxe de consommation, il pourrait provoquer un examen précipité des agences de notation et exacerber les inquiétudes des investisseurs au sujet de la crise de la dette publique japonaise qui se dessine.

Statistiques nationales

Premier ministre
Shinzo AbeProchaines élections
Parlementaires : 2016PIB nominal (2012)
5,9 T USDTotal des échanges/PIB
(2012)
31,4 %Régime de change
Flottement libreExportations canadiennes
de marchandises vers le
Japon (2012)
10,2 G CADPrincipales importations
Combustibles minéraux,
métaux non ferreux, huiles
végétales, bois d'œuvreSources : FMI,
Statistique Canada, CCIRisques influant sur
les perspectives :

 Augmentations
des salaires et des
investissements en
capital; redémarrage
des centrales
nucléaires

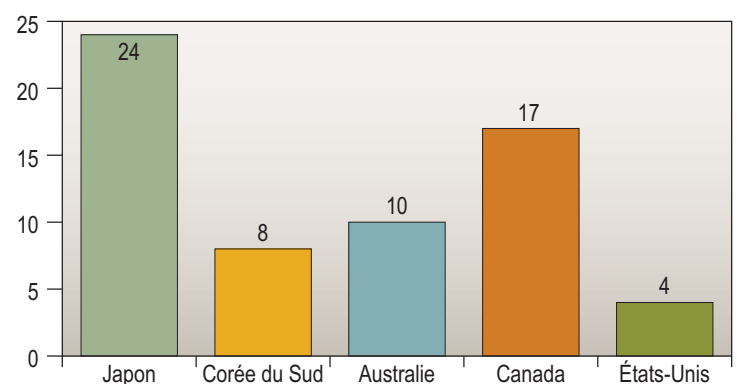

 Escalade des
tensions maritimes;
ralentissement des
réformes structurelles

Graphique 15 : Japon – Indicateurs économiques



Sources : Haver Analytics, PEM du FMI, Services économiques d'EDC

Graphique 16 : Facilité de faire des affaires (WDI) – comparaison régionale (la meilleure = 1)



Source : Banque mondiale

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

2.1 Afrique du Sud

2.2 Brésil

2.3 Chine

2.4 États-Unis

2.5 Inde

2.6 Japon

2.7 Mexique

2.8 Russie

2.9 Zone euro

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes



2.7 Mexique

Aperçu du pays : Les priorités du gouvernement du président Enrique Peña Nieto du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) sont la lutte à la violence liée au narcotrafic, l'amélioration de la compétitivité du Mexique et la stimulation de la croissance économique en faisant une plus grande place à l'IDE.

Avec le Pacte pour le Mexique, un accord intervenu entre le gouvernement et les deux principaux partis d'opposition, son administration a pu rapidement mener à bien un certain nombre de réformes amorcées par l'administration précédente dans les domaines du travail, de l'éducation et des télécommunications, entre autres. L'épreuve du feu pour ce gouvernement et son programme ambitieux sera sa capacité à mettre en œuvre la réforme du secteur de l'énergie et de la fiscalité. Le président Peña Nieto insiste sur la réforme du secteur de l'énergie et préconise de recourir à l'investissement privé (et non à la privatisation) pour accroître la capacité de production et de raffinage de PEMEX, ce qui pourrait créer de nouvelles occasions d'affaires pour les investisseurs étrangers. Des lois autorisant de l'investissement privé accru sont attendues d'ici la fin de l'année.

Conjoncture du commerce et de l'investissement : Le Mexique est une grande économie ouverte qui est devenue un maillon important de la chaîne d'approvisionnement mondiale, grâce à sa panoplie d'accords de libre-échange. De nombreuses entreprises étrangères rapatrient leurs opérations de fabrication de la Chine au Mexique afin d'améliorer l'accès au marché américain et abaisser les coûts. Des mesures ont été prises pour améliorer le climat des affaires au Mexique et l'accès à l'arbitrage international est garanti par le droit et par l'ALENA. Le pays accueille à bras ouverts les investisseurs étrangers dans presque tous les secteurs, sauf celui de l'énergie. La corruption et la violence criminelle, y compris l'extorsion par des groupes criminels, sont également des facteurs qui pèsent sur la conjoncture des affaires.

Perspectives : Les liens étroits avec l'économie américaine et la reprise qui y est prévue appuient des perspectives positives pour le Mexique dans les années à venir, vu que la plupart des indicateurs de vulnérabilité extérieure montrent que son économie se porte bien. Le déficit du compte courant est faible et facilement financé par l'IDE. Le ratio du service de la dette extérieure est faible et les réserves en devises sont vastes et soutenues par une ligne de crédit de précaution modulable auprès du FMI.

Statistiques nationales

Président
Enrique Peña Nieto

Prochaines élections
présidentielles : juillet 2018
législatives : juillet 2014

PIB nominal (2012)
1,2 T USD

Total des échanges/PIB
(2012)
62 %

Régime de change
Flottement libre

Exportations canadiennes
de marchandises vers le
Mexique (2012)
4,9 G USD

Principaux secteurs
Matériel électronique et TIC,
M-É, aéronautique

Sources : Haver, Stratégis

Risques influant sur
les perspectives :

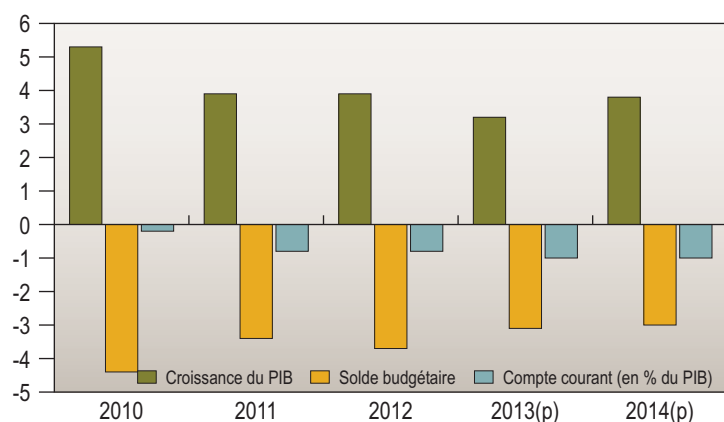


Économie nationale
plus forte que prévu



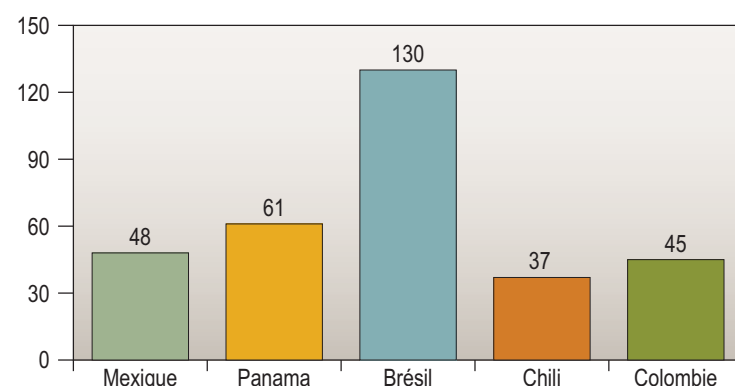
Économie mondiale
toujours faible

Graphique 17 : Mexique – Indicateurs économiques



Sources : Haver Analytics, PEM du FMI, Services économiques d'EDC

Graphique 18 : Facilité de faire des affaires (WDI) – comparaison régionale (la meilleure = 1)



Source : Banque mondiale

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

2.1 Afrique du Sud

2.2 Brésil

2.3 Chine

2.4 États-Unis

2.5 Inde

2.6 Japon

2.7 Mexique

2.8 Russie

2.9 Zone euro

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes



2.8 Russie

Aperçu du pays : Malgré une croissance modérée, en particulier par rapport à celle des autres pays BRICM, l'économie russe fonctionne à la quasi-limite de sa capacité, le chômage demeurant à un creux sans précédent de 5 % et

l'utilisation de la capacité atteignant les sommets d'avant la crise. La persistance de la fuite des capitaux, que la banque centrale estime à 20 G USD pour cette année, traduit la présence de difficultés structurelles, dont des épisodes de croissance instable et d'inflation de même que la faiblesse des institutions. La banque centrale commence à se tourner vers une politique monétaire basée sur l'atteinte d'une cible d'inflation et sur le « flottement » plus libre du rouble, ce qui aidera à amortir les chocs macroéconomiques.

Conjoncture de l'investissement et du commerce : Au cours des prochaines années, la Russie aura besoin d'investissements se chiffrant dans les milliards de dollars pour accroître et revitaliser la capacité de production de son économie. L'amélioration de la conjoncture d'investissement demeura donc une priorité du gouvernement pendant un moment. Certains progrès ont été réalisés, mais le pays occupe maintenant le 112^e rang (parmi les 185 économies) de l'indice Facilité de faire des affaires de la Banque mondiale, encore bien loin du 20^e rang visé par l'État d'ici 2018. L'accession de la Russie à l'OMC l'été dernier est une première étape positive vers une plus grande intégration au sein de la communauté internationale et la réduction des barrières commerciales qui en résultera devrait contribuer à un environnement plus propice à l'investissement. D'autres possibilités d'investissement étranger fondées sur les projets de privatisation de l'État ont été modifiées durant l'été après l'annonce de la réduction du nombre et de la valeur des actifs qui seront vendus au secteur privé. L'annonce la plus notable est liée à la réduction de la participation de l'État dans Rosneft et VTB, qui sera moins importante qu'initialement prévue.

Perspectives : La croissance marquera légèrement le pas en 2013, mais elle se redressera l'an prochain. La croissance récente est alimentée par la demande intérieure, laquelle est tirée par la montée en flèche des crédits accordés aux ménages. La banque centrale se préoccupe des effets déstabilisateurs potentiels liés à une telle hausse rapide de la dette et freine essentiellement cet élément de l'économie. Il y a peu de possibilités d'amélioration des cours énergétiques et cette conjoncture, conjuguée au malaise persistant accablant la zone euro, pèsera sur les ventes à l'exportation de la Russie au cours des deux prochaines années. Les paramètres très favorables de la dette publique russe et de sa dette extérieure assureront la viabilité du niveau d'endettement à moyen terme. Le compte courant excédentaire (à court terme), la reconstitution des réserves de change et la mise en place d'un régime de taux de change plus souple seront autant de facteurs contribuant à la réduction des vulnérabilités externes.

Statistiques nationales

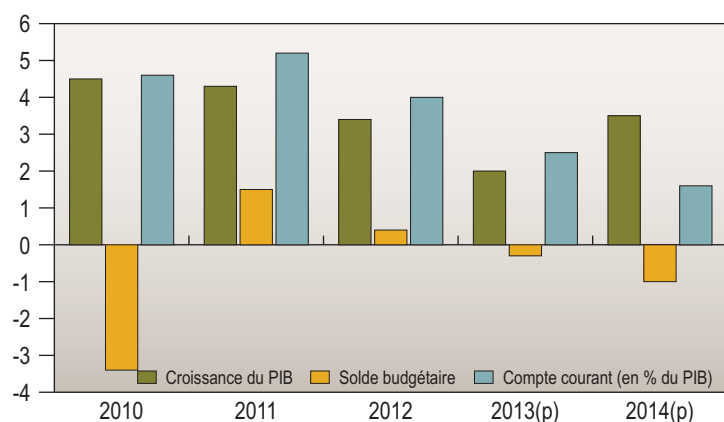
Président
Vladimir PoutineProchaines élections
Présidentielles : mars 2018PIB nominal (2012)
2,0 T USDTotal des échanges/PIB
(2012)
51 %Régime de change
Flottement dirigéExportations canadiennes
de marchandises vers la
Russie (2012)
1,6 G CADPrincipales importations
Produits d'animaux,
M-É agricoles, M-É pétrolier
et gazier

Sources : Haver, Strategis

Risques influant sur
les perspectives :Augmentation des
cours pétroliers

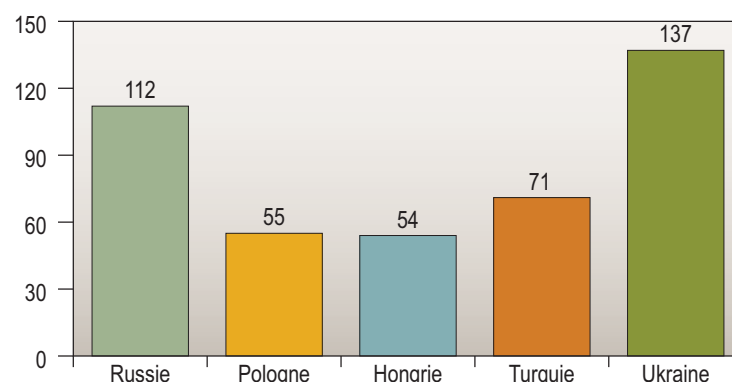
Fuite des capitaux

Graphique 19 : Russie – Indicateurs économiques



Sources : Haver Analytics, PEM du FMI, Services économiques d'EDC

Graphique 20 : Facilité de faire des affaires (WDI) – comparaison régionale (la meilleure = 1)



Source : Banque mondiale

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

2.1 Afrique du Sud

2.2 Brésil

2.3 Chine

2.4 États-Unis

2.5 Inde

2.6 Japon

2.7 Mexique

2.8 Russie

2.9 Zone euro

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

2.9 Zone euro

Aperçu du pays : Les craintes d'un éclatement incontrôlé de l'euro se sont en partie dissipées dans la foulée de l'annonce, le 6 septembre dernier, d'un programme illimité de rachat d'obligations publiques par la Banque centrale européenne (BCE). Les investisseurs nerveux effectuent un retour graduel sur les marchés financiers européens; au deuxième trimestre, l'économie de la zone euro est revenue dans le vert en inscrivant une croissance de 0,3 % après six trimestres de récession. L'Union européenne, de concert avec le FMI, a déployé de vastes ressources pour prévenir un défaut désorganisé parmi les pays plus petits de la périphérie, mais il reste beaucoup à faire.

Conjoncture du commerce et de l'investissement : Collectivement, la zone euro est la plus grande économie du monde, avec près de 20 % du PIB mondial. Le strict respect des contrats, un environnement favorable à l'investissement et un cadre juridique rigoureux caractérisent la plupart des pays de la zone euro. On s'attaque à la réglementation excessive et aux rigidités du marché du travail au moyen d'un vaste éventail de réformes à l'échelle nationale. Le Canada et l'UE ont achevé le 9^e cycle des négociations au sujet de l'Accord économique et commercial global (AECG) qui devraient être menées à terme en 2013. L'AECG fournirait aux entreprises canadiennes un accès amélioré au marché européen, stimulant ainsi le commerce bilatéral et les investissements.

Perspectives : Le PIB de la zone euro s'est contracté de 0,6 % en 2012, mais il devrait progressivement revenir à une croissance limitée en 2013. Les conditions du marché se sont améliorées, mais seront encore fragilisées par la faiblesse du système financier. L'engagement pris par la BCE concernant le rachat d'obligations publiques est certes une bonne chose, mais il faudra peut-être des centaines de milliards d'euros pour soutenir les marchés obligataires (surtout si l'Italie et l'Espagne sont touchées par la contagion), et on ne sait avec certitude jusqu'à quel point la BCE est disposée à alourdir son bilan. À moyen terme, les dirigeants européens examineront des moyens de resserrer l'union politique, comme la mutualisation de la dette (obligations européennes), les transferts budgétaires et le contrôle des banques à l'échelle de l'UE. Ces types de solutions contribueraient grandement à rétablir la confiance et à résoudre la crise, mais il faudra des années pour les négocier et les mettre en œuvre.

Statistiques nationales

Président de la Commission européenne
José Manuel Barroso

PIB nominal (2012)
14,36 T USD

Total des échanges/PIB
(2012)
86 %

Régime de change
Union monétaire – euro

Exportations canadiennes
vers la zone euro (2012)
16,8 G USD

Principales importations
Métaux,
produits aéronautiques,
produits automobiles

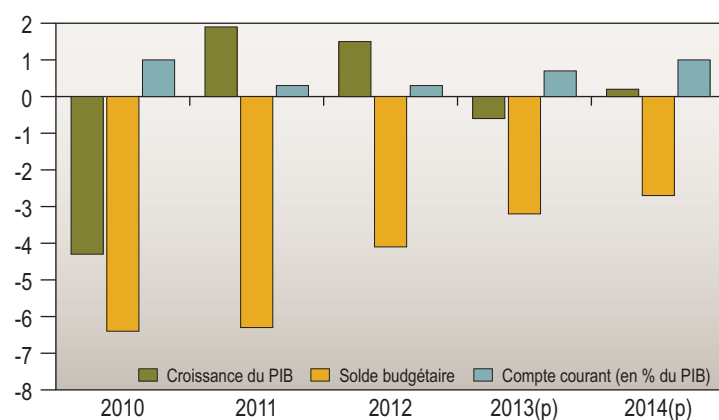
Sources : Haver, Stratégis

Risques influant sur
les perspectives :

Union politique
raffermie; dette
mutualisée

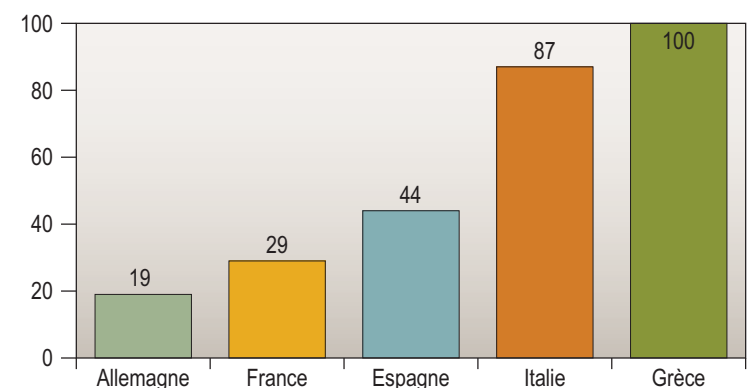
Sortie de pays de la
zone euro

Graphique 21 : Zone euro – Indicateurs économiques



Sources : Haver Analytics, PEM du FMI, Services économiques d'EDC

Graphique 22 : Facilité de faire des affaires (WDI) – comparaison régionale (la meilleure = 1)



Source : Banque mondiale

1.0 Sommaire**2.0 Prévisions par pays****3.0 Prévisions sectorielles**

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement
industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques
et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales**5.0 Annexes****3.0 Prévisions sectorielles**

1.0 Sommaire**2.0 Prévisions par pays****3.0 Prévisions sectorielles**

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales**5.0 Annexes**

Les exportations canadiennes de biens et de services devraient avancer au rythme de 4 % en 2013, puis à nouveau de 5 % l'an prochain. Il s'agit d'une révision à la baisse par rapport à nos prévisions du printemps dernier qui prend en compte un recul plus marqué que prévu des cours de certains produits de base (dont les métaux) attribuable au dérapage de la demande dans le secteur de la machinerie et de l'équipement connexes à l'exploitation des ressources naturelles. Le huard pourrait s'échanger à 98 cents en 2013, puis à 97 cents l'an prochain, donnant ainsi un répit aux exportateurs ayant souffert de la parité. Par ailleurs, les volumes à l'export augmenteront de 2 % cette année et enregistreront des gains de 4 % l'an prochain, à la faveur de l'accélération de la reprise économique américaine et de la sortie de récession du continent européen. En 2014, les exportations de biens devraient enfin revenir aux niveaux d'avant la crise, un exploit que le secteur des services est parvenu à réaliser en 2011.

Certains secteurs à l'exportation continueront d'avoir le vent en poupe, mais leur élan sera freiné par le fléchissement des cours, tout particulièrement dans les industries des métaux et des engrais ainsi que, dans une très moindre mesure, de l'énergie et de bon nombre de produits agricoles dont les prix sont en retrait par rapport à 2012. La foresterie offrira la performance la plus éclatante grâce à des gains dans les deux chiffres réalisés cette année et l'an prochain à la suite d'une ascension des mises en chantier aux États-Unis de 25 % en 2013 et de près de 28 % en 2014. Les exportations énergétiques s'apprécieront de 6 % cette année et l'an prochain, poussées par la vigueur des cours du gaz naturel et des ventes d'électricité, tandis que les exportations énergétiques se raffermiront de 6 % malgré les contraintes pesant sur le réseau pipelinier et la morosité des cours. Les exportations agricoles canadiennes, pour leur part, s'apprécieront de 6 % dans la foulée de la hausse des volumes à l'export alimentée par les récoltes exceptionnelles de 2013.

Tableau 4 : Prévisions des exportations canadiennes, par secteur

	G CAD	Part des exportations	Prévisions des exportations		
	2012	totales (en %)	(croissance en %)		
	2012	2012	2012	2013(p)	2014(p)
Agroalimentaire	47,5	9,3	7,6	6	5
Énergie	115,9	22,7	0,9	6	6
Foresterie	26,5	5,2	-2,0	13	11
Produits chimiques et plastiques	34,5	6,7	-2,1	8	3
Engrais	8,1	1,6	-6,2	-1	-5
Métaux, minerais et autres produits industriels	61,9	12,1	-6,8	6	6
M-É industriels	28,7	5,6	8,0	1	9
Avions et pièces	10,8	2,1	6,0	6	9
Technologies de pointe	13,9	2,7	0,3	-1	1
Véhicules automobiles et pièces	63,0	12,3	15,8	-2	1
Biens de consommation	7,2	1,4	-11,0	16	8
Transactions particulières*	3,3	0,6	-4,3	5	7
Total – Secteur des biens	427,3	83,6	1,9	5	5
Total – Secteur des services	84,1	16,4	0,3	3	4
Total des exportations	511,4	100,0	1,7	4	5
Pour mémoire					
Volume total des exportations		100,0	3,6	2	4
Export. de biens nominales (énergie exclue)	311,4	60,9	2,3	4	5
Export. de biens nominales (autos et énergie exclues)	248,4	48,6	-0,6	6	6
Sources : Services économiques d'EDC. Les données de 2012 sont réelles, celles de 2013 et de 2014 sont des prévisions. Les transactions particulières* désignent surtout les transactions de faible valeur, la valeur des réparations à l'équipement et les biens retournés au pays d'origine.					

1.0 Sommaire**2.0 Prévisions par pays****3.0 Prévisions sectorielles**

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement
industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques
et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales**5.0 Annexes**

Le secteur de la machinerie et de l'équipement industriels progressera d'à peine 1 % cette année, mais il s'accélénera à 9 % l'an prochain, grâce à un bond de l'investissement commercial provoqué par la décision des sociétés américaines de puiser dans leurs niveaux sans précédent de liquidités. Dans le secteur des transports, la croissance des exportations aéronautiques décollera en 2013 pour s'établir à 6 %, puis à 9 % l'an prochain. En contrepartie, le secteur automobile verra son dynamisme fondre de 2 % cette année, pénalisé par les contraintes de capacité limitant la croissance des exportations de la filière, et devra se contenter de gains modestes de 1 % en 2014.

Enfin, les exportations de marchandises à destination des États-Unis pourraient gagner 6 % en 2013. Cette évolution compenserait en partie la chute de 3 % des exportations vers l'Europe occidentale, deuxième marché du Canada. La demande adressée au Canada par les marchés émergents devrait connaître une inflexion positive pour se fixer à 4 % en 2013 et à 7 % en 2014. Ce sont dans les pays émergents d'Asie où l'on observera la montée la plus spectaculaire de la demande, soit respectivement de 8 % et 9 % cette année et l'an prochain.

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

3.1 Énergie

En 2013, les exportations canadiennes d'énergie s'apprécieront de 6 % surtout grâce à l'ascension des volumes à l'exportation de pétrole brut et des cours plus élevés du gaz naturel. L'an prochain, le secteur connaîtra une progression globale de 6 %, porté par des hausses plus modérées des cours du gaz naturel, tandis que les exportations pétrolières profiteront de volumes plus impressionnants. Le tassement des cours du charbon freinera l'évolution des exportations cette année, mais cette tendance s'inversera en 2014.

Ces dernières années, le déficit de la capacité pipelinère et des raffineries a creusé l'écart entre le cours pétrolier standard nord-américain (le WTI), et le cours du Western Canada Select Crude qui est négocié à un prix inférieur. Cependant, cet écart diminuera progressivement et s'orientera vers les 10 USD/baril par rapport aux niveaux actuels d'ici la fin de 2015, soit lorsque le réseau sera renforcé d'une nouvelle capacité pipelinère d'environ d'un million de barils par jour. La mise à niveau et la réaffectation du réseau pipelinier ainsi que l'inversement du sens d'écoulement des oléoducs et le renforcement de la capacité ferroviaire assureront une croissance soutenue des expéditions en 2013 et 2014. Parallèlement, les raffineries américaines ajouteront cette année environ 300 000 barils par jour de pétrole brut. Les exportations de pétrole brut devraient grimper de 5 % 2013, puis de 6 % l'an prochain.

Les projections concernant les exportations de gaz naturel indiquent une croissance de 35 % en 2013 et de 6 % en 2014. Ces projections tablent sur les gains issus des cours, car les volumes diminueront. Le cours du Henry Hub devrait augmenter de 40 % pour se fixer à 3,80 \$/Mbtu cette année et il devrait passer à 4,2 \$/Mbtu l'an prochain. Malgré ces gains, les volumes à l'exportation poursuivront leur descente en raison de l'abondance du gaz de schiste bon marché aux États-Unis, une situation qui exclura certains producteurs devant assumer des coûts plus élevés.

Les exportations de pétrole céderont 22 % en 2013 sous l'effet de la faiblesse des cours et d'une offre excédentaire. Par ailleurs, la progression des cours du charbon métallurgique sera entravée par les énormes capacités de l'industrie à l'échelle mondiale. Aux États-Unis, on devrait assister à la fermeture des mines dont l'exploitation représente des coûts élevés, compte tenu de la mise en service de nouvelles installations en Australie, en Mongolie, au Mozambique et en Russie, ce qui limitera le redressement des volumes et des cours. La demande chinoise contribuera à porter la croissance des exportations énergétiques à 5 % en 2014.

Statistiques sectorielles

Exportations internationales
2012 : 116 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2008 : 2
2012 : 3

Part du total des exportations canadiennes de marchandises
2012 : 27,1 %

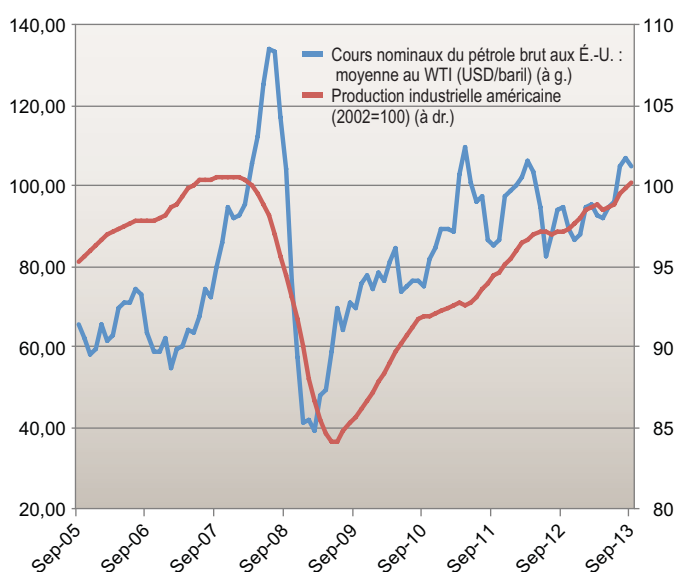
Répartition du secteur par province

NFLD : 6,3 %
NB : 9,1 %
NS : 0,1 %
PEI : 0,0 %
QC : 3,3 %
ON : 3,0 %
MN : 0,8 %
SK : 10,2 %
AB : 59,8 %
BC : 7,3 %

Investissement direct canadien à l'étranger (2011)
101,0 G CAD

Source : Statistique Canada

Graphique 23 : L'activité industrielle américaine dicte les cours du brut



Sources : Haver Analytics, EIA

Tableau 5 : Prévisions des exportations canadiennes d'énergie, par région

Principaux marchés	G CAD		Part (en %) des exportations		Prévisions des exportations (croissance en %)	
	2012	2012	2012	2013(p)	2014(p)	
Marchés développés						
États-Unis	105,6	91,1	1,6	9	6	
Europe occidentale	3,0	2,6	7,7	-29	4	
Japon, Océanie et Asie développée	3,3	2,9	-26,7	-22	5	
Marchés émergents						
Amérique latine et Antilles	1,2	1,0	-18,3	-30	7	
Europe émergente et Asie centrale	0,2	0,2	-36,0	-46	10	
Afrique et Moyen-Orient	0,1	0,1	-11,9	-63	8	
Asie émergente	2,3	2,0	49,0	-22	8	
Total - Marchés développés	112,0	96,6	0,6	8	6	
Total - Marchés émergents	3,9	3,4	10,1	-27	8	
Total mondial	115,9	100,0	0,9	6	6	

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

3.2 Métaux et minerais

Le secteur mondial des métaux a souffert du retrait des mesures d'assouplissement monétaire et de la morosité inattendue de certaines des grandes économies émergentes, deux facteurs ayant plombé les cours et la demande. Vu cette conjoncture, les Services économiques d'EDC révisent à la baisse leurs prévisions à l'exportation pour l'industrie et prévoient maintenant une modeste ascension de 6 % de la progression des exportations de métaux, de minerais et de produits sidérurgiques cette année, puis une répétition de ce scénario de croissance de 6 % en 2014.

Les Services économiques d'EDC escomptent déjà depuis un certain temps une correction notable des cours de l'or et de certains métaux de base. Depuis 2009, les cours de métaux connaissent une hausse vertigineuse sous l'effet du torrent des liquidités injectées au terme du programme américain de détente monétaire, dont la valeur excède plus de deux billions de dollars. Au début de l'été dernier, la Réserve fédérale américaine a indiqué qu'elle diminuerait la taille de ce programme, sans doute à la fin 2013. Cette déclaration a fait glisser les cours de l'or à 1 200 dollars. Les cours se sont quelque peu redressés depuis, mais la vive réaction des marchés témoigne de la sensibilité à tout changement de cap de la politique monétaire aux États-Unis. Une demande chinoise en berne et une hausse des approvisionnements ont aussi exercé des pressions à la baisse sur les cours tout au long de l'été.

Dans ce contexte, les producteurs de métaux voient leurs marges bénéficiaires amputées et leur trésorerie réduite, ce qui les incite à résolument rogner sur leurs dépenses d'investissement. La production aurifère a régressé sous l'effet de l'effondrement estival des cours, mais la croissance annuelle en fonction des ventes se situera encore dans les deux chiffres cette année et l'an prochain. Par ailleurs, la production d'aluminium sera éperonnée par la relance de la production de la fonderie d'Alma en 2013, puis par l'intensification rapide des activités aux installations de Kitimat. Quant au sous-secteur du minerai de fer, il s'orientera vers la gamme des produits des concentrés (issus des boulettes) à la suite de la décision de suspendre les activités de l'usine de boulettes de minerai de Wabush; cette évolution diminuera la valeur des exportations. La performance des exportations canadiennes d'acier a été décevante cette année et, malgré un redémarrage de la consommation sur le marché américain, elle se contractera en 2013 avant de retrouver une croissance modeste l'an prochain.

Statistiques sectorielles

Exportations internationales

2012 : 67,9 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents

2008 : 10

2012 : 12

Part du total des exportations canadiennes de marchandises

2012 : 15,9 %

Répartition du secteur par province

NFLD 2,5 %

NB 0,9 %

NS 0,5 %

PEI 0,1 %

QC 21,3 %

ON 49,7 %

MN 2,5 %

SK 6,5 %

AB 8,6 %

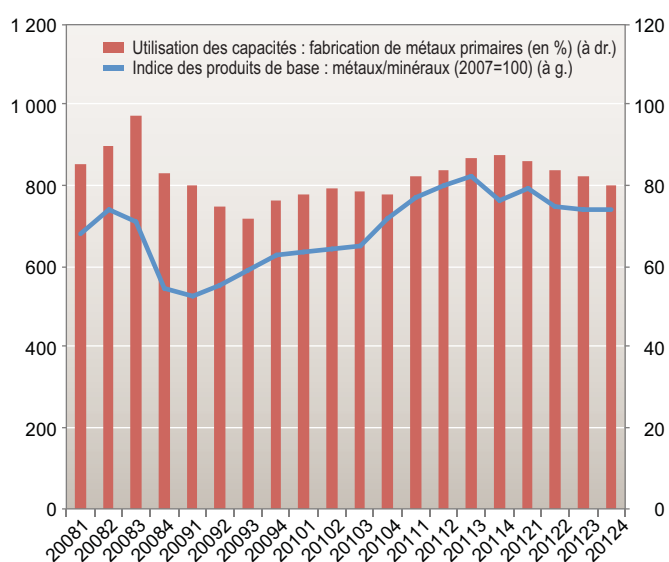
BC 5,7 %

Investissement direct canadien à l'étranger (2011)

58,6 G CAD

Source : Statistique Canada

Graphique 24 : Métaux et minéraux – Prix et activité



Sources : Haver Analytics, EIA

Tableau 6 : Prévisions des exportations canadiennes d'énergie, par région

Principaux marchés	G CAD		Part (en %) des exportations			Prévisions des exportations (croissance en %)	
	2012	2012	2012	2013(p)	2014(p)	2013(p)	2014(p)
Marchés développés							
États-Unis	30,7	49,6	-6,8	0	7		
Europe occidentale	19,6	31,6	-5,1	4	3		
Japon, Océanie et Asie développée	4,1	6,7	-12,5	35	9		
Marchés émergents							
Amérique latine et Antilles	1,5	2,4	6,2	-8	8		
Europe émergente et Asie centrale	0,5	0,8	-28,5	-6	10		
Afrique et Moyen-Orient	0,7	1,1	-16,4	125	4		
Asie émergente	4,8	7,8	-6,9	17	11		
Total -							
Marchés développés	54,4	87,9	-6,7	4	6		
Total -							
Marchés émergents	7,5	12,1	-7,4	20	10		
Total mondial	61,9	100,0	-6,8	6	6		

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

3.3 Produits agroalimentaires

Les exportations canadiennes de produits agricoles et alimentaires vont croître de 6 % en 2013, puis de 3 % l'an prochain. Après avoir connu des récoltes exceptionnelles l'an dernier, les agriculteurs canadiens devraient de nouveau inscrire cette année une performance impressionnante à la faveur de conditions météo généralement favorables. La production totale de céréales et d'oléagineux devrait augmenter d'environ 7 % en 2013, sous l'effet d'un accroissement de la superficie des terres ensemencées et de meilleurs rendements. Toutefois, les cours des céréales descendront de leurs sommets, ce qui viendra diminuer les recettes agricoles. Par ailleurs, les stocks canadiens ont glissé à des niveaux historiques dans la foulée de la hausse des exportations destinées à contrer les effets de la sécheresse aux États-Unis l'an dernier. Ce faisant, la majeure partie de la production supplémentaire servira à la reconstitution des stocks plutôt qu'à l'exportation.

Les niveaux de l'offre mondiale se redressent après les conditions climatiques extrêmes qui ont dégradé les conditions de culture dans bon nombre de pays, notamment dans certaines régions des États-Unis, de l'Europe et de l'Australie. Sur le front de la demande, les conditions devraient également rester positives, grâce à la forte consommation sur les marchés émergents et à l'utilisation croissante des céréales comme biocarburants. Les exportations canadiennes de maïs et de soja atteindront des sommets inégalés en 2014, les producteurs agricoles s'étant orientés vers ces récoltes plus lucratives. Les exportations de viande resteront plutôt stationnaires cette année, mais elles profiteront l'an prochain d'un relèvement des prix et de la baisse du coût des aliments pour animaux.

L'amélioration des perspectives de la consommation aux États-Unis, où la confiance du consommateur américain s'accroît et les ventes au détail se consolident, a été perçue comme d'excellentes nouvelles par l'industrie alimentaire canadienne. Ils achèteront davantage d'articles dont la marge est plus élevée dans les épiceries et les restaurants. En ce qui concerne les exportations canadiennes d'aliments transformés de boissons, elles devraient bondir de 6 % cette année et de nouveau de 8 % l'an prochain, ce qui est impressionnant pour une industrie de 10 milliards de dollars habituée à des variations annuelles oscillant autour de 3 %. L'industrie viticole canadienne, qui a vu ses exportations bondir de 25 % en 2013, domine le tableau du secteur canadien des aliments et des boissons. Les exportations des produits de la mer devraient quant à elle grimper d'environ 3 % cette année et l'an prochain. Le maintien de l'offre excédentaire de homards et la concurrence du saumon chilien devraient limiter le potentiel de progression du secteur.

Statistiques sectorielles

Exportations internationales

2012 : 47,5 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents

2008 : 28

2012 : 32

Part du total des exportations canadiennes de marchandises

2012 : 11,1 %

Répartition du secteur par province

NFLD 1,7 %

NB 3,0 %

NS 2,5 %

PEI 1,1 %

QC 12,8 %

ON 22,5 %

MN 8,3 %

SK 23,4 %

AB 19,2 %

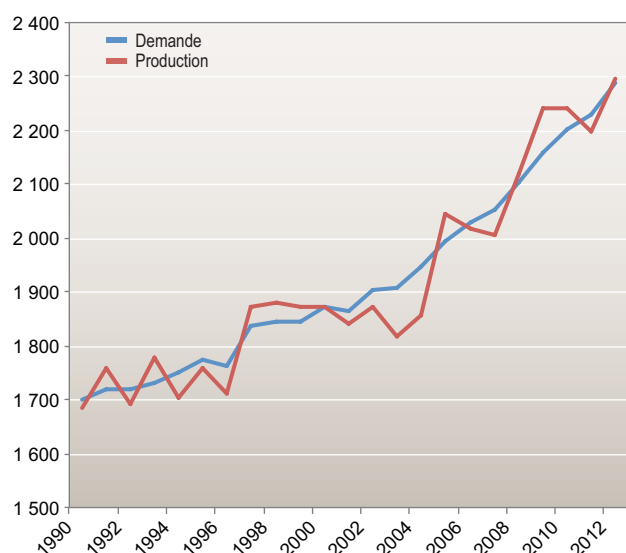
BC 5,7 %

Investissement direct canadien à l'étranger (2011)

15,6 G CAD

Source : Statistique Canada

Graphique 25 : La pénurie mondiale de céréales provoque une flambée des cours (en millions de tonnes métriques)



Source : Estimations de l'offre et de la demande agricoles mondiales établies par l'USDA

Tableau 7 : Prévisions des exportations canadiennes d'énergie, par région

Principaux marchés	G CAD		Part (en %) des exportations		Prévisions des exportations (croissance en %)	
	2012	2012	2012	2012	2013(p)	2014(p)
Marchés développés						
États-Unis	23,5	49,4	7,0	9	6	
Europe occidentale	2,8	5,8	-12,9	-6	1	
Japon, Océanie et Asie développée	6,1	12,9	-1,2	4	4	
Marchés émergents						
Amérique latine et Antilles	3,6	7,6	2,7	0	1	
Europe émergente et Asie centrale	1,0	2,1	4,6	-2	5	
Afrique et Moyen-Orient	2,8	5,8	13,5	-6	-1	
Asie émergente	7,8	16,4	30,6	9	7	
Total - Marchés développés	32,4	68,1	3,3	7	6	
Total - Marchés émergents	15,2	31,9	17,8	3	4	
Total mondial	47,5	100,0	7,6	6	5	

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

3.4 Engrais

Le marché mondial des engrais a été secoué par le conflit opposant les producteurs Uralkali et Belaruskali, ainsi que la société Belarus Potash (BPC) commercialisant leur production – un conflit que les médias ont qualifié de « guerre des engrais ». Le départ possible de l'acteur russe de l'accord d'approvisionnement et de gestion avec BPC a précipité le déclin des cours de la potasse déjà amorcé depuis quelques mois en raison d'une offre mondiale excédentaire.

Cette évolution a des répercussions sur le Canada. Malgré le redressement marqué des volumes d'expédition de potasse en 2013, les exportations canadiennes devraient se replier de 1 % en raison de la chute des cours. Vu la volatilité actuelle sur les marchés d'exportations de première importance et l'incertitude persistante des cours dans l'industrie, nous ramenons nos prévisions pour 2014 à un repli de 5 %.

En dépit d'efforts soutenus, le doute plane sur le règlement du différend, ce qui vient compliquer la formulation des perspectives. De plus, la demande à court terme est bridée par le report des achats par les agriculteurs souhaitant profiter de prix inférieurs, advenant l'abandon de pratiques par certains producteurs. En pareil contexte, on peut se réjouir de l'annonce de BHP Billiton d'investir 2,6 G USD dans sa mine de potasse de Jansen, en Saskatchewan.

Malgré la forte hausse escomptée pour les exportations de potasse vers l'Asie, les perspectives pour 2014 demeurent contrastées puisqu'une conjoncture des prix défavorables ne garantirait pas l'essor de la demande et des exportations. La demande indienne devrait néanmoins être dynamisée par les moussons abondantes et des années de sous application chronique, même si des réductions supplémentaires des subventions en 2013-2014 et une devise (la roupie) plus faible présentent des risques de dégradation. L'instabilité régnant sur le marché des changes se répercutera sur la demande de potasse sur les marchés névralgiques de l'Asie du Sud-Est, en dépit de la stimulation de la demande d'huile de palme suscitée par la reprise dans la zone euro.

Le fléchissement des cours des céréales freinera la croissance de la demande de potasse, surtout dans les Amériques. Les exportations à destination du Brésil, en particulier, ralentiront la cadence en 2014 après les sommets atteints en 2013. L'augmentation attendue de la production et des exportations d'urée en Chine contribuera à plomber les cours mondiaux et risquera d'éroder la demande d'urée adressée au Canada.

Statistiques sectorielles

Exportations internationales
2012 : 8,1 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2008 : 32
2012 : 33

Part du total des exportations canadiennes de marchandises
2012 : 1,9 %

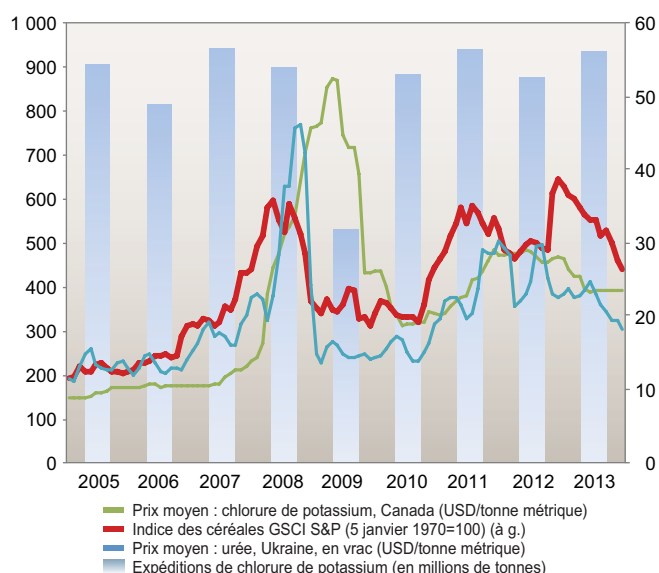
Répartition du secteur par province

NFLD 0,0 %
NB 3,9 %
NS 0,0 %
PEI 0,0 %
QC 0,2 %
ON 4,7 %
MN 1,8 %
SK 72,6 %
AB 15,9 %
BC 0,8 %

Investissement direct canadien à l'étranger (2011)
S.O.

Source : Statistique Canada

Graphique 26 : Le tassement des cours s'accélère-t-il ?



Sources : Haver Analytics, rapports d'entreprise, Banque Scotia, Services économiques d'EDC

Tableau 8 : Prévisions des exportations canadiennes d'énergie, par région

Principaux marchés	G CAD Part (en %) des exportations		Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2012	2012	2012	2013(p)	2014(p)
Marchés développés					
États-Unis	5,3	65,3	-3,6	-5	-6
Europe occidentale	0,1	0,8	109,1	-44	-6
Japon, Océanie et Asie développée	0,1	1,4	-27,2	-45	52
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	1,0	11,7	5,1	18	-9
Europe émergente et Asie centrale	0,0	0,0	79,5	-22	-7
Afrique et Moyen-Orient	0,0	0,1	-27,3	-13	-6
Asie émergente	1,7	20,8	-18,1	5	-1
Total - Marchés développés	5,5	67,5	-3,7	-6	-5
Total - Marchés émergents	2,6	32,5	-11,0	10	-4
Total mondial	8,1	100,0	-6,2	-1	-5

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

3.5 Produits forestiers

La poursuite de la reprise du marché immobilier américain et son effet dynamisant sur les mises en chantier contribuent à la remarquable effervescence des exportations canadiennes de bois d'œuvre résineux. Cette progression suffira amplement à compenser l'atonie du sous-secteur des pâtes et papiers où la demande pâtit en raison de la popularité grandissante des technologies de communication et des plateformes numériques. Globalement, les exportations de produits forestiers devraient avancer de 13 % cette année et de 11 % en 2014.

La demande de produits ligneux adressée aux entreprises canadiennes devrait monter rapidement en cadence à la faveur d'un bond de plus de 25 % du nombre des mises en chantier en 2013, puis près de 28 % l'an prochain. La demande chinoise de produits forestiers dans le domaine du bâtiment devrait étayer la performance des exportations à court terme. Ce contexte a incité plusieurs producteurs à remettre en service des installations et à faire de nouveaux investissements en 2013, notamment la scierie de White River en Ontario, de même qu'une nouvelle scierie à Atikokan, en Ontario, dont la construction devrait prendre au début de 2014.

Les prévisions sont assorties d'un risque de dégradation, soit la possibilité d'un nouvel élément venant freiner les ventes au Japon, qui représentent 9,9 % des exportations canadiennes de produits ligneux. En effet, le gouvernement japonais envisage de mettre en place un nouveau programme de relance de sa filière bois dans le cadre duquel il exigerait qu'au moins la moitié des expéditions de bois de construction soit d'origine japonaise et que les importations de bois d'œuvre soient accompagnées d'une certification confirmant qu'elles proviennent de forêts en croissance.

Le recours aux plateformes numériques entraîne un déclin de la demande de papier dans les économies avancées puisque bon nombre de producteurs se diversifient dans des produits à valeur ajoutée supérieure. L'entreprise Atlantic Packaging illustre bien cette tendance. En mars 2013, elle a rouvert son usine de papier journal à Whitby, en Ontario, après l'avoir modernisé en vue de fabriquer des produits d'emballage recyclés.

La croissance des exportations de pâtes demeura mitigée en 2014, car il existe d'immenses capacités excédentaires sur les marchés mondiaux, et ce, pour plusieurs formats. Cette conjoncture devrait infléchir l'évolution des cours malgré le raffermissement de la demande de pâtes en provenance de la Chine.

Statistiques sectorielles

Exportations internationales
2012 : 26,5 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2008 : 14
2012 : 23

Part du total des exportations canadiennes de marchandises
2012 : 6,2 %

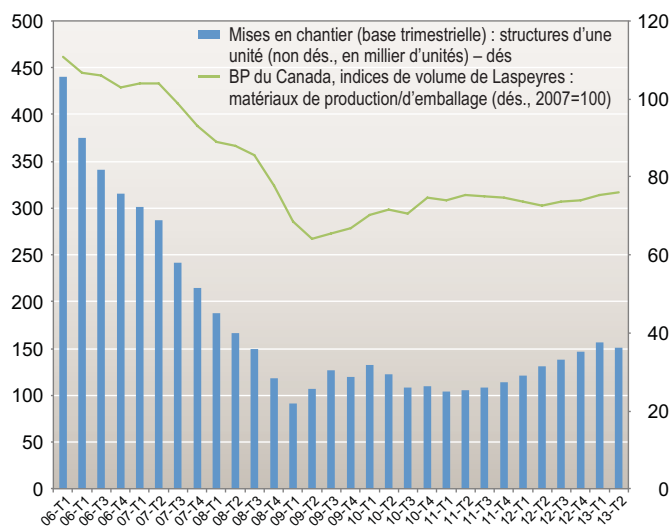
Répartition du secteur par province

NFLD 0,5 %
NB 5,5 %
NS 1,5 %
PEI 0,0 %
QC 27,0 %
ON 16,3 %
MN 1,6 %
SK 1,4 %
AB 8,1 %
BC 38,2 %

Investissement direct canadien à l'étranger (2011)
9,0 G CAD

Source : Statistique Canada

Graphique 27 : La relance du secteur américain du logement au cœur de la performance des exportations de bois d'œuvre résineux



Sources : Haver Analytics, EIA

Tableau 9 : Prévisions des exportations canadiennes d'énergie, par région

Principaux marchés	G CAD Part (en %) des exportations		Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2012	2012	2012	2013(p)	2014(p)
Marchés développés					
États-Unis	17,0	63,9	1,6	15	12
Europe occidentale	1,1	4,1	-15,4	-7	-2
Japon, Océanie et Asie développée	2,3	8,8	-7,7	9	8
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	0,8	2,9	-2,8	-3	0
Europe émergente					
et Asie centrale	0,2	0,8	-9,9	34	3
Afrique et Moyen-Orient	0,3	0,9	-42,9	15	4
Asie émergente	4,9	18,5	-3,3	13	12
Total - Marchés développés	20,4	76,9	-0,7	13	11
Total - Marchés émergents	6,1	23,1	-6,2	12	10
Total mondial	26,5	100,0	-2,0	13	11

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

3.6 Produits de l'automobile

Les exportations canadiennes de produits automobiles inscriront une performance décevante cette année, accusant un recul de 2 %, mais elles renoueront avec une timide croissance de 1 % en 2014. Un redémarrage spectaculaire du secteur se confirme aux États-Unis où les ventes de voiture de promenade devraient avoisiner les 15,5 millions de véhicules en 2013 et pourraient même atteindre les 18 millions d'ici 2018. La bonne tenue de la filière automobile profite aux usines situées au Mexique et dans le Sud des États-Unis, mais elle est à peine décelable dans les chiffres des exportations canadiennes.

Malgré les éblouissantes perspectives de la demande américaine, les contraintes de capacité limiteront la croissance des exportations canadiennes pendant l'horizon prévisionnel. De plus, le secteur devra encore surmonter des difficultés pour maintenir sa compétitivité. Au chapitre de l'investissement, l'industrie automobile canadienne accuse du retard par rapport au reste de l'Amérique du Nord, bon nombre de constructeurs citant les coûts élevés de production au Canada. Le recul du dollar canadien sous la parité devrait apporter un certain réconfort. Cette dépréciation ne sera toutefois pas suffisante pour changer le tableau général des exportations du secteur dans un horizon immédiat. De nouveaux investissements technologiques d'envergure seront nécessaires à moyen terme pour éperonner la croissance.

La filière automobile se réjouit donc de l'annonce par Ford d'un investissement de 700 millions de dollars destiné au réoutillage de son usine d'assemblage à Oakville. Le constructeur pourrait ainsi accroître ses capacités de fabrication et produire de nouveaux modèles. L'investissement de 250 millions de dollars de GM dans son usine CAMI d'Ingersoll sera aussi porteur d'un risque à la hausse, la souplesse et les capacités accrues en matière d'outillage permettant à l'usine d'exploiter une plus vaste gamme de modèles. Par ailleurs, Toyota investit 100 millions de dollars pour accroître de 30 000 unités la production du modèle Lexus.

Les fournisseurs de pièces profitent de la relance de la production aux États-Unis, mais comme l'industrie tourne à pleine capacité, les taux de croissance diminueront cette année, en phase avec l'activité des équipementiers. Bon nombre des nouveaux investissements dans le sous-secteur de la fabrication des pièces étant destinée au Mexique et dans la région du Sud des États-Unis. Si, à moyen terme, la tendance à la colocation avec les grands équipementiers freine les exportations, elle procurera cependant des occasions d'investissement direct canadien à l'étranger.

Statistiques sectorielles

Exportations internationales
2012 : 63,0 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2008 : 3
2012 : 2

Part du total des exportations canadiennes de marchandises
2012 : 14,7 %

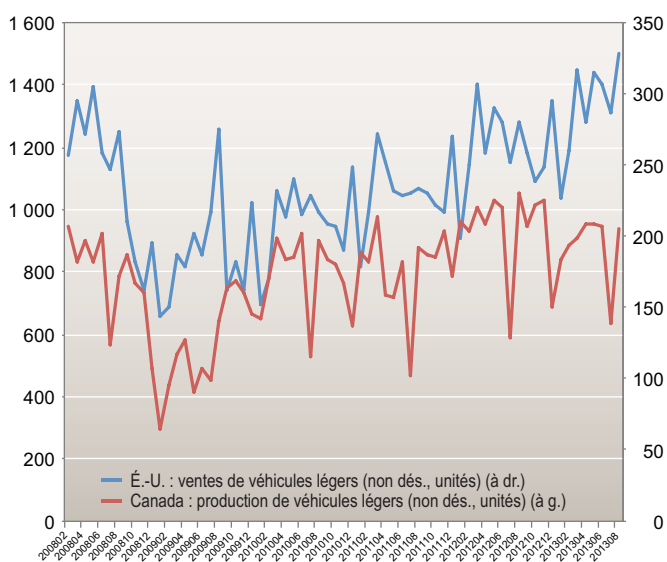
Répartition du secteur par province

NFLD 0,0 %
NB 0,0 %
NS 1,7 %
PEI 0,0 %
QC 3,6 %
ON 92,8 %
MN 0,9 %
SK 0,1 %
AB 0,5 %
BC 0,5 %

Investissement direct canadien à l'étranger (2011)
26,0 G CAD

Source : Statistique Canada

Graphique 28 : Demande américaine et offre canadienne



Source : Haver Analytics

Tableau 10 : Prévisions des exportations d'automobiles, par région

Principaux marchés	G CAD		Part (en %) des exportations		
	2012	2012	2012	2013(p)	2014(p)
Marchés développés					
États-Unis	61,1	97,0	15,8	-3	1
Europe occidentale	0,3	0,4	14,4	-15	4
Japon, Océanie et Asie développée	0,2	0,3	31,5	-12	4
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	0,9	1,4	12,8	17	7
Europe émergente et Asie centrale	0,1	0,1	-23,9	3	8
Afrique et Moyen-Orient	0,4	0,6	54,3	8	7
Asie émergente	0,1	0,2	-17,1	68	11
Total - Marchés développés	61,6	97,7	15,8	-3	1
Total - Marchés émergents	1,4	2,3	15,9	18	8
Total mondial	63,0	100,0	15,8	-2	1

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

3.7 Machinerie et équipement industriels

Une performance plus terne que prévu du secteur de la machinerie et de l'équipement industriels cette année a entraîné une révision à la baisse des prévisions. Ainsi, les Services économiques d'EDC prévoient désormais une croissance modérée de 1 % cette année, qui sera suivie d'une accélération de 9 % en 2014. Les moteurs de la demande pour le secteur de la machinerie et l'équipement (M-É) pousseront la croissance dans des directions opposées en 2014. Aux États-Unis, l'activité des industries de la construction et de la fabrication s'intensifiera à la faveur de la reprise économique. Ce dynamisme sera néanmoins en partie annulé par le repli de la demande dans les secteurs minier, pétrolier et gazier qui doivent composer avec une diminution des dépenses d'investissement et des marges bénéficiaires, sur fond de décélération de l'activité industrielle sur les marchés émergents.

Les exportations de M-É agricoles céderont 4 % cette année après avoir affiché des taux de croissance vertigineux ces deux dernières années. En 2014, les ventes internationales devraient se redresser et se fixer à 10 %. Par ailleurs, les cours des produits de base agricoles descendront de leurs sommets, mais ils resteront bien supérieurs aux moyennes historiques, ce qui incitera fortement les producteurs à continuer d'investir.

Quant à la machinerie destinée au travail des métaux et du bois, elle inscrira la performance la plus solide du secteur grâce à des gains de 20 % cette année, puis de 27 % en 2014. L'industrie américaine du logement a le vent en poupe si bien que les mises en chantier devraient bondir de 25 % cette année, puis d'encre 28 % l'an prochain. La robuste demande des économies américaine et mexicaine se maintiendra et compensera l'atonie du continent européen.

Dans les secteurs minier, pétrolier et gazier, les ventes de M-É devraient accuser un net recul de 23 % en 2013, puis retrouver une croissance de 7 % en 2014. Malgré les efforts soutenus à l'échelle mondiale pour stimuler la production d'hydrocarbures, la correction des cours de la plupart des métaux et des minerais s'est traduite par une réduction des ventes de M-É miniers, une baisse qui se poursuivra en 2014. Cette année, seules les économies émergentes d'Asie afficheront une croissance vigoureuse, tandis que l'an prochain les marchés émergents devraient être les acteurs dominants d'une reprise plus éclatante.

Statistiques sectorielles

Exportations internationales
2012 : 28,7 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2008 : 16
2012 : 19

Part du total des exportations canadiennes de marchandises
2012 : 6,7 %

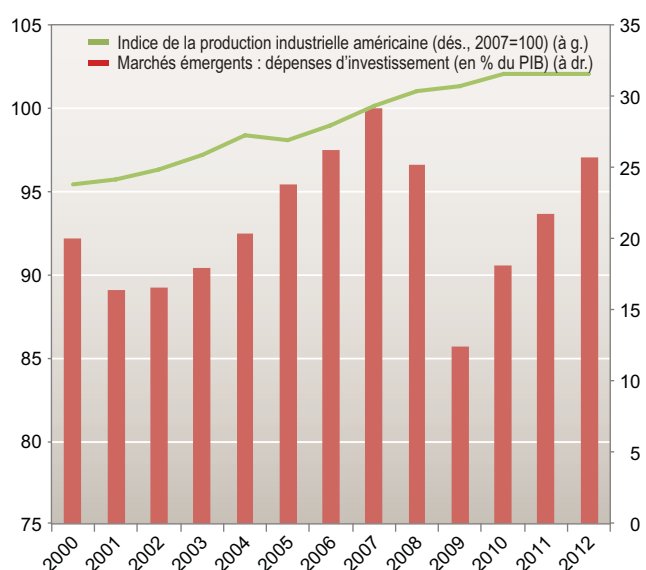
Répartition du secteur par province

NFLD 0,1 %
NB 0,7 %
NS 0,8 %
PEI 0,2 %
QC 22,2 %
ON 52,7 %
MN 3,7 %
SK 2,0 %
AB 11,1 %
BC 6,5 %

Investissement direct canadien à l'étranger (2011)
4,5 G CAD

Source : Statistique Canada

Graphique 29 : Indicateurs de la demande – Machinerie et équipement industriels



Source : Haver Analytics

Tableau 11 : Prévisions des exportations de machinerie et équipement industriels, par région

Principaux marchés	G CAD		Part (en %) des exportations		
	2012	2012	2012	2013(p)	2014(p)
Marchés développés					
États-Unis	19,5	68,1	5,5	2	10
Europe occidentale	2,2	7,7	-2,4	-2	5
Japon, Océanie et Asie développée	1,4	4,8	17,4	-1	6
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	1,7	6,0	19,5	-4	10
Europe émergente et Asie centrale	1,0	3,4	12,5	-14	10
Afrique et Moyen-Orient	1,5	5,3	64,7	4	8
Asie émergente	1,4	4,8	-0,6	-5	11
Total - Marchés développés	23,0	81	5,3	2	9
Total - Marchés émergents	5,6	19,5	21,2	-4	9
Total mondial	29	100,0	8,0	1	9

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

3.8 Technologies de pointe

Les exportations de technologies de pointe devraient s'infléchir de 1 % cette année, avant de se redresser de 1 % l'an prochain. Les volumes à l'export vers les marchés développés connaissent dans l'ensemble une augmentation modérée malgré une montée de la concurrence et la tendance affirmée à déplacer la fabrication des économies où les coûts sont moindres. La production à haute valeur ajoutée et la R-D devraient rester au Canada, mais à moyen et à long termes, les fabricants concurrents situés sur les marchés émergents vont progresser dans la chaîne de valeur. Les composants électriques, les instruments de mesure, les appareils d'essai et le matériel sans fil sont les segments offrant des débouchés.

Malgré la hausse des dépenses de consommation et des investissements des entreprises dans les mises à niveau des réseaux, les exportations vers les États-Unis ont été inégales pour tous les sous-secteurs des technologies. De façon générale les exportations progresseront surtout en raison de la hausse de prix, la baisse du dollar canadien améliorant les recettes des exportateurs. Les ventes à destination de l'Europe, du deuxième marché pour le Canada, resteront modérées en raison d'une morosité persistante de l'activité dans la région. Par contre, les expéditions vers l'Asie, où le nombre d'abonnés des services sans fil progresse à un rythme exponentiel, sont bien placées pour rapidement gagner des parts de marché à moyen terme. D'ailleurs, on estime que la Chine et l'Inde réunies rajouteront chaque trimestre 75 millions de nouveaux abonnés du sans-fil. Les exportations canadiennes du secteur des télécommunications devraient connaître leur essor le plus rapide sur les marchés émergents. Cependant, la principale destination des exportations canadiennes de télécommunications restera au cours des années à venir les États-Unis.

En 2013, les exportations de produits de consommation électroniques devraient profiter des perspectives positives touchant les mises en chantier d'habitation (en hausse de 25 %) et le secteur des rénovations aux États-Unis. Toutefois, dans un contexte de saturation du marché américain, les entreprises commenceront à se tourner vers des régions où la demande des consommateurs est en plein essor et où le taux de pénétration de marché est moindre, notamment l'Amérique latine et l'Asie. Les exportations de semi-conducteurs ont été particulièrement soutenues en 2012, mais on ne s'attend pas à un changement structurel dans la chaîne d'approvisionnement des fabricants canadiens. Le sous-secteur de la fabrication de semi-conducteurs, particulièrement exigeant en main-d'œuvre, est un candidat idéal pour continuer à externaliser la production vers les marchés émergents notamment les marchés asiatiques. Malgré tout, le sous-secteur des instruments de navigation et des appareils de mesure devient de plus en plus porteur.

Statistiques sectorielles

Exportations internationales
2012 : 14 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2008 : 13
2012 : 15

Part du total des exportations canadiennes de marchandises
2012 : 3,3 %

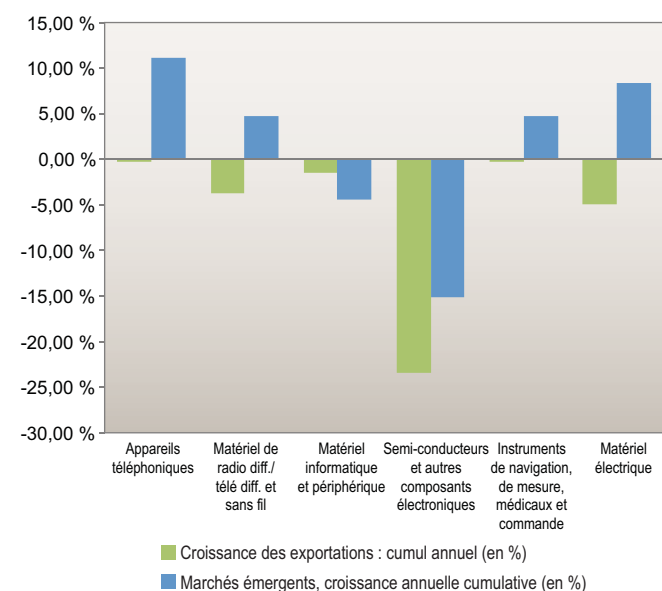
Répartition du secteur par province

NFLD	0,1 %
NB	0,3 %
NS	1,1 %
PEI	0,1 %
QC	25,8 %
ON	55,6 %
MN	2,0 %
SK	1,0 %
AB	6,1 %
BC	7,8 %

Investissement direct canadien à l'étranger (2011)
22 G CAD

Source : Statistique Canada

Graphique 30 : Débouchés à l'extérieur des États-Unis



Source : Statistique Canada

Tableau 12 : Prévisions des exportations de technologies de pointe, par région

Principaux marchés	G CAD		Part (en %) des exportations		Prévisions des exportations (croissance en %)	
	2012	2012	2012	2013(p)	2014(p)	
Marchés développés						
États-Unis	9,3	66,8	2,1	-3	0	
Europe occidentale	1,7	11,9	-3,4	-4	-1	
Japon, Océanie et Asie développée	0,9	6,6	0,6	9	5	
Marchés émergents						
Amérique latine et Antilles	0,6	4,4	-17,3	9	7	
Europe émergente						
et Asie centrale	0,3	2,1	13,9	-12	8	
Afrique et Moyen-Orient	0,4	2,9	7,8	8	7	
Asie émergente	0,8	5,4	-4,3	11	6	
Total - Marchés développés	11,9	85,2	1,2	-2	0	
Total - Marchés émergents	2,1	14,8	-4,6	7	7	
Total mondial	13,9	14,8	0,3	-1	1	

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

3.9 Aéronautique

Les exportations du secteur aéronautique devraient avancer de 6 % en 2013 et de 9 % 2014. Cette ascension sera attribuable à un renforcement de la demande issue de l'intensification du trafic aérien, à la faveur de la reprise économique mondiale, et du remplacement nécessaire des appareils vieillissants.

Les ventes à destination des marchés émergents devraient progresser plus modérément, le rythme de la croissance économique ayant quelque peu marqué le pas. Toutefois, sur les marchés développés, la croissance pourrait monter en cadence sous l'impulsion d'une progression plus vigoureuse de l'économie américaine et du retour de la croissance dans la zone euro. La demande de produits aéronautiques sera étayée par une amélioration des conditions du financement consenti au secteur privé et par la vigueur des cours du carburéacteur.

Les carnets de commandes d'avions d'affaires sont bien garnis en 2013, et l'International Air Transport Association maintient ses perspectives positives pour les profits du secteur aéronautique. Les commandes déjà passées pourraient dynamiser les ventes de Bombardier. Les vols d'essais réussis des avions de la CSeries pourraient signifier la mise en service de ces appareils à la fin de 2014. On devrait assister à un décollage des commandes l'an prochain et par la suite compte tenu des cours élevés du carburant et des prévisions d'augmentation des recettes passagers-kilomètres payants à l'échelle mondiale.

Même si le marché des avions d'affaires demeure déprimé par rapport aux niveaux d'avant la crise, il s'est ressaisi au second semestre de 2013. Ainsi, Bombardier a annoncé l'achat au printemps 2014 de 20 avions Challenger 350 par le transporteur VistaJet et une commande ferme de 85 avions commerciaux auprès de Flexjet. La confiance commerciale se redressant, les sociétés américaines puisent à nouveau dans leurs liquidités pour recommencer à faire l'acquisition d'articles coûteux, dont les avions commerciaux. Nos perspectives tablent sur cette évolution et l'entrée en service de l'appareil Learjet 85 en 2014.

Par ailleurs, l'augmentation du trafic aérien sur les marchés émergents de même que la livraison de nouveaux aéronefs dotés de technologies de pointe devrait permettre à la filière aéronautique d'enregistrer une croissance respectable.

Statistiques sectorielles

Exportations internationales
2012 : 10,8 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2008 : 12
2012 : 20

Part du total des exportations canadiennes de marchandises
2012 : 2,5 %

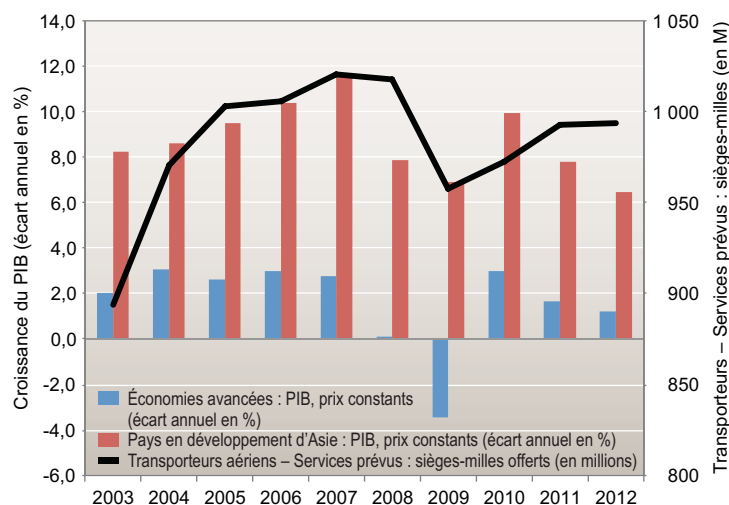
Répartition du secteur par province

NFLD 2,4 %
NB 0,1 %
NS 0,5 %
PEI 0,6 %
QC 59,0 %
ON 29,6 %
MN 4,3 %
SK 0,0 %
AB 1,3 %
BC 2,2 %

Investissement direct canadien à l'étranger (2011)
26,0 G CAD

Source : Statistique Canada

Graphique 31 : L'essor des services aux passagers et de la demande aéronautique tributaire de la croissance mondiale



Source : Haver Analytics

Tableau 13 : Prévisions des exportations de produits aéronautiques, par région

Principaux marchés	G CAD Part (en %) des exportations		Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2012	2012	2012	2013(p)	2014(p)
Marchés développés					
États-Unis	6,1	57,1	13,3	15	8
Europe occidentale	2,2	20,0	-7,7	-8	6
Japon, Océanie et Asie développée	0,3	3,1	-52,5	18	13
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	0,2	2,1	-44,6	25	13
Europe émergente et Asie centrale	0,3	3,2	12,1	31	15
Afrique et Moyen-Orient	0,8	7,0	100,0	-57	14
Asie émergente	0,8	7,6	34,6	-13	-18
Total - Marchés développés	8,6	80,1	2,0	9	8
Total - Marchés émergents	2,1	19,9	26,0	-7	16
Total mondial	10,8	100,0	6,0	6	9

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

3.10 Produits chimiques et plastiques

Les exportations de produits chimiques et de plastiques se redresseront à la faveur d'une embellie de 8 % cette année, puis d'une progression plus modérée de 3 % en 2014. Au cours des deux prochaines années, la capacité canadienne restera relativement stable. Les prévisions tableront sur l'évolution des cours des produits de base et les perspectives de la demande mondiale, particulièrement aux États-Unis, destination de 80 % de toutes nos expéditions.

Par ailleurs, les exportations de produits pétrochimiques ont engagé un virage étonnamment positif en s'approchant des niveaux d'expéditions d'avant la crise. Dans un contexte de fléchissement relatif des prix durant la période de référence, en phase avec l'évolution des cours du pétrole brut, la plus forte impulsion sera provoquée par l'augmentation des volumes vers le marché américain à mesure que l'activité de fabrication s'intensifie. Le principal défi pour l'industrie vient de la vive concurrence aux États-Unis, où la montée en flèche de la production de gaz de schiste bon marché rehausse considérablement le profil des produits pétrochimiques, et où l'offre croissante pousse les cours à la baisse. Les entreprises canadiennes devraient continuer à se tourner vers le gaz naturel et à diversifier leur gamme de produits pétrochimiques. Pour autant, l'utilisation de la capacité et les pénuries de main-d'œuvre continueront d'entraver la croissance de l'industrie.

Les exportations de produits pharmaceutiques devraient pour leur part stagner en raison de l'expiration des brevets de plusieurs médicaments et l'augmentation de la demande des consommateurs américains pour des médicaments génériques et d'autres solutions moins coûteuses. Dans l'ensemble, les exportations canadiennes de produits chimiques devraient s'apprécier de 10 % cette année avant de se replier à 3 % en 2014.

Nous abaissons légèrement nos prévisions de 2013 (+3 %) pour les exportations de plastiques en raison d'une conjoncture des prix plus morose que prévu. Les volumes s'orienteront dans le sens de nos perspectives favorables à propos de l'évolution de l'économie et de la consommation aux États-Unis, dont le dynamisme est en partie alimenté par une envolée de 25 % des mises en marché cette année et un bond de près de 28 % escompté en 2014. L'industrie de l'emballage devrait être bien orientée et continuera de profiter de la trajectoire ascendante des exportations à destination du marché américain où la demande vigoureuse catapulte les ventes au détail. L'investissement dans la R-D, en vue de mettre au point des méthodes de production écologiques, constitue un débouché particulièrement porteur pour le secteur.

Statistiques sectorielles

Exportations internationales
2012 : 34 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2008 : 10
2012 : 9

Part du total des exportations canadiennes de marchandises
2012 : 8,1 %

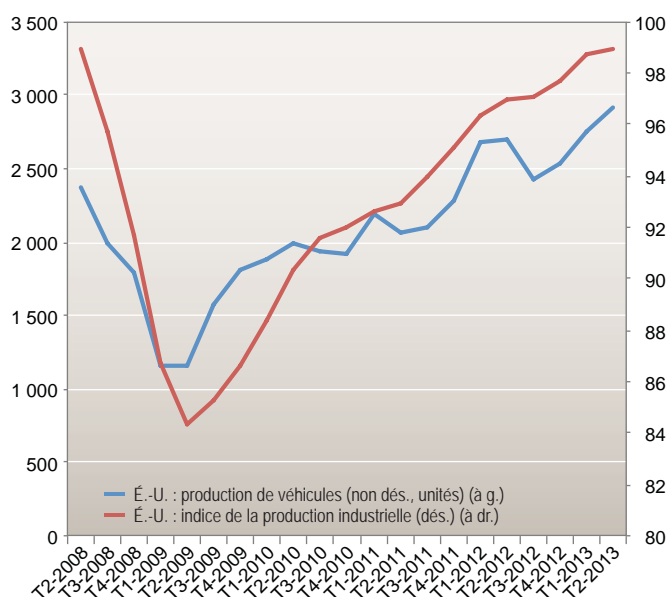
Répartition du secteur par province

NFLD 0,0 %
NB 0,3 %
NS 0,9 %
PEI 0,1 %
QC 18,7 %
ON 54,7 %
MN 2,8 %
SK 2,0 %
AB 17,0 %
BC 3,4 %

Investissement direct canadien à l'étranger (2011)
17,9 G CAD

Source : Statistique Canada

Graphique 32 : Production en hausse



Source : Haver Analytics

Tableau 14 : Prévisions des exportations de produits chimiques et de plastiques, par région

Principaux marchés	G CAD		Part (en %) des exportations		Prévisions des exportations (croissance en %)	
	2012	2012	2012	2013(p)	2014(p)	
Marchés développés						
États-Unis	27,4	79,4	-1,9	9	2	
Europe occidentale	2,7	7,9	-10,1	6	2	
Japon, Océanie et Asie développée	1,1	3,3	1,4	-10	5	
Marchés émergents						
Amérique latine et Antilles	1,2	3,5	4,1	1	3	
Europe émergente et Asie centrale	0,2	0,5	-11,2	29	3	
Afrique et Moyen-Orient	0,4	1,1	1,9	-2	3	
Asie émergente	1,5	4,3	4,6	19	4	
Total - Marchés développés	31,2	90,6	-2,6	8	2	
Total - Marchés émergents	3,2	9,4	3,1	11	4	
Total mondial	34,5	100,0	-2,1	8	3	

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

3.11 Biens de consommation

Les Services économiques d'EDC prévoient que les exportations de biens de consommation grimperont de 16 % cette année, puis de 8 % en 2014. Ce secteur se compose de nombreuses catégories de produits, mais comme plus de 80 % des expéditions seront destinées aux États-Unis – où l'économie amorce un début de reprise –, nous maintenons nos perspectives positives.

Cette année, le principal facteur de croissance est l'ascension remarquable, mais inhabituelle, des exportations de bijoux et de pièces d'argenterie, qui ont fait un bond de 75 % depuis le début de l'année. Cette envolée, pour le moins étonnante puisque dans l'ensemble les cours des métaux précieux ont chuté, s'explique par le gonflement des volumes d'un secteur particulier : le sous-secteur des pièces et des lingots, dont les expéditions ont montée en flèche. La Monnaie royale canadienne a d'ailleurs indiqué qu'elle connaît cette année ses meilleurs résultats trimestriels grâce à d'imposants contrats pluriannuels conclus avec des pays des continents asiatique et européen.

Le nombre des mises en chantier aux États-Unis devrait s'accroître de plus de 25 % cette année. Pourtant, les retombées de ce regain de dynamisme sur les biens de consommation connexes au logement se font encore attendre si bien que les exportations du secteur resteront stationnaires cette année. L'évolution de ces biens, notamment les meubles et les armoires, suit généralement de près celle des mises en chantier. On devrait assister à un sursaut de la demande l'an prochain, une fois le décalage terminé. Comme plus de 90 % des exportations connexes à l'industrie du logement sont destinées aux États-Unis, la reprise du marché immobilier se répercutera sur la performance de ce sous-secteur.

Les exportations du secteur du vêtement continueront d'accuser un modeste ralentissement attribuable au long virage amorcé par l'industrie, qui se tourne vers les volets de mode et de conception tout en réalisant ses activités de fabrication à l'étranger. Enfin, la catégorie des autres biens de consommation, englobant les fournitures et le matériel médicaux, fait montre d'un certain dynamisme et sera une source de croissance à venir.

Les marchés américain et européen continueront d'être les destinations de la plupart de ces exportations. Malgré tout, à long terme, l'essor le plus fulgurant du secteur des biens de consommation devrait se produire en Asie émergente et en Amérique latine.

Statistiques sectorielles

Exportations internationales
2012 : 7,2 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2008 : 6
2012 : 5

Part du total des exportations canadiennes de marchandises
2012 : 1,7 %

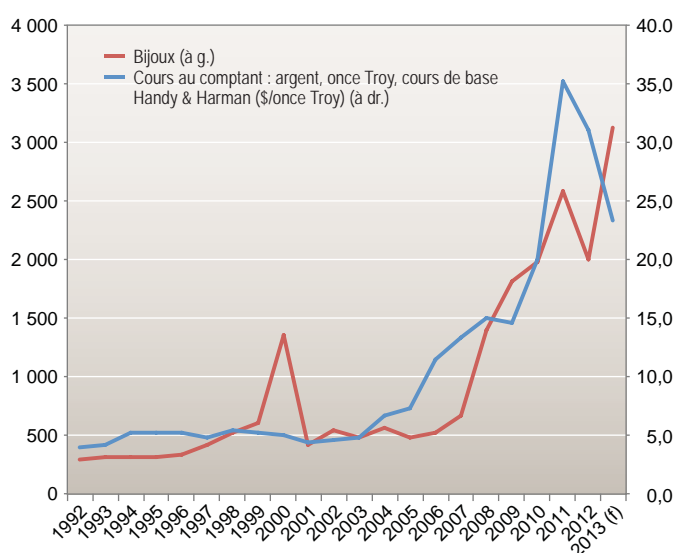
Répartition du secteur par province

NFLD 0,1 %
NB 0,2 %
NS 0,9 %
PEI 0,0 %
QC 31,9 %
ON 54,2 %
MN 2,4 %
SK 0,2 %
AB 1,9 %
BC 8,1 %

Investissement direct canadien à l'étranger (2011)
9,7 G CAD

Source : Statistique Canada

Graphique 33 : Exportations de bijoux et de pièces d'argenterie



Source : Haver Analytics

Tableau 15 : Prévisions des exportations de biens de consommation, par région

Principaux marchés	G CAD		Part (en %) des exportations		Prévisions des exportations (croissance en %)	
	2012	2012	2012	2013(p)	2014(p)	
Marchés développés						
États-Unis	5,6	77,4	-11,4	16	12	
Europe occidentale	1,0	13,8	-12,7	24	-6	
Japon, Océanie et Asie développée	0,3	4,1	-11,1	15	1	
Marchés émergents						
Amérique latine et Antilles	0,1	1,2	-16,5	-18	-15	
Europe émergente et Asie centrale	0,0	0,7	3,9	-2	0	
Afrique et Moyen-Orient	0,1	1,3	14,5	6	5	
Asie émergente	0,1	1,5	7,2	-13	-6	
Total - Marchés développés	6,8	95,3	-11,6	17	9	
Total - Marchés émergents	0,3	4,7	0,9	-8	-4	
Total mondial	7,2	100,0	-11,0	16	8	

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

3.12 Services

Les exportations canadiennes de services resteront bien orientées en inscrivant une croissance de 3 % cette année, puis de 4 % en 2014. Après une performance atone et décevante l'an dernier, le secteur retrouvera son élan et augmentera son importante contribution aux ventes internationales, qui représentent 16 % des échanges commerciaux du Canada en 2013. La chute du dollar canadien sous la parité se poursuivra cette année et dans un horizon immédiat. Cette évolution du huard viendra bonifier les recettes à l'exportation, car nombre de secteurs se doivent d'être extrêmement concurrentiels. De plus, il existe une très forte corrélation entre l'investissement direct canadien à l'étranger (IDE) et les exportations de services, vu la probabilité que les sociétés canadiennes s'implantent à l'étranger fassent appel à des fournisseurs canadiens pour la prestation de services de soutien.

Les services de voyage demeurent la vedette de cette catégorie. La très nette progression des recettes touristiques alimentera les gains réalisés cette année, tandis que le segment des voyageurs d'affaires imprimera lui aussi une impulsion semblable en 2014. Le nombre de voyageurs américains se rendant au Canada ayant globalement chuté depuis la mi-2012, le relèvement des recettes touristiques est attribuable aux visiteurs hors États-Unis et à la hausse individuelle des dépenses consacrées aux voyages (qui s'explique par l'effet favorable de la dépréciation du huard). La tendance qui se dessine, soit la hausse du nombre de touristes non américains, se maintiendra jusqu'en 2014. L'augmentation du nombre de voyageurs d'affaires sera malgré tout impulsée par le renforcement de la demande américaine.

Nous avons légèrement révisé à la baisse nos prévisions pour les exportations de services de transport cette année. En effet, la progression moins forte que celle escomptée des exportations de marchandises à destination du marché américain a pénalisé la demande adressée aux services connexes de camionnage et d'entreposage. L'an prochain, ces services se redresseront en phase avec la modeste amélioration globale des échanges commerciaux en Amérique du Nord.

Les services commerciaux présentent une performance plutôt en demi-teinte au cours de la période de référence. Pourtant, ils progresseront de près de 5 % en 2014, dopés par de généreuses contributions provenant de la quasi-totalité des sous-secteurs. Les services financiers continuent de se démarquer en affichant la croissance la plus robuste. Cette performance s'explique par les importants investissements canadiens dans le secteur financier au Sud de la frontière qui ont aussi provoqué une poussée de la demande pour les exportations de services connexes.

Statistiques sectorielles

Exportations internationales

2012 : 84,1 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents

2008 : s.o.

2012 : s.o.

Part du total des exportations canadiennes

2012 : 15,5 %

Répartition du secteur par province

NFLD : s.o.

NB : s.o.

NS : s.o.

PEI : s.o.

QC : s.o.

ON : s.o.

MN : s.o.

SK : s.o.

AB : s.o.

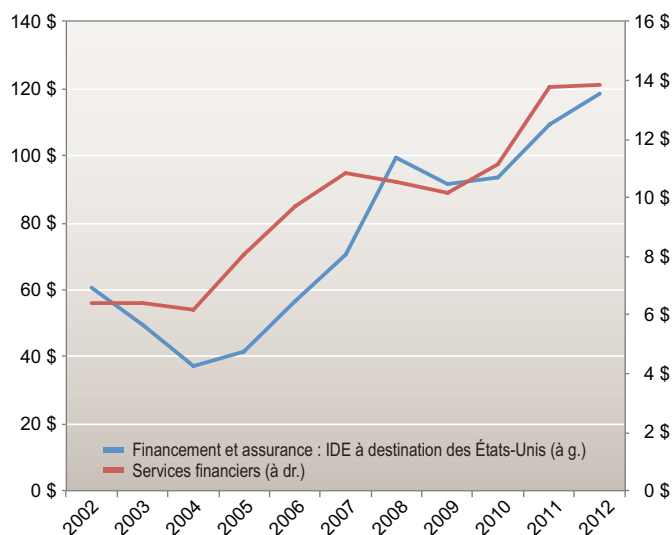
BC : s.o.

Investissement direct canadien à l'étranger (2011)

75 G CAD

Source : Statistique Canada

Graphique 34 : Essor des exportations de services financiers en phase avec l'IDE dans le secteur financier américain



Sources : Haver Analytics, EIA

Tableau 16 : Prévisions des exportations canadiennes de services

	2010	2011	2012	2013(p)	2014(p)
Total des exportations de services (M\$)	79 247	83 850	84 086	86 449	90 256
Variation annuelle (en %)	1,0	5,8	0,3	2,8	4,4
Services commerciaux	48,490	52,072	51,597	52,887	55,388
Variation annuelle en %	-2,0	7,4	-0,9	2,5	4,7
Services de transport (M\$)	12 757	13 587	13 508	13 900	14 386
Variation annuelle en %	9,7	6,5	-0,6	2,9	3,5
Service des voyages (M\$)	16 320	16 624	17 387	18 117	18 897
Variation annuelle en %	5,0	1,9	4,6	4,2	4,3
Services gouvernementaux (M\$)	1 679	1 567	1 593	1 545	1 584
Variation annuelle en %	-7,0	-6,7	1,7	-3,0	2,5

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

1.0 Sommaire**2.0 Prévisions par pays****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales**

4.1 Terre-Neuve-et-Labrador

4.2 Île-du-Prince-Édouard

4.3 Nouvelle-Écosse

4.4 Nouveau-Brunswick

4.5 Québec

4.6 Ontario

4.7 Manitoba

4.8 Saskatchewan

4.9 Alberta

4.10 Colombie-Britannique

5.0 Annexes

4.0 Prévisions provinciales



1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

4.1 Terre-Neuve-et-Labrador

4.2 Île-du-Prince-Édouard

4.3 Nouvelle-Écosse

4.4 Nouveau-Brunswick

4.5 Québec

4.6 Ontario

4.7 Manitoba

4.8 Saskatchewan

4.9 Alberta

4.10 Colombie-Britannique

5.0 Annexes



Les Services économiques d'EDC révisent à la baisse leurs prévisions de croissance de 9 % du printemps dernier pour toutes les provinces, sauf une. Ainsi, les exportations canadiennes de biens devraient maintenant connaître une hausse globale de 5 % en 2013. Ces nouvelles prévisions sont étayées par un tassement plus marqué que prévu des cours des produits de base, en particulier des métaux, et le déclin de la croissance des exportations en Ontario et au Québec où la tenue des secteurs de la machinerie et l'équipement, de véhicules automobiles et de biens industriels est demeurée en deçà des possibilités. Nous maintenons cependant nos prévisions de croissance de 5 % en 2014 pour les exportations canadiennes de biens.

La **Colombie-Britannique** profitera de nouveau d'excellentes perspectives, car ses exportations avanceront au rythme de 8 % en 2013 et de 12 % l'an prochain. Cette effervescence s'explique par l'envolée des exportations forestières provoquée par l'embellie du marché du logement américain. Les exportations de métaux et de minerais devraient aussi monter en cadence, car les volumes accrus compenseront le fléchissement des cours. Les perspectives de croissance des exportations de l'**Alberta** demeurent inchangées par rapport à celles du printemps dernier. Les exportations énergétiques de la province resteront donc bien orientées et bondiront de 9 % en 2013, puis se ralentiront à 5 % en 2014. La **Saskatchewan** verra son dynamisme se tempérer à 4 % en 2013 et à 2 % en 2014 en raison de la morosité de la conjoncture des cours pour les engrais. À l'instar d'autres provinces, le **Manitoba** accusera en 2013 une baisse de ses exportations de biens, ce qui ramènera la progression escomptée des exportations à 4 %. En 2014, la province s'octroiera une hausse de 6 % de son activité sous l'effet du raffermissement de la demande adressée au secteur des biens manufacturés.

En **Ontario** et au **Québec**, les exportations de la plupart des biens manufacturés et des métaux inscriront en 2013 une croissance moins robuste que prévu, mais elles se ressaisiront en 2014 à la faveur d'un dollar canadien moins gaillard et d'une augmentation de la production des métaux. L'accélération des exportations ontariennes s'établira à 3 % cette année, puis à 5 % en 2014. Au Québec, les exportations devraient grimper de 4 % en 2013 et de 6 % l'année prochaine.

Par ailleurs, les exportations de biens de **Terre-Neuve-et-Labrador** devraient s'apprécier d'à peine 3 % en 2013, puis se ranimer pour atteindre 7 % en 2014. Des travaux d'entretien ont perturbé les exportations de pétrole brut de la province, sans compter que le déficit de capacité de la production a freiné les exportations de biens industriels cette année. En **Nouvelle-Écosse**, les exportations de gaz naturel éperonneront les exportations globales de la province qui progresseront de 7 % en 2013 et 2014. Quant au **Nouveau-Brunswick**, elle sera l'unique province où la valeur des exportations de biens se contractera de 2 % en 2013 pour s'accroître au même taux en 2014. Le reflux observé en 2013 résultera de l'atonie des cours énergétiques ainsi que d'une production en berne dans les secteurs du pétrole raffiné et des mines. Enfin, les exportations de l'**Île-du-Prince-Édouard** présenteront une inflexion positive de 1 % en 2013, soit bien inférieure aux estimations précédentes, vu la performance généralement décevante de l'industrie de la fabrication aéronautique. En 2014, le secteur connaîtra une reprise impulsée par les gains de la filière agroalimentaire, ce qui portera la croissance à l'exportation de l'île à 6 %.

Tableau 17 : Prévisions des exportations canadiennes de marchandises, par province

Provinces	G CAD	Part (en %) des exportations	Prévision des exportations (croissance en %)		
	2012		2012	2012	2013(p)
Terre-Neuve-et-Labrador*	11,3	2,7	-6,6	3	7
Île-du-Prince-Édouard	0,8	0,2	14,9	1	6
Nouvelle-Écosse	3,8	0,9	-14,4	7	7
Nouveau-Brunswick	14,7	3,5	-0,3	-2	2
Québec	62,2	14,6	-0,1	4	6
Ontario	162,6	38,1	4,6	3	5
Manitoba	11,1	2,6	-4,8	4	6
Saskatchewan	32,5	7,6	9,9	4	2
Alberta	94,9	22,2	1,8	9	5
Colombie-Britannique	31,3	7,3	-4,2	8	12
Total des exportations de biens	427,3	100,0	1,9	5	5

Sources : Statistique Canada; Services économiques d'EDC. Les données de 2012 sont réelles, celles de 2013 et de 2014 sont des prévisions.

T-N-et-L comprend les prévisions d'EDC pour les exportations de pétrole brut (*donnée exclue du total national de Statistique Canada).

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

4.1 Terre-Neuve-et-Labrador

4.2 Île-du-Prince-Édouard

4.3 Nouvelle-Écosse

4.4 Nouveau-Brunswick

4.5 Québec

4.6 Ontario

4.7 Manitoba

4.8 Saskatchewan

4.9 Alberta

4.10 Colombie-Britannique

5.0 Annexes



4.1 Terre-Neuve-et-Labrador

Selon les Services économiques d'EDC, les exportations de Terre-Neuve-et-Labrador enregistreront une croissance modeste de 3 % cette année, mais elles remonteront pour se situer à 7 % en 2014.

Ce rajustement est motivé par la réduction notable de la production d'énergie et de biens industriels, les travaux d'entretien et le fléchissement de la production entamés en 2012 s'étant prolongés en 2013. Le raffermissement de la demande chinoise et néerlandaise pour les minerais de la province continuera de contrer la diminution des expéditions vers les États-Unis et l'Europe occidentale.

Dans le secteur de l'énergie, les travaux d'entretien réalisés en 2013 ont grevé la production de pétrole brut et l'activité des raffineries. Les exportations pétrolières affichent une progression moins forte que prévu si bien que leur croissance devrait chuter à 8 % cette année, puis à 7 % en 2014. L'année 2014 sera marquée par la remise en service d'installations de production mise à l'arrêt en 2013, mais les gains réalisés seront annulés par la glissade des cours qui passeront de 99 USD le baril en 2013 à 96 USD le baril en 2014. À plus long terme, cependant, les nouvelles initiatives de prospection et de mise en valeur lancées en 2012 devraient sans doute annuler les baisses de la production attribuables à l'arrivée à maturité de certains puits. Par exemple, le gisement Hebron commencera à contribuer aux volumes de production en 2018.

Les prévisions pour les biens industriels sont assombries par une révision à la baisse fixant la croissance du secteur en 2013 et 2014 à respectivement 1 % et 9 %. Cette révision se fonde surtout sur l'effet moindre que prévu sur la production du renforcement de la capacité aux mines IOC et Labrador Iron. Après 2013, les perspectives pour les minerais métalliques sont prometteuses, vu l'ampleur des investissements des sociétés New Millennium Capital Corporation et Tata Steel. Toutefois, le secteur sera légèrement freiné par le recul de la production à la baie de Voisey et à Wabush. En 2013, les exportations de minerais de fer bénéficieront de cours plus élevés, dont la trajectoire s'inversera en 2014.

Le secteur agroalimentaire de Terre-Neuve-et-Labrador, dominé par les produits de la mer, fait les frais du déclin des volumes, mais un redressement modéré devrait se produire en 2013 et 2014 à la faveur de la relance de l'industrie de l'aquaculture. Les autres secteurs à l'exportation de la province sont très variés (foresterie, M-É et filière aéronautique) et regroupent de nombreuses PME. Nous prévoyons un net repli des exportations de cette vaste catégorie par rapport aux niveaux de 2012, où elles avaient été gonflées par des expéditions uniques.

Statistiques provinciales

PIB
34 G CAD

Exportations/PIB
40 %

Nombre d'exportateurs
267

Total des exportateurs
canadiens
40 771

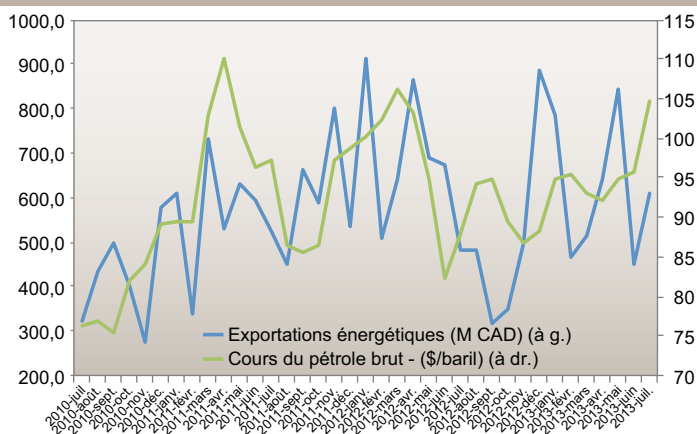
Balance commerciale
6 G CAD

Principales destinations
des exportations
États-Unis 58 %
Chine 12 %
Pays-Bas 6 %
Royaume-Uni 4 %
France 4 %

Part des exportations
vers les marchés
émergents
2012 : 21 %
2008 : 10 %

Indice de diversification
du commerce
(0=concentration totale
dans un seul secteur
ou une seule région;
100=diversification
totale)
Diversification sectorielle :
50 %
Diversification régionale :
36 %

Graphique 35 : Hausse des volumes après une baisse passagère



Sources : Haver Analytics, Statistique Canada

Tableau 18 : Prévisions des exportations de marchandises de Terre-Neuve-et-Labrador

Principaux secteurs	G CAD	Part (en %) des exportations totales de la province		Prévisions des exportations (croissance en %)	
		2012	2012	2012	2013(p)
Énergie	7 337	64,8	-8,2	8	7
Biens industriels	2 755	24,3	-8,8	1	9
Agroalimentaire	793	7,0	-9,5	2	3
Foresterie	120	1,1	-25,6	-9	-1
Autres	320	2,8	350,0	-80,4	7
Total	11 325	100,0	-6,6	3	7
Total des exportations non énergétiques	3 988	35,2	-3,4	-5	7

Sources : Statistique Canada; Services économiques d'EDC

* Comprend les estimations d'EDC pour les exportations de pétrole brut (en excluant le total national de Statistique Canada)

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

4.1 Terre-Neuve-et-Labrador

4.2 Île-du-Prince-Édouard

4.3 Nouvelle-Écosse

4.4 Nouveau-Brunswick

4.5 Québec

4.6 Ontario

4.7 Manitoba

4.8 Saskatchewan

4.9 Alberta

4.10 Colombie-Britannique

5.0 Annexes



4.2 Île-du-Prince-Édouard

Après une remarquable ascension de 15 % en 2012, les exportations de l'Île-du-Prince-Édouard s'essouffleront rapidement pour s'établir à 1% en 2013. La diminution des ventes dans les secteurs de la M-É et des transports de même qu'une année difficile pour la filière agroalimentaire seront les principaux freins à la croissance. À l'horizon 2014, nous notons cependant une nette amélioration des perspectives pour ces secteurs qui dégageront une croissance respectable de 6 %, dans un contexte d'amélioration de la confiance sur le marché américain.

La progression faible voire nulle des exportations aéronautiques constitue sans contredit le fait saillant de l'année. En 2013, le secteur de la M-É gagnera à peine 2 % tandis que celui des transports sera appelé subir un recul de 2 %. Toutefois, un regain de dynamisme devrait sans doute se produire. Les craintes des entreprises américaines à l'égard des retombées des réductions budgétaires automatiques plus tôt cette année devraient aboutir à une augmentation des commandes en 2014. En outre, les exportateurs de la province ont toujours réussi à décrocher des ventes sur de nouveaux marchés. Ainsi, des pays lointains comme Israël et l'Australie figuraient parmi les premiers contributeurs à la croissance des exportations aéronautiques en 2013. Les clients africains ne sont pas en reste, car ils occupent une place prépondérante ces dernières années. La demande mondiale et la mise en service de nouvelles capacités en 2013 impulseront une croissance de 10 % dans la M-É et de 12 % dans la filière transport en 2014.

Les exportations agroalimentaires devraient se tasser de 1 % en 2013 avant de bondir de 5 % en 2014. La contraction de 2013 est attribuable à l'épisode de sécheresse du mois d'août qui plombera les volumes de pommes de terre fraîches. Les exportations de pommes de terre se redresseront cependant en 2014. La belle tenue des exportations de homard congelé persistera jusqu'à la fin de l'année. D'ailleurs, les ventes à destination du Japon ont augmenté en 2013, une évolution ayant contribué à la croissance d'un peu plus de 10 % des exportateurs de ce produit. En 2014, la montée des importations de la Chine sera sans doute à l'origine des gains réalisés en 2014. Le secteur des frites profitera d'un léger relèvement des prix en 2014 vu la diminution de l'offre de pommes de terre transformées.

Le secteur des biens industriels, qui englobe à l'Île-du-Prince-Édouard les industries de la biotechnologie et des produits pharmaceutiques, se démarquera par son excellente performance. De fait, les exportations du secteur grimperont de 12 % cette année, mais se modéreront à 4 % en 2014, en phase avec les tendances mondiales qui se dessinent dans le secteur des produits pharmaceutiques.

Statistiques provinciales

PIB
5 G CAD

Exportations/PIB
18 %

Nombre d'exportateurs
189

Total des exportateurs
canadiens
40 771

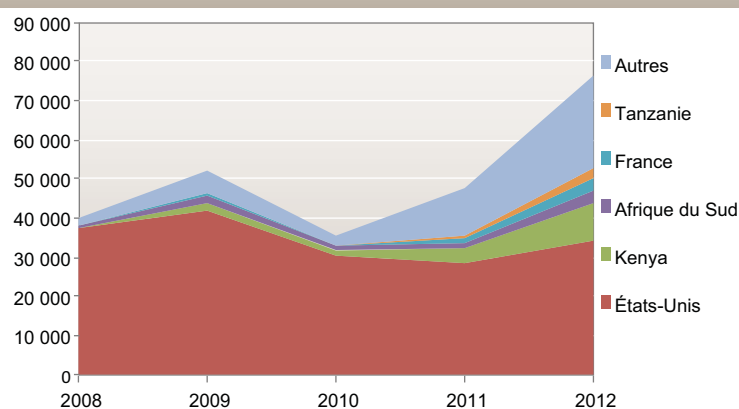
Balance commerciale
1 G CAD

Principales destinations
des exportations
États-Unis 69 %
Kenya 2 %
Indonésie 2 %
Chine 2 %
Royaume-Uni 1 %

Part des exportations
vers les marchés
émergents
2012 : 16 %
2008 : 9 %

Indice de diversification
du commerce
(0=concentration totale
dans un seul secteur
ou une seule région;
100=diversification
totale)
Diversification sectorielle :
46 %
Diversification régionale :
51 %

Graphique 36 : Diversification accrue des exportations aéronautiques de l'Î.-P.-É.
(en milliers de CAD, totaux annuels)



Source : Industrie Canada (données sur le commerce en direct)

Tableau 19 : Prévisions des exportations de marchandises de l'Î.-P.-É.

Principaux secteurs	G CAD	Part (en %) des exportations totales de la province		Prévisions des exportations (croissance en %)	
		2012	2012	2012	2013(p)
Agroalimentaire	502,3	59,8	5,5	-1	5
M-É	91,5	10,9	76,5	2	10
Transport	75,4	9,0	50,2	-2	12
Biens industriels	61,9	7,4	13,0	12	4
Autres	109,1	13,0	10,6	6	6
Total	840,2	100,0	14,9	1	6
Total des exportations non énergétiques	840,2	100,0	14,9	1	6

Sources : Statistique Canada; Services économiques d'EDC

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

4.1 Terre-Neuve-et-Labrador

4.2 Île-du-Prince-Édouard

4.3 Nouvelle-Écosse

4.4 Nouveau-Brunswick

4.5 Québec

4.6 Ontario

4.7 Manitoba

4.8 Saskatchewan

4.9 Alberta

4.10 Colombie-Britannique

5.0 Annexes



4.3 Nouvelle-Écosse

Les Services économiques d'EDC escomptent une croissance de 7 % des exportations de la Nouvelle-Écosse en 2014. Cette prévision est largement tributaire du lancement de la production de gaz naturel au gisement Deep Panuke et du marché où elle sera acheminée. Le secteur de l'énergie contribuera à la grande vigueur de la croissance globale des exportations de la Nouvelle-Écosse, tandis que les autres secteurs devraient inscrire une modeste progression de 3 % à 4 %. Exception faite de Deep Panuke, aucun nouveau projet d'envergure ne devrait être mis en service l'an prochain.

Le secteur énergétique devrait propulser considérablement la croissance des exportations de la province puisque le projet Deep Panuke remettra les ressources énergétiques au rang de principales exportations de la Nouvelle-Écosse. La raison en est simple : le démarrage de la production gazière à Deep Panuke portera la production totale de gaz naturel à un niveau comblant amplement les besoins de la province, qui exportera alors les surplus. Cependant, la production commencera à chuter à la fin 2014 lorsque la plateforme atteindra sa capacité de production maximale. Même si aucun autre projet d'envergure n'est prévu à moyen et à long termes, les travaux de prospection sismique réalisés par BP et Shell Canada pourraient justifier des perspectives optimistes au-delà de l'horizon prévisionnel.

Dans l'agroalimentaire, les exportations devraient augmenter de 4 % l'an prochain. Le marché du homard, dont l'évolution est plutôt erratique, devrait accueillir une hausse soutenue des prix du homard vivant de qualité supérieure. Ce produit devrait propulser les exportations de la Nouvelle-Écosse vers des sommets alors que les autres provinces ont accusé des baisses. L'essor de la demande américaine pour le homard devrait se maintenir. La même tendance devrait également se dessiner en Chine et dans d'autres régions de l'Asie. Après une montée des prix en 2013 dans la foulée de la réduction des quotas aux États-Unis, le sous-secteur du pétoncle devrait afficher sensiblement la même performance en 2014.

Les exportations forestières avanceront au rythme modéré de 4 % en 2014 en raison de l'évolution irrégulière des ventes de l'industrie des pâtes et du papier journal. Le bois d'œuvre, le plus petit des sous-secteurs forestiers, sera le pilier de la bonne performance de l'industrie à la faveur d'une embellie de 28 % des mises en chantier aux États-Unis. Pour le secteur des pièces d'automobile, mené par Michelin, on s'attend à une amélioration modeste de la production grâce aux légers gains obtenus dans la production et la vente de véhicules étatsuniens. Enfin, le redressement général des dépenses d'investissement aux États-Unis impulsera en 2014 une hausse de 5 % des exportations dans la machinerie et l'équipement (M-É). Les Services économiques d'EDC s'attendent à une demande ferme dans la M-É, même si au moment de la rédaction de ces prévisions aucun nouveau contrat important susceptible de stimuler les ventes n'avait été annoncé.

Statistiques provinciales

PIB
37 G CAD

Exportations/PIB
21 %

Nombre d'exportateurs
778

Total des exportateurs
canadiens
40 771

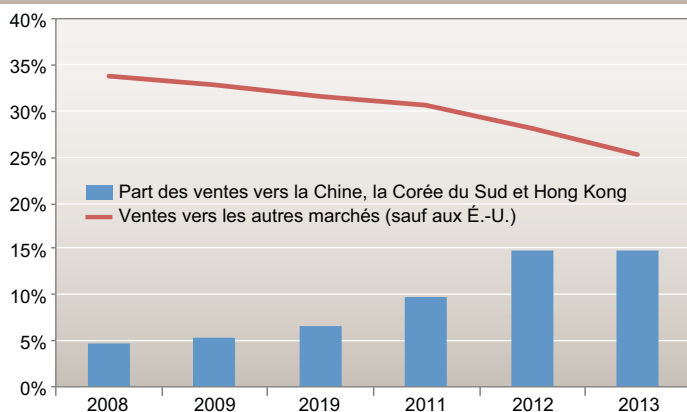
Balance commerciale
(4) G CAD

Principales destinations
des exportations
États-Unis 72 %
Chine 4 %
France 2 %
Japon 2 %
Royaume-Uni 2 %

Part des exportations
vers les marchés
émergents
2012 : 12 %
2008 : 7 %

Indice de diversification
du commerce
(0=concentration totale
dans un seul secteur
ou une seule région;
100=diversification
totale)
Diversification sectorielle :
22 %
Diversification régionale :
54 %

Graphique 37 : Les pays émergents d'Asie, moteurs de la croissance des exportations de produits de la mer



Source : Industrie Canada

Tableau 20 : Prévisions des exportations de marchandises de la Nouvelle-Écosse

Principaux secteurs	G CAD	Part (en %) des exportations totales de la province		Prévisions des exportations (croissance en %)	
		2012	2012	2012	2013(p)
Énergie	95	2,5	-79,3	-49	316
Agroalimentaire	1 175	31	2	8	4
Foresterie	387	10,3	-46,3	40	4
Véhicules	1 055	28,0	1,0	2	4
Autres	1 052	27,9	3,2	4	3
Biens industriels	107	2,8	-6,3	-3	6
Autres	1 052	27,9	3,2	5	3
Total	3 764	100,0	-14,4	7	7
Total des exportations non énergétiques	3 669	97,5	-6,8	8	4

Sources : Statistique Canada; Services économiques d'EDC

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

4.1 Terre-Neuve-et-Labrador

4.2 Île-du-Prince-Édouard

4.3 Nouvelle-Écosse

4.4 Nouveau-Brunswick

4.5 Québec

4.6 Ontario

4.7 Manitoba

4.8 Saskatchewan

4.9 Alberta

4.10 Colombie-Britannique

5.0 Annexes



4.4 Nouveau-Brunswick

Selon les Services économiques d'EDC, les exportations de la province se contracteront de 2 % cette année, mais se redresseront pour s'établir à 2 % en 2014. La forte baisse observée s'explique surtout par le reflux des cours du pétrole raffiné et la stagnation de la production.

Les exportations de GNL, autre produit du secteur de l'énergie, sont aussi en berne malgré la flambée des cours du GNL cette année. La chute des exportations permet de croire que les installations et le terminal gazier de Canaport sont exploités à une capacité réduite. Parmi les constats positifs visant la filière énergétique cette année, on compte la mise en service et l'exploitation à quasi-capacité de la centrale de Point Lepreau. Grâce à cet ajout de capacité, la province verra ses exportations d'électricité augmenter de plus de 100 % en 2013, puis se modérer par la suite.

Forte d'une tenue éclatante, l'industrie forestière illumine la performance économique de la province, les cours des exportations de bois d'œuvre maintenant une progression soutenue qui sera éperonnée par la hausse des mises en chantier sur le marché américain. La croissance s'établira à 7 % en 2013. La réouverture de deux usines cette année procurera la capacité nécessaire à un relèvement de la production, ce qui dynamisera le rythme de l'activité pour le porter à 6 % en 2014. La production industrielle demeurera bien en deçà des niveaux atteints au milieu des années 2000. Des perspectives moins optimistes sont attribuées à l'industrie des pâtes et papiers.

Quant à la filière agroalimentaire, ses exportations s'effriteront de 9 % en 2013, puis augmenteront d'à peine 1 % en 2014. Malgré des prises abondantes, les exportations de poissons ont souffert de la faiblesse des prix dont la trajectoire commencera à s'inverser mais seulement en 2014. La météo clémente favorise une hausse soutenue de la récolte des bleuets, et les exportations de canneberges devraient augmenter progressivement au cours des prochaines années.

Les exportations de biens industriels pourraient céder 7 % en 2013, puis renouer avec une croissance de 3 % en 2014. La production de potasse a été pénalisée par les retards dans les mises en œuvre des projets et le plongeon abrupt des cours mondiaux dans la foulée de l'éclatement du cartel dominant ce secteur. Cette évolution pourrait nuire aux activités de la mine Sussex de la société Potash Corp qui devrait relever de façon notable sa production en 2014-2015 au terme d'une intensification de ses activités.

La fermeture de la mine Brunswick cette année viendra aussi freiner les exportations sectorielles de la province puisqu'elle provoquera une chute de la production de zinc. Cette perte sera toutefois en partie annulée par l'ouverture des mines Caribou et Half Mile Lake en 2014. La production de l'imposant projet minier Sisson Brook pourrait commencer en 2016 et contribuer à plus de 8 % de l'offre mondiale de tungstène.

Statistiques provinciales

PIB
32 G CAD

Exportations/PIB
47 %

Nombre d'exportateurs
551

Total des exportateurs
canadiens
40 771

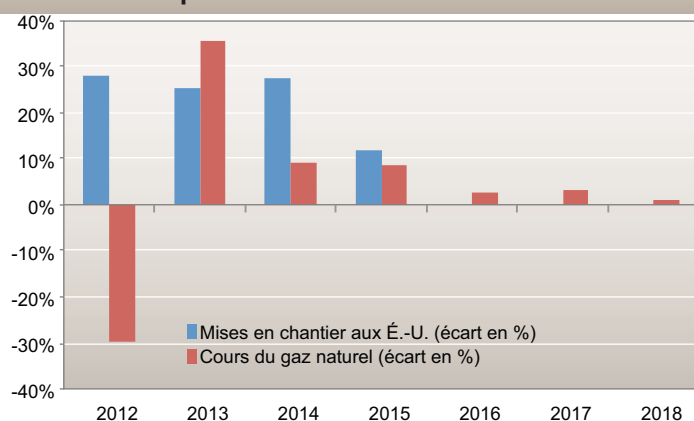
Balance commerciale
(8) G CAD

Principales destinations
des exportations
États-Unis 86 %
Pays-Bas 2 %
Bahamas 1 %
Brésil 1 %
France 1 %

Part des exportations
vers les marchés
émergents
2012 : 7 %
2008 : 7 %

Indice de diversification
du commerce
(0=concentration totale
dans un seul secteur
ou une seule région;
100=diversification
totale)
Diversification sectorielle :
51 %
Diversification régionale :
75 %

Graphique 38 : Nouveau-Brunswick – La hausse des mises en chantier aux É.-U. et des cours du gaz naturel stimulent les exportations



Sources : Haver Analytics, Statistique Canada

Tableau 21 : Prévisions des exportations de marchandises du Nouveau-Brunswick

Principaux secteurs	G CAD	Part (en %) des exportations totales de la province		Prévisions des exportations (croissance en %)	
		2012	2012	2012	2013(p)
Énergie	10 544	71,5	-0,7	-2	2
Foresterie	1 450	9,8	-4,1	7	6
Agroalimentaire	1 411	9,6	2,2	-9	1
Biens industriels	941	6,4	-1,9	-7	3
M-É	281	1,9	44,8	-2	7
Autres	122	0,8	-2,1	18	7
Total	14 749	100,0	-0,3	-2	2
Total des exportations non énergétiques					
	4 205	28,5	0,8	-2	4

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

4.1 Terre-Neuve-et-Labrador

4.2 Île-du-Prince-Édouard

4.3 Nouvelle-Écosse

4.4 Nouveau-Brunswick

4.5 Québec

4.6 Ontario

4.7 Manitoba

4.8 Saskatchewan

4.9 Alberta

4.10 Colombie-Britannique

5.0 Annexes



4.5 Québec

Les exportations québécoises se consolident après avoir affiché une croissance déprimée en 2011 et en 2012. Elles avanceront donc de 4 % en 2013 et de 6 % en 2014. L'élan viendra surtout de la montée de la demande américaine et du recul du dollar canadien. Les États-Unis demeurent la première destination des deux tiers des exportations québécoises, suivis de loin par la Chine, qui absorbe 4 % des exportations.

Les exportations du secteur des biens industriels (minerais, minéraux et métaux, entre autres) devraient grimper de 4 % en 2013, puis de 5 % en 2014. Cette progression survient malgré la terne performance des exportations d'aluminium en 2013, sur fond de recul des cours et d'un rééquilibrage de l'offre des producteurs québécois. Par exemple, Rio Tinto Alcan prévoit interrompre les activités de sa fonderie de Shawinigan d'ici la fin 2013. L'an prochain, les exportations québécoises profiteront d'une légère hausse des cours et d'une demande américaine plus ferme.

À l'image des exportations d'aluminium, les exportations de minéraux et de minerai de fer se stabiliseront cette année vu la croissance escomptée en 2014, au moment du réveil de la production. La stabilisation prévue en 2013 s'expliquera notamment par la décision de la société Cliffs Natural Resources d'arrêter la production de son usine de boulettes de minerai de fer Pointe-Noire à Wabush à la mi-2013 et le rajustement à la baisse de sa production à son site du Lac Bloom. Les effets de cette évolution négative ont été en partie annulés par les premières expéditions de minerai de fer du projet minier Millennium Iron Range de Tata Steel Minerals Canada.

S'agissant du secteur des transports, les exportations devraient gagner 13 % en 2013, puis 11 % en 2014. La demande soutenue adressée au secteur des avions d'affaires est à l'origine des excellents résultats des fabricants aéronautiques de la belle province, dont la plupart des exportations sont destinées au marché américain où sont réalisées la moitié des ventes internationales du secteur. La demande en provenance de l'Inde et de la Chine est en augmentation, mais elle représente moins de 10 % des exportations de l'industrie aéronautique. Le début de la livraison des avions de la CSeries de Bombardier aidera aussi à dynamiser la croissance des exportations à la fin de 2014.

Par ailleurs, les exportations québécoises de papier journal et d'autres papiers – environ la moitié des exportations canadiennes de ce segment – ont progressé en 2013, mais se ralentiront en 2014. Cette année, la croissance sera impulsée par la hausse de la demande sur les marchés émergents (dans les pays de l'Asie émergente et de l'Amérique latine, entre autres) et du renforcement de l'offre suivant la reprise de la production dans certaines papeteries (dont celles de Résolu à Gatineau et à Dolbeau).

Statistiques provinciales

PIB
346 G CAD

Exportations/PIB
26 %

Nombre d'exportateurs
8 558

Total des exportateurs
canadiens
40 771

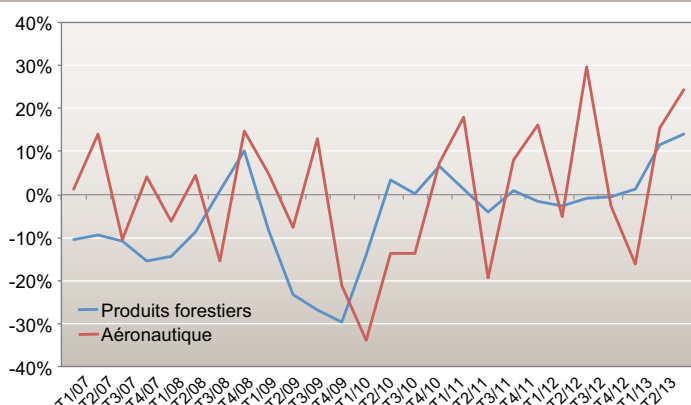
Balance commerciale
(8) G CAD

Principales destinations
des exportations
États-Unis 70 %
Chine 4 %
Allemagne 2 %
Pays-Bas 2 %
France 2 %

Part des exportations
vers les marchés
émergents
2012 : 13 %
2008 : 9 %

Indice de diversification
du commerce
(0=concentration totale
dans un seul secteur
ou une seule région;
100=diversification
totale)
Diversification sectorielle :
24 %
Diversification régionale :
51 %

Graphique 39 : La foresterie et l'aéronautique affichent la meilleure performance à l'exportation au Québec (taux de croissance en rythme annualisé)



Source : Haver Analytics

Tableau 22 : Prévisions des exportations de marchandises du Québec

Principaux secteurs	G CAD	Part (en %) des exportations totales de la province		Prévisions des exportations (croissance en %)	
		2012	2012	2012	2013(p)
Biens industriels	23 516	37,8	-4	4	5
M-É	9 001	14,5	7,8	-3	6
Foresterie	7 156	11,5	-3,3	15	6
Transport	7 209	11,6	-3,3	13	11
Agroalimentaire	6 068	9,8	8,4	2	7
Biens de consommation	2 288	3,7	-7,6	-2	3
Autres	6 938	11,2	7,3	1	8
Total	62 177	100,0	-0,1	4	6
Total des exportations non énergétiques					
	58 249	93,7	-0,9	5	6

Sources : Statistique Canada; Services économiques d'EDC

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

4.1 Terre-Neuve-et-Labrador

4.2 Île-du-Prince-Édouard

4.3 Nouvelle-Écosse

4.4 Nouveau-Brunswick

4.5 Québec

4.6 Ontario

4.7 Manitoba

4.8 Saskatchewan

4.9 Alberta

4.10 Colombie-Britannique

5.0 Annexes



4.6 Ontario

La performance des exportations de l'Ontario a été pire que prévu cette année, en raison de la faiblesse accrue des ventes de biens manufacturés et de la nette correction des cours des métaux en milieu d'année. Dans ce contexte, les Services économiques d'EDC révisent à la baisse leurs prévisions provinciales pour chiffrer la croissance à tout juste 3 % en 2013, puis à près de 5 % l'an prochain.

Le premier secteur à l'exportation de la province, l'industrie automobile, verra ses ventes à l'exportation chuter en 2013; il s'agit du premier repli à survenir depuis la crise financière de 2008-2009. Cette morosité ne tient pas à une demande déficiente – les ventes américaines d'automobile devraient réaliser des gains de 15 % cette année –, mais plutôt à des contraintes de capacité qui limitent l'accès des fabricants canadiens aux retombées de la solide demande nord-américaine. La dépréciation du huard aura un effet modérateur sur les recettes à l'exportation l'an prochain, le dollar américain s'appréciant sur les marchés mondiaux et ramenant le dollar canadien à 0,96 USD.

La tenue du secteur des biens industriels a donné lieu à la plus importante révision à la baisse des prévisions cette année. Même si la faiblesse des prix est attendue, nous n'avons pas escompté une réaction si vive et généralisée des marchés à la suite de l'annonce cet été de la Réserve fédérale américaine du retrait progressif de la politique d'assouplissement monétaire à la fin de 2013. Cette annonce, conjuguée à la morosité de mi-année de la demande des marchés émergents (en particulier en Chine), a provoqué une chute généralisée des prix. Malgré cette conjoncture, la production aurifère augmentera de façon notable cette année, et les ventes redécolleront au rythme du redressement des prix. Les exportations d'acier affichent une piètre performance cette année, malgré la robuste croissance constatée dans les secteurs américains de la construction et de l'automobile – deux piliers de la demande sidérurgique. La fin du lock-out à l'usine de la société U.S. Steel aux abords du lac Érié insufflera un regain de dynamisme à la fin 2013 et en 2014.

Le fort rebond des exportations ontariennes de machinerie et d'équipement se produira seulement l'an prochain, car la performance léthargique de la machinerie destinée aux secteurs agricole, des mines et des hydrocarbures annulera les gains d'une demande très vivace adressée à la machinerie pour les produits métalliques et ligneux. Grâce aux perspectives positives attribuées l'an prochain aux secteurs nord-américains de la construction et de production automobile, les ventes bondiront de 8 %

Statistiques provinciales

PIB
655 G CAD

Exportations/PIB
33 %

Nombre d'exportateurs
18 244

Total des exportateurs
canadiens
40 771

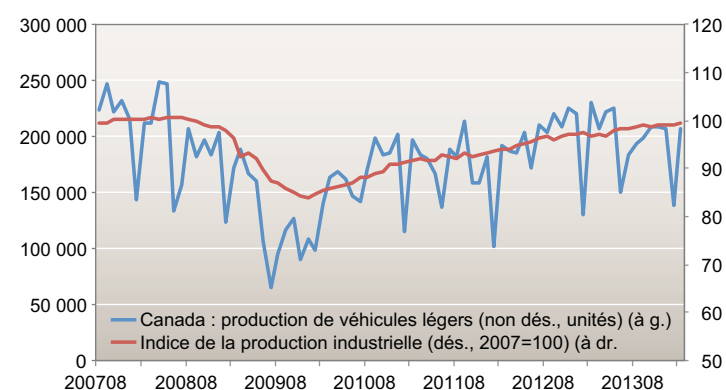
Balance commerciale
(74) G CAD

Principales destinations
des exportations
États-Unis 78 %
Royaume-Uni 9 %
Norvège 1 %
Chine 1 %
Mexique 1 %

Part des exportations
vers les marchés
émérgents
2012 : 6 %
2008 : 5 %

Indice de diversification
du commerce
(0=concentration totale
dans un seul secteur
ou une seule région;
100=diversification
totale)
Diversification sectorielle :
26 %
Diversification régionale :
62 %

Graphique 40 : Recul de la production de véhicules mais meilleure performance des exportations en Ontario grâce à une hausse de la production industrielle américaine



Sources : Haver Analytics, Wards Automotive

Tableau 23 : Prévisions des exportations de marchandises de l'Ontario

Principaux secteurs	G CAD	Part (en %) des exportations totales de la province		Prévisions des exportations (croissance en %)	
		2012	2012	2012	2013(p)
Biens industriels	58 452	36,0	-4,3	7	5
Véhicules	54 975	33,8	16,6	-2	1
M-É	21 304	13,1	1,9	1	8
Agroalimentaire	10 694	6,6	9,3	10	7
Foresterie	4 315	2,7	-6,0	3	6
Biens de consommation	3 894	2,4	-15,2	28	11
Autres	8 953	5,5	11,7	-3	8
Total	162 587	100,0	4,6	3	5

Sources : Statistique Canada; Services économiques d'EDC

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

4.1 Terre-Neuve-et-Labrador

4.2 Île-du-Prince-Édouard

4.3 Nouvelle-Écosse

4.4 Nouveau-Brunswick

4.5 Québec

4.6 Ontario

4.7 Manitoba

4.8 Saskatchewan

4.9 Alberta

4.10 Colombie-Britannique

5.0 Annexes



4.7 Manitoba

Les échanges commerciaux du Manitoba continuent de s'intensifier. Ainsi, les exportations internationales de la province gagneront 4 % cette année et 6 % en 2014. Les industries du transport, de l'énergie et de l'aéronautique, en particulier auront le vent en poupe grâce à l'accélération de la reprise économique aux États-Unis et à la sortie de récession du continent européen.

La relance attendue de la demande américaine adressée au secteur des véhicules de transport public dopera la performance de l'industrie du transport de la province. Cette conjoncture propulsera aussi les exportations de camions et des autres véhicules au rythme de 3 % cette année et de 5 % en 2014. La société New Flyer Industries de Winnipeg a annoncé la réception de 513 nouvelles commandes d'autobus au deuxième trimestre de 2013, contre 90 au même trimestre l'an dernier. La filière aéronautique du Manitoba devrait également rester bien orienté en progressant de 6 % cette année et 8 % en 2014. Les activités de Boeing Canada, à Winnipeg, prendront aussi leur envol puisque les effectifs de l'avionneur ont atteint de sommets en prévision du décollage de la production des pièces de l'appareil Boeing 787 Dreamliner en 2014.

Dans le secteur de l'agroalimentaire, les exportations récolteront des gains de 9 % en 2013 avant de se ralentir à 5 % en 2014. Le rendement des cultures s'est hissé à des niveaux historiques cette année. Les récoltes de l'an dernier ont servi à la reconstitution des stocks, les agriculteurs renouvelant leurs stocks en 2012-2013. Pourtant, au deuxième semestre, les exportations agricoles devraient se dynamiser sous l'effet de la montée des exportations de blé à 15 % en 2013 et à 6 % en 2014. De même, les exportations de soja enregistreront des gains impressionnants à la faveur des efforts de diversification des cultures dans la province. La filière viande bénéficiera quant à elle de perspectives positives, les exportations de la filière porcine devant s'accroître de 7 % cette année. Enfin, les exportations d'aliments et de boissons de la province devraient connaître une forte ascension cette année et l'an prochain.

Quant au secteur de l'énergie, sa croissance bondira à 14 % en 2013, puis à 10 % l'an prochain. Ce regain sera insufflé par la bonne tenue des exportations d'électricité qui profiteront de la stabilisation de la production de pétrole brut en 2014 faisant suite aux problèmes de capacité et d'offre excédentaire.

Cette année, la morosité des cours des métaux a abaissé la valeur de la production, ce qui provoquera un net repli des exportations de minerai de cuivre en 2013. Pourtant, l'optimisme est de mise, car une poussée de 8 % des exportations est escomptée en 2014 à l'achèvement du projet Reed Copper proximité de Flin Flon et de l'augmentation prévue de la production à la mine Lalor (or, zinc et cuivre) de la société minière Hudbay. En outre, on assistera à un raffermissement modeste des cours du nickel.

Statistiques provinciales

PIB
56 G CAD

Exportations/PIB
28 %

Nombre d'exportateurs
1 361

Total des exportateurs
canadiens
40 771

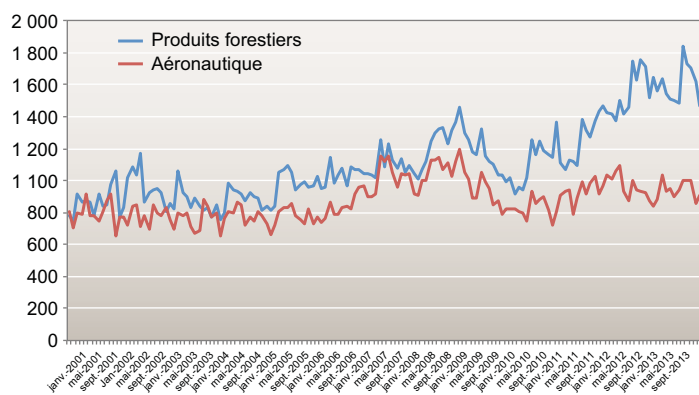
Balance commerciale
(3,5) G CAD

Principales destinations
des exportations
États-Unis 67 %
Chine 9 %
Japon 5 %
Mexique 3 %
Hong Kong 1 %

Part des exportations
vers les marchés
émergents
2012 : 20 %
2008 : 19 %

Indice de diversification
du commerce
(0=concentration totale
dans un seul secteur
ou une seule région;
100=diversification
totale)
Diversification sectorielle :
23 %
Diversification régionale :
47 %

Graphique 41 : Manitoba – Retour des importations aux niveaux d'avant la crise mais poursuite de la remontée des exportations (M CAD, glissement trimestriel)



Source : Statistique Canada

Tableau 24 : Prévisions des exportations de marchandises du Manitoba

Principaux secteurs	G CAD	Part (en %) des exportations totales de la province		Prévisions des exportations (croissance en %)	
		2012	2012	2012	2013(p)
Agroalimentaire	3 922	35,3	-8,4	9	5
Biens industriels	2 778	25	-13,4	-5	5
M-É	1 503	13,5	4,1	-6	8
Énergie	969	8,7	-2,6	14	10
Véhicules	566	5,1	20,7	3	3
Foresterie	423	3,8	5,6	10	7
Autres	959	8,6	8,6	9	8
Total	11 120	100,0	-4,8	4	6
Total des exportations non énergétiques					
	10 150	91,3	-5,0	3	6

Sources : Statistique Canada; Services économiques d'EDC

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

4.1 Terre-Neuve-et-Labrador

4.2 Île-du-Prince-Édouard

4.3 Nouvelle-Écosse

4.4 Nouveau-Brunswick

4.5 Québec

4.6 Ontario

4.7 Manitoba

4.8 Saskatchewan

4.9 Alberta

4.10 Colombie-Britannique

5.0 Annexes



4.8 Saskatchewan

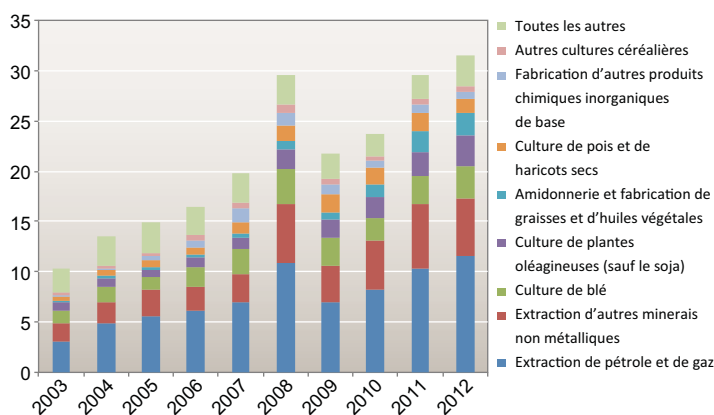
Les exportations de la Saskatchewan augmenteront de 4 % en 2013, puis se modéreront à 2 % en 2014. Les volumes à l'export des engrais et des produits agricoles de la province réaliseront des gains impressionnants, tandis que les expéditions d'énergie progresseront plus modérément. Malgré ce dynamisme, le tassement des cours de divers produits de base, en particulier des engrais, réduira les recettes à l'exportation.

Le secteur agroalimentaire, dont la croissance atteindra 8 % cette année, présentera la meilleure performance à l'exportation de la province à la faveur d'une production sans précédent de blé et de canola. En 2014, les exportations agricoles gagneront à peine 4 %, car elles seront pénalisées par le tassement des cours induit par un rééquilibrage de l'offre mondiale. La production mondiale de céréales a regagné le terrain perdu lors de la sécheresse dévastatrice de 2012 aux États-Unis et connaît des conditions climatiques favorables. Le secteur poursuit la reconstitution des stocks de céréales, qui resteront inférieurs aux niveaux historiques habituels. En outre, à long terme, les cours des céréales et des oléagineux resteront élevés puisque la tendance durable se dessinant dans l'agriculture mondiale est au maintien de cours robustes qui sont éperonnés par le maintien de l'essor de la demande. Sur les marchés émergents, la montée de la demande alimentaire est constante et, dans le monde entier, les agriculteurs remplacent de plus en plus souvent la culture des céréales par celle des biocarburants, ce qui crée des tensions sur les approvisionnements.

Dans ce contexte, il est peu étonnant que les conditions régissant la demande à long terme des exportations de fertilisants demeurent très favorables. La province récoltera les retombées de cette industrie en essor. Le volume des exportations d'engrais de la province devrait s'accroître de 17 % cette année, puis se stabiliser en 2014 sous l'effet du renforcement de l'offre de potasse. La production canadienne de potasse connaîtra des hausses notables à la suite de la mise en service prochaine des expansions minières de Cory et d'Allan ainsi que de la décision de la société BHP Billiton d'investir 2,6 G USD dans sa mine de potasse de Jansen. La chute des cours et l'offre excédentaire mondiale posent un risque de dégradation des prévisions à court terme. Le fléchissement des cours de la potasse a été causé par les craintes d'un départ possible des acteurs russes de l'accord de gestion de l'approvisionnement du marché de la potasse. Les expéditions d'engrais de la province feront un bond impressionnant, portées par le redressement de la demande américaine et indienne de potasse, mais la chute des cours se traduira par une croissance nulle des exportations en 2013 et par un repli de 6 % en 2014.

Les exportations avanceront de 2 % cette année, mais elles s'accéléreront à 4 % en 2014, car l'effet des faibles hausses des volumes de brut sera neutralisé par une contraction des cours. L'ascension des investissements et des activités de forage se maintiendra tout au long de la période de référence. Toutefois, la mise en service de nouvelles installations d'envergure venant consolider la capacité de production aura lieu après 2014.

Graphique 42 : Les exportations de la Saskatchewan de nouveau supérieures aux niveaux d'avant la crise



Source : Statistique Canada

Tableau 25 : Prévisions des exportations de marchandises de la Saskatchewan

Principaux secteurs	G CAD	Part (en %) des exportations totales de la province		Prévisions des exportations (croissance en %)	
		2012	2012	2012	2013(p)
Énergie	12 918	39,8	22,7	2	4
Agroalimentaire	11 139	34,3	9,5	8	4
Engrais	5 905	18,2	-9,9	0	-6
Produits chimiques/plastiques	688	2,1	-21,0	-15	3
Autres	1 836	5,7	28,6	8	9
Total	32 486	100,0	9,9	4	2
Total des exportations non énergétiques	19 567	60,2	2,9	5	2

Sources : Statistique Canada; Services économiques d'EDC

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

4.1 Terre-Neuve-et-Labrador

4.2 Île-du-Prince-Édouard

4.3 Nouvelle-Écosse

4.4 Nouveau-Brunswick

4.5 Québec

4.6 Ontario

4.7 Manitoba

4.8 Saskatchewan

4.9 Alberta

4.10 Colombie-Britannique

5.0 Annexes



4.9 Alberta

Les exportations de l'Alberta inscriront une robuste croissance de 9 % en 2013, malgré les graves inondations qui ont provoqué un enlèvement de l'économie de la province l'été dernier, puis s'accroîtront de nouveau de 5 % en 2014. Cette performance sera réalisée grâce au dynamisme du secteur énergétique, mais les ventes à l'étranger de tous les sous-secteurs profiteront de l'effet conjugué de l'augmentation des volumes et des cours ainsi que de la dépréciation du dollar canadien. La décote entre les cours du pétrole brut de l'Alberta et du West Texas Intermediate (WTI) se réduira progressivement, tandis que les ventes énergétiques s'élanceront sous l'impulsion de l'ascension des cours du gaz naturel. La plupart des sous-secteurs, hormis l'agroalimentaire ainsi que la machinerie et l'équipement (M-É), dégageront des gains solides cette année, puis plus modestes en 2014.

Des solutions sont mises en œuvre pour remédier aux contraintes liées au transport et au raffinage qui ont entraîné une décote marquée du pétrole brut. Le secteur parvient à relever ses expéditions vers le marché américain en misant sur une augmentation de la capacité ferroviaire et une utilisation ingénieuse du réseau pipelinier, dont la configuration doit être modifiée afin de permettre aux raffineurs des districts de traiter du pétrole brut. Par conséquent, l'écart entre le cours du pétrole brut albertain et le WTI diminuera petit à petit pour se situer à 10 USD le baril à la fin 2015. En dépit de ces défis, la valeur des exportations canadiennes de brut gagnera 7 % en 2013, puis 7 % en 2014.

Aux États-Unis, les cours du gaz naturel Henry Hub avoisinent les 3,70 USD/Mmbt. Cette conjoncture des prix ainsi qu'un dollar canadien moins vigoureux conduiront à une hausse des recettes de 36 % cette année et de 4 % l'an prochain. Malgré tout, les volumes à l'export déclineront en 2014, car les forages de gaz naturel seront redéployés vers des sites plus rentables de production du pétrole brut.

La hausse des expéditions de produits chimiques fera la belle part aux exportations de biens industriels, qui bondiront de 14 % cette année et de 2 % l'an prochain. La présence accrue de la Chine provoquant un effritement des cours dans le marché des engrais, la province aura du mal à accroître ses volumes à l'export en raison d'une offre mondiale excédentaire. En outre, le tassement des prix limitera les exportations des métaux et des minéraux cette année et l'an prochain. Quant à la filière agroalimentaire, elle connaîtra des résultats en demi-teinte cette année : les exportations de bétail et de blé seront en forte progression, mais les ventes d'oléagineux reculeront. De façon générale, les ventes de produits agroalimentaires resteront stationnaires en 2013, puis elles enregistreront des gains modestes en 2014. Malgré la reprise de l'industrie américaine, les ventes globales de M-É se replieront, victimes de la baisse de l'activité minière mondiale.

Statistiques provinciales

PIB
295 G CAD

Exportations/PIB
33 %

Nombre d'exportateurs
3 851

Total des exportateurs
canadiens
40 771

Balance commerciale
69,8 G CAD

Principales destinations
des exportations
États-Unis 87 %
Chine 4 %
Japon 2 %
Mexique 1 %
Corée du Sud 1 %

Part des exportations
vers les marchés
émergents
2012 : 8 %
2008 : 7 %

Indice de diversification
du commerce
(0=concentration totale
dans un seul secteur
ou une seule région;
100=diversification
totale)
Diversification sectorielle :
54 %
Diversification régionale :
75 %

Graphique 43 : Nombre de puits en Alberta par rapport aux cours du WTI

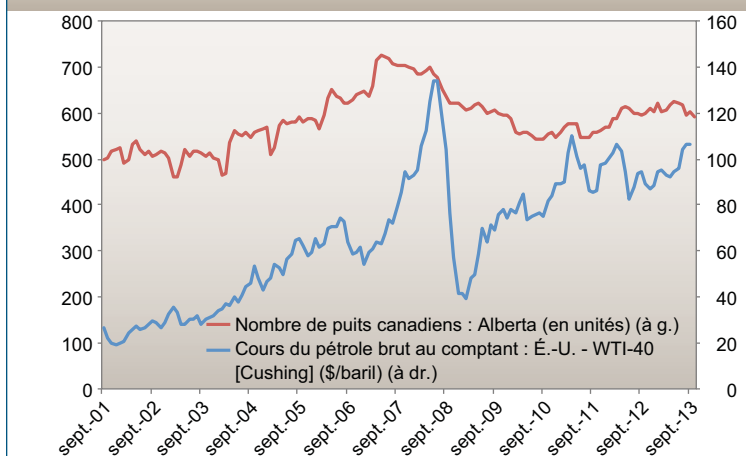


Tableau 26 : Prévisions des exportations de marchandises de l'Alberta

Principaux secteurs	G CAD	Part (en %) des exportations totales de la province		Prévisions des exportations (croissance en %)	
		2012	2012	2012	2013(p)
Énergie	68 753	72,5	1,5	10	6
Bien industriels	9 480	10,0	-7,1	14	2
Agroalimentaire	9 101	9,6	13,9	0	2
M-É	4 496	4,7	2,9	0	6
Foresterie	2 160	2,3	5,6	8	8
Autres	883	0,9	-1,7	3	6
Total	94 873	100,0	1,8	9	5
Total des exportations non énergétiques	26 120	27,5	2,4	6	3

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

4.1 Terre-Neuve-et-Labrador

4.2 Île-du-Prince-Édouard

4.3 Nouvelle-Écosse

4.4 Nouveau-Brunswick

4.5 Québec

4.6 Ontario

4.7 Manitoba

4.8 Saskatchewan

4.9 Alberta

4.10 Colombie-Britannique

5.0 Annexes



4.10 Colombie-Britannique

Les exportations de la Colombie-Britannique devraient figurer en tête du classement des provinces canadiennes grâce à une croissance de 8 % cette année, puis de 12 % en 2014. Ces prévisions tablent sur une croissance projetée dans les deux chiffres, des hausses consécutives dans les industries des produits forestiers et des biens industriels, dont celles des minerais, des métaux et des autres marchandises. Les exportations énergétiques, malmenées en 2013, avanceront en 2014 à la faveur d'un regain de la demande de charbon.

La poursuite de la reprise dans le marché du logement américain est à l'origine de la progression impressionnante des exportations de la province. Les mises en chantier aux États-Unis devraient donc croître de 25 % en 2013 et frôler les 28 % en 2014, une conjoncture qui influera sur la demande et le cours du bois d'œuvre. La relance du secteur du bâtiment en Chine, dans le sillage du ralentissement de 2012, viendra également doper la demande. Toutefois, la réglementation envisagée par le Japon dans le cadre de son « programme de classement des produits ligneux » risque de nuire aux exportations de bois d'œuvre à destination du pays du Soleil-Levant en 2014 et par la suite.

Les exportations d'énergie glisseront de 4 % en 2013, mais elles se redresseront à 7 % en 2014. Le tassement des cours s'est traduit par un repli marqué des exportations de charbon, le plus imposant sous-secteur énergétique. Après une dégringolade avoisinant les 25 % cette année, les exportations de charbon connaîtront une embellie de plus de 5 % en 2014 soutenue par un renforcement de la demande de charbon métallurgique en Asie et la contraction de l'offre mondiale de charbon causée par la fermeture de mines dont les coûts sont élevés. Par ailleurs, les exportations de gaz nature s'envoleront pour enregistrer une croissance fulgurante de 39 % en 2013, puis une croissance plus modérée de 9 % l'an prochain en raison de la montée des cours.

Des capacités supplémentaires et la remise en service de nouvelles mines devraient insuffler au secteur des biens industriels une croissance de 10 % en 2013 et de 14 % en 2014. Il s'agit en particulier de la mine du mont Milligan dont la production commerciale de minerai de cuivre et d'or est censée débiter à l'automne 2013, du renforcement de la capacité de la mine de Gibraltar cette année ainsi que de la réouverture de la mine de Red Chris au cours du premier semestre de 2014. À cela s'ajoute l'annonce de Rino Tinto d'agrandir sa fonderie d'aluminium à Kitimat. La reprise économique aux États-Unis et la dépréciation du dollar canadien contribueront à impulser, tant en 2013 qu'en 2014, une solide croissance aux ventes de M-É et de produits agroalimentaires de la Colombie-Britannique.

Statistiques provinciales

PIB
218 G CAD

Exportations/PIB
23 %

Nombre d'exportateurs
6 060

Total des exportateurs
canadiens
40 771

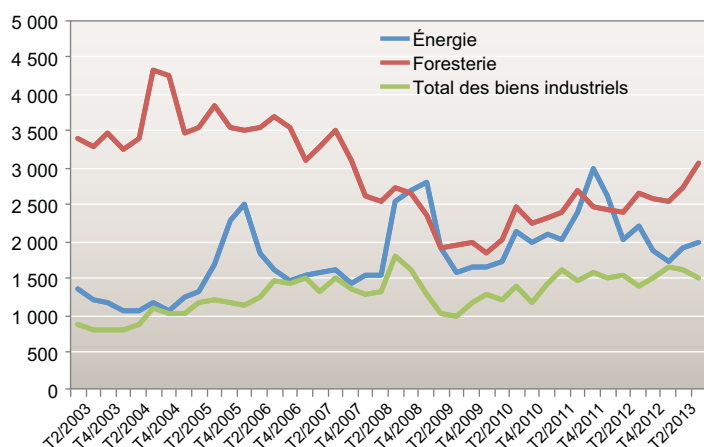
Balance commerciale
(6,4) G CAD

Principales destinations
des exportations
États-Unis 45 %
Chine 18 %
Japon 13 %
Corée du Sud 6 %
Taiwan 2 %

Part des exportations
vers les marchés
émergents
2012 : 28 %
2008 : 15 %

Indice de diversification
du commerce
(0=concentration totale
dans un seul secteur
ou une seule région;
100=diversification
totale)
Diversification sectorielle :
23 %
Diversification régionale :
27 %

Graphique 44 : Principaux secteurs à l'exportation



Source : Haver Analytics

Tableau 27 : Prévisions des exportations de marchandises de la Colombie-Britannique

Principaux secteurs	G CAD		Part (en %) des exportations totales de la province		Prévisions des exportations (croissance en %)	
	2012	2012	2012	2012	2013(p)	2014(p)
Forêtierie	10 116	32,3	1,8	16	18	
Énergie	8 120	25,9	-19,2	-4	7	
Biens industriels	6 256	20,0	-4,1	10	14	
M-É	2 645	8,4	10,0	6	6	
Agroalimentaire	2 729	8,7	9,4	11	6	
Autres	1 441	4,6	12,1	8	7	
Total	31 307	100,0	-4,2	8	12	
Total des exportations non énergétiques						
	23 187	74,1	2,4	12	13	

Sources : Statistique Canada; Services économiques d'EDC

1.0 Sommaire**2.0 Prévisions par pays****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes****5.1 Antécédents et position d'EDC****5.2 Risques de non-paiement**

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs

Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres

Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs

Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

5.0 Annexes

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs



Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres



Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs



Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

5.1 Antécédents et position



Algérie

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Négatifs : (-)

Commentaires

L'économie inscrira une croissance moyenne d'environ 3 % en 2013, portée par les modestes hausses prévues dans la production de pétrole et de gaz naturel. La plus forte progression aura lieu dans le secteur hors pétrole à la faveur de la poursuite des investissements publics dans les projets d'infrastructure. Les réserves en devises restent abondantes (l'équivalent d'environ 37 mois de couverture des importations). Parmi les facteurs de dégradation de la conjoncture, on note une inflation galopante et des retards de paiement par les organismes publics qui se sont multipliés en raison de l'incertitude politique liée à la succession du président.



Angola

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés à élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

Le pays connaît un essor économique impressionnant (9 % en 2012) alimenté par sa production pétrolière accrue et la vigueur des cours pétroliers. Toutefois, sa forte dépendance au secteur pétrolier (dont l'apport s'élève à 50 % du PIB et 90 % des recettes en devises) l'expose aux mouvements des cours pétroliers, dont la chute s'est souvent traduite en Angola par une pénurie de devises et des difficultés de paiement. Le parti au pouvoir et le président se sont vu confier un nouveau mandat à l'issue des élections d'août 2012, assurant la continuité à court terme. La corruption massive et les lenteurs bureaucratiques constituent des défis à la poursuite d'activités commerciales.



Argentine

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés à élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

En Argentine, les mesures de contrôle des importations et de conversion des devises exigent que les importateurs s'adressent à l'agence fiscale nationale (AFIP) pour importer des biens ou accéder aux dollars américains nécessaires pour payer les exportateurs. Ce processus accroît l'incertitude relative aux biens pouvant entrer au pays et les risques de retard ou de défaillance de paiement à l'égard des exportateurs. Le Centre d'information économique et politique d'EDC n'écarte pas une dévaluation du peso argentin au cours des douze prochains mois. Le climat des affaires est exposé aux changements inopinés du régime réglementaire.

1.0 Sommaire**2.0 Prévisions par pays****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes**

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs



Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres



Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs



Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

**Arménie****Niveau de risque**

Risques commerciaux à court terme :

Modérés à élevés

Antécédents de paiement d'EDC en 2012 :

Données insuffisantes

Commentaires

L'économie a marqué le pas en 2013 après avoir connu un essor fulgurant de 7 % l'an dernier. L'inflation demeurera sans doute dans la fourchette cible de la banque centrale, d'où l'adoption probable de mesures de détente monétaire durant l'année pouvant exercer des tensions sur le dram. La conjoncture en Arménie est fortement liée à celle de l'économie russe.

**Australie****Niveau de risque**

Risques commerciaux à court terme :

Faibles

Antécédents de paiement d'EDC en 2012 :

Positifs : (+)

Commentaires

Malgré l'annonce de mesures d'austérité visant les grands projets du secteur des ressources, l'économie et le contexte opérationnel demeurent solides. Les sociétés participant à ces vastes projets pourraient connaître des retards ou devoir limiter la portée des projets. La vigueur du dollar australien et les salaires élevés restent problématiques pour les autres industries que le secteur minier, en particulier les secteurs manufacturier, touristique et du détail. Les antécédents de paiement restent excellents sur ce marché.

**Azerbaïdjan****Niveau de risque**

Risques commerciaux à court terme :

Modérés à élevés

Antécédents de paiement d'EDC en 2012 :

Positifs : (+)

Commentaires

Le repli de la production d'énergie pèse sur la croissance, mais celle-ci profitera cette année et l'an prochain du rapide essor des secteurs hors énergie. Le compte courant est soumis à très peu de restrictions, le pays disposant d'abondantes réserves en devises. Il subsiste cependant des risques minimaux pour le manat (arrimé à l'USD/l'EUR)

**Bahamas****Niveau de risque**

Risques commerciaux à court terme :

Faibles

Antécédents de paiement d'EDC en 2012 :

Positifs : (+)

Commentaires

Le taux de croissance du PIB réel devrait dépasser 2 % en 2013; les antécédents de paiement restent positifs sur ce marché. Néanmoins, la situation économique pourrait se dégrader, notamment en raison de la montée de la dette publique et des perspectives moroses pour la croissance de l'important secteur touristique.

1.0 Sommaire**2.0 Prévisions par pays****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes**

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC

Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs



Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres



Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs



Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

**Bahrein****Niveau de risque**

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Négatifs : (-)

Commentaires

Les risques à court terme résultent des fréquentes manifestations dans le royaume. Il est peu probable que ces manifestations perturbent les activités commerciales, car elles sont généralement confinées à des zones à l'extérieur de la capitale. Le gouvernement a peu progressé dans les dossiers de la réconciliation politique et de l'apaisement des tensions entre les communautés. Cela dit, une grave détérioration de l'économie du royaume et de la solvabilité de ses acheteurs n'est pas envisagée. Le régime d'arrimage de la monnaie locale devrait persister. Les réserves en devises demeureront suffisantes à 3,5 mois de couverture des importations.

**Bangladesh****Niveau de risque**

Risques commerciaux à court terme : Modérés à élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

La couverture des importations s'est améliorée. Malgré l'effet protecteur du programme du FMI (avril 2012), les marchés pourraient réagir négativement à des chocs imprévus, ce qui pourrait provoquer un arrêt soudain des entrées de capitaux. La fermeté des cours pétroliers, les subventions pétrolières et une croissance mondiale languissante (aux É.-U.) comptent parmi les principaux risques pour le pays.

**Barbade****Niveau de risque**

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

Le profil économique du pays est assombri par un chômage élevé, une croissance en berne et un endettement croissant. La poursuite des politiques d'assainissement des finances publiques fait l'unanimité; les antécédents de paiement restent positifs sur l'île.

**Bolivie****Niveau de risque**

Risques commerciaux à court terme : Modérés à élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

Le niveau élevé de dollarisation limite les effets de la politique monétaire et fragilise le système bancaire. Les divisions politiques et la possibilité de troubles sociaux entravent les activités du secteur privé. Selon les indicateurs de la qualité de la réglementation, de la règle de droit et de la facilité de faire des affaires, le climat des affaires est particulièrement difficile sur ce marché.

1.0 Sommaire**2.0 Prévisions par pays****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes**

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs



Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres



Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs



Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

**Botswana****Niveau de risque**

Risques commerciaux à court terme : Faible
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

La faiblesse de la demande de diamants, engendrée par la récession européenne, pèse sur la croissance, mais un redressement de l'économie s'est amorcé en 2013. Le pays jouit de réserves en devises suffisantes et tout porte à croire que la monnaie locale (le pula) demeurera stable. Le Botswana se démarque par la qualité de son contexte opérationnel, et le pays figure parmi les pays africains où la corruption est la moins marquée. Le secteur bancaire profite d'une relative stabilité.

**Brésil****Niveau de risque**

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Négatifs : (-)

Commentaires

Les abondantes réserves en devises et l'excellente capitalisation du secteur bancaire favoriseront des conditions de liquidité clémentes pour le secteur commercial. Malgré une stabilisation des prêts non productifs, leur nombre relativement élevé nécessite une surveillance soutenue. Les antécédents de paiement varient considérablement selon le secteur. Par exemple, les industries des engrais et de la foresterie connaissent généralement des retards de paiement lorsque s'exercent des pressions à la baisse sur le real.

**Bulgarie****Niveau de risque**

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

Les manifestations antigouvernementales qui se multiplient portent atteinte à la stabilité politique. Malgré tout, l'adhésion du pays à l'Union européenne offrira un solide ancrage pour les politiques publiques. La conjoncture économique morose persistera en 2013 vu la croissance anémique (+ 1 %). Le taux de chômage élevé, la rigueur budgétaire, l'accès limité au crédit et la demande déprimée du côté de l'Europe rendent le contexte économique difficile. Les réserves en devises demeurent à des niveaux suffisants et l'arrimage de la monnaie à l'euro est stable.

1.0 Sommaire**2.0 Prévisions par pays****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes**

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs



Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres



Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs



Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

**Cameroun****Niveau de risque**

Risques commerciaux à court terme :

Modérés

Antécédents de paiement d'EDC en 2012 :

Données insuffisantes

Commentaires

Le pays multiplie les déficits du compte courant, et ses principales exportations (pétrole, bois et cacao) sont exposées aux fluctuations des cours mondiaux. Le régime réglementaire et le système juridique peuvent manquer de fiabilité. Le secteur financier camerounais reste fragile. Sur une note positive, l'appartenance du pays à la zone franche CFA offre une certaine stabilité au chapitre des fluctuations de change et de l'accès aux devises. Le président Biya domine l'échiquier politique tandis que l'opposition s'est résignée au statu quo. La continuité des politiques publiques devrait être assurée à court terme.

**Chili****Niveau de risque**

Risques commerciaux à court terme :

Faibles

Antécédents de paiement d'EDC en 2012 :

Positifs : (+)

Commentaires

Le secteur commercial profite d'abondantes liquidités (les réserves en devises équivalent à 5 mois d'importations), d'un système bancaire développé et d'une monnaie stable. L'économie dépend beaucoup des exportations de cuivre (50 % des exportations totales). Cependant, la présence d'un cadre favorisant les politiques anticycliques conjuguée à celle d'un fonds de stabilisation devrait contribuer à atténuer les chocs extérieurs.

**Chine****Niveau de risque**

Risques commerciaux à court terme :

Modérés

Antécédents de paiement d'EDC en 2012 :

Positifs : (+)

Commentaires

L'assouplissement de la politique monétaire et des conditions de crédit est la conséquence de la décélération apparente de la croissance, qui s'établit à environ 7,5 % cette année. Certains secteurs, comme l'immobilier et le secteur en aval, ainsi que les PME, subissent encore des tensions. Le pays devrait être à nouveau le théâtre de manifestations localisées visant le droit à la libre expression, les conditions de travail, les enjeux environnementaux et le droit de propriété; ces manifestations ne devraient pas poser de risques au contexte commercial.

1.0 Sommaire**2.0 Prévisions par pays****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes**

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC

Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs



Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres



Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs



Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.



Colombie

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

Le pays profite d'abondantes liquidités et d'un accès facile aux dollars américains. La croissance économique continuera d'osciller autour de la croissance potentielle (4 à 4,5 %). Le peso colombien amorce enfin un repli après avoir fait partie des devises s'étant le plus appréciées ces dix dernières années.



Costa Rica

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

Les risques commerciaux à court terme sont jugés modérés, à la faveur d'excellents niveaux de liquidité et d'accès aux devises (elles représentent près de six mois de couverture des importations). L'intervention de la banque centrale assurera la stabilité du taux de change. La notation reflète l'équilibre entre les conditions positives (économie en croissance et amélioration de la conjoncture des affaires) et les antécédents positifs d'EDC sur le marché.



Côte d'Ivoire

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Élevés*
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Données insuffisantes

Commentaires

Le gouvernement est favorable à l'IDE, mais il faudra du temps avant que la transparence et la responsabilité ne se développent. Les arriérés sont problématiques et leur paiement prend un certain temps. Il n'est pas rare en outre de relever des retards de paiement pouvant aller jusqu'à trois mois. Le pays affiche une forte progression de son PIB (7 % en 2013) dans un contexte de redressement de l'économie après la crise politique de 2011. Le niveau des réserves est adéquat (3,6 mois de couverture des importations).

1.0 Sommaire**2.0 Prévisions par pays****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes**

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs



Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres



Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs



Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.



Croatie

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

Plongée dans la récession depuis cinq ans, la Croatie devrait renouer avec une croissance positive en 2014. Le robuste secteur financier est dominé par les banques étrangères; l'augmentation du nombre de prêts non productifs préoccupe nombre d'entreprises fortement exposées au risque de change. Le kuna devra faire face à des risques de dégradation en 2013, car les importantes obligations au service de la dette étrangère et la montée de l'aversion pour le risque exerceront une pression à la vente. La Croatie est devenue membre de l'Union européenne en juillet 2013.



Tchèque, République

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

Sous l'effet du recul de son PIB, l'économie devrait croître d'à peine 0,1 % en 2013. Le maintien de l'austérité budgétaire, un secteur de l'emploi en panne et la demande déprimée des partenaires commerciaux de la zone euro pèseront sur la croissance aux cours des trimestres à venir; une appréciation du nombre de prêts non productifs est à redouter. La faiblesse de la couronne, la monnaie locale, a rehaussé la capacité concurrentielle des exportations. Malgré la présence possible de risques de dégradation en 2013, les ménages et les entreprises portent une dette minimale libellée en devises ce qui devrait limiter l'impact de tels risques sur l'économie intérieure. Les antécédents de paiement sont jugés bons sur ce marché.



Dominicaine, République

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

Les problèmes de liquidité de la République dominicaine sont une source de préoccupation, la couverture des importations du pays étant inférieure à trois mois, même si l'accès aux marchés empêche l'éclatement d'une crise. Le gouvernement a réduit les dépenses publiques, d'où une croissance molle cette année; l'inflation se maintient dans la fourchette cible de 4 à 6 %. Les antécédents de paiement sont considérés de passables à bons sur ce marché.

1.0 Sommaire**2.0 Prévisions par pays****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes**

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs



Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres



Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs



Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.



Équateur

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 :

Modérés à élevés*
Positifs : (+)

Commentaires

Les réserves en devises s'élevant à deux mois de couverture des importations, les fluctuations des cours pétroliers pourraient causer des problèmes de trésorerie aux acheteurs privés. Ce contexte est aggravé par le fait que l'Équateur dispose d'un accès limité aux marchés financiers internationaux. Malgré tout, il est peu probable que le pays abandonne la dollarisation dans un proche avenir. Vu ces problèmes de trésorerie, les antécédents de paiement sont généralement meilleurs chez les acheteurs qui sont aussi exportateurs.



Égypte

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 :

Modérés à élevés
Données insuffisantes

Commentaires

Les monarchies conservatrices du golfe ont appuyé en juillet 2013 le renversement par l'armée du premier président islamiste élu dans la foulée de grandes manifestations. Grâce à ce soutien, les réserves en devises du pays ont atteint l'équivalent de quatre mois de couverture des importations. La société égyptienne demeure malgré tout profondément polarisée, ce qui accroît le risque de violence politique. Le maintien du contrôle des devises allonge pour les entreprises le délai d'acquisition des devises fortes et accentue le risque de non-paiement de la part d'acheteurs égyptiens.



El Salvador

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 :

Modérés
Positifs : (+)

Commentaires

Cette année, la croissance atteindra à peine 1,6 %, en réaction au faible volume des investissements, d'une capacité concurrentielle déprimée et des intempéries. L'amorce d'une reprise aux États-Unis devrait accroître les envois de fonds des travailleurs étrangers, dont le pays est tributaire.

1.0 Sommaire**2.0 Prévisions par pays****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes**

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC

: Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs



Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres



Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs



Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.



Guinée équatoriale

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 :

Modérés à élevés
Données insuffisantes

Commentaires

Le pays, riche en pétrole, produit de 250 à 300 milliers de barils par jour, mais la forte corruption dans les secteurs public et privé augmente les risques. Les exportations pétrolières, dont l'apport s'élève à environ 75 % du PIB, expose le pays aux mouvements des cours. La richesse et le pouvoir se trouvent entre les mains d'une petite élite gravitant autour du président, en poste depuis 1979. Les autorités semblent s'engager vers une diversification de leurs sources de revenus et créer des investissements porteurs de croissance pour désamorcer des tensions intérieures croissantes ainsi que les pressions exercées par le FMI et l'Union africaine.



Estonie

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 :

Modérés
Positifs : (+)

Commentaires

L'économie devrait poursuivre sur sa lancée avec un solide taux de croissance d'environ 3 % cette année et l'an prochain. Grâce à ses principaux partenaires commerciaux, soit les pays nordiques et l'Allemagne, l'Estonie est quelque peu à l'abri de la crise européenne. Le nombre des prêts non productifs est en baisse et les conditions de crédits s'améliorent. Le pays ayant adopté l'euro, le risque de change est minimal.



Éthiopie

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 :

Modérés à élevés
Positifs : (+)

Commentaires

Les devises fortes se raréfient du fait que les réserves en devises du pays oscillent sous la barre des trois mois de couverture des importations. Malgré l'envolée des exportations aurifères, le compte courant demeurera déficitaire, miné par le repli des ventes de café et d'autres produits agricoles. Le birr éthiopien devrait subir une nouvelle dévaluation de 20 % par rapport à l'USD, mais la croissance économique restera robuste et devrait s'établir à 7 % en 2013.

1.0 Sommaire**2.0 Prévisions par pays****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes**

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs



Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres



Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs



Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

**France****Niveau de risque**

Risques commerciaux à court terme : Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

L'économie française a nettement marqué le pas, la croissance du PIB devant atteindre à peine 0,2 % en 2013 et l'indice de confiance commerciale demeurant à un niveau négligeable. L'accès au crédit demeure serré dans un contexte de dégradation de la notation des grandes banques françaises en raison de leur exposition aux pays en difficulté de l'Europe périphérique.

**Gabon****Niveau de risque**

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Négatifs : (-)

Commentaires

Les risques commerciaux à court terme proviennent surtout de la petite taille de l'économie et de l'absence de diversification économique. La production pétrolière représente la moitié du PIB, 60 % des recettes publiques et 80 % des exportations. Les retards de paiement, pouvant aller de un à deux mois, sont considérés la norme. En revanche, le Gabon jouit d'abondantes réserves en devises équivalant à six mois de couverture des importations.

**Géorgie****Niveau de risque**

Risques commerciaux à court terme : Modérés à élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Données insuffisantes

Commentaires

Les principaux risques de dégradation sur ce marché résident dans l'imposant déficit du compte courant, la dépendance du pays à l'égard des flux de capitaux et un contexte extérieur plutôt difficile. Cependant, le pays présente des perspectives économiques positives, à la faveur de l'amélioration du climat des affaires, de la baisse de la corruption et de la solidité relative du secteur bancaire. La croissance devrait se ralentir légèrement cette année à cause de la faible demande des marchés d'exportation de la région.

1.0 Sommaire**2.0 Prévisions par pays****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes**

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC

Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs



Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres



Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs



Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.



Allemagne

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

Le pays est le pilier de l'économie européenne grâce à la bonne santé de ses finances publiques, à ses importants excédents du compte courant ainsi qu'à son secteur commercial très concurrentiel et dynamique. La croissance du PIB allemand se ralentira en 2013 pour se fixer à environ 1 %. Les antécédents de paiement sur ce marché sont excellents.



Ghana

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés à élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

La dépendance de l'économie à l'égard des exportations de produits de base accentue les risques à court terme. Les réserves en devises sont faibles (l'équivalent d'environ 2,5 mois de couverture des importations) et la situation ne devrait pas s'améliorer à court terme. Les taux d'intérêt élevés et les problèmes d'approvisionnement en électricité sur le marché intérieur mettent à rude épreuve le secteur privé. Les retards de paiement du gouvernement aux entrepreneurs locaux grèvent également les activités des sociétés locales. L'augmentation de la production pétrolière éperonnera sans doute la croissance, qui se chiffrera à 8 % en 2013.



Grèce

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Négatifs : (-)

Commentaires

L'économie grecque traverse une grave récession qui a retranché 20 % du PIB national depuis les quatre dernières années; ce mouvement de contraction devrait se poursuivre en 2013. Un nombre sans précédent d'entreprises ont fermé leurs portes alors même que le taux de chômage a atteint 25 %. Les prêts non productifs représentent de 15 % à 20 % des prêts commerciaux, les entreprises devant composer avec l'effondrement de la demande intérieure. Le contexte des affaires demeure fortement sous tension.

1.0 Sommaire**2.0 Prévisions par pays****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes**

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs



Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres



Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs



Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.



Guinée

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Données insuffisantes

Commentaires

La Guinée présentant une couverture des exportations d'à peine supérieure à un mois, la probabilité des retards de paiement y est accrue. La faiblesse du régime réglementaire et de la règle de droit ne favorise pas la transparence et l'obligation de rendre des comptes. Le pays connaît de nouveaux épisodes d'instabilité politique à la suite des élections législatives tenues en septembre 2013.



Haïti

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés à élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

L'économie est fortement tributaire des fonds provenant de donateurs internationaux. Les réserves en devises se situent à des niveaux adéquats.



Hong Kong

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

L'île dispose de réserves en devises plus que suffisantes pour financer environ quatre fois sa dette extérieure. L'accès aux capitaux (devises) ne devrait donc pas poser de difficulté pour les sociétés locales. Le dollar de Hong Kong demeurera stable, la masse monétaire étant également couverte par les réserves en devises.

1.0 Sommaire**2.0 Prévisions par pays****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes**

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs



Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres



Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs



Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.



Hongrie

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

L'économie hongroise s'est de nouveau enfoncée dans la récession en 2012, et elle continuera de se contracter en 2013. Outre une conjoncture économique difficile, l'intensification des tensions financières exercera une pression à la baisse sur le forint et viendra aviver les tensions sur un secteur bancaire éprouvé, où les prêts non productifs atteignent des niveaux élevés. La perspective d'une aide du FMI s'étant évanouie, le pays devra emprunter d'importantes sommes sur le marché obligataire mondial en 2013.



Inde

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

Une inflation plutôt forte et un déficit budgétaire gigantesque laissent peu de marge de manœuvre aux autorités pour stimuler la croissance, que ce soit par le déblocage du crédit ou l'augmentation des dépenses publiques. Les réserves en devises étant assez élevées, les entreprises devraient pouvoir gérer le service de leur dette étrangère dans les délais. La roupie restera faible au cours des 12 à 24 prochains mois.



Indonésie

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

La rupiah devrait à court terme continuer de subir les pressions du marché en raison de la volatilité des marchés financiers et d'un secteur des exportations léthargique. La banque centrale devra intervenir sur le marché des changes dans l'espoir de stabiliser la monnaie et recourir à des moyens administratifs pour atténuer les fluctuations de portefeuille inopinées. Les réserves en devises demeurent adéquates. La corruption profonde, la faiblesse de la règle de droit et l'ambiguïté au sein du régime réglementaire nuisent aux activités des entreprises étrangères et pourraient compliquer l'obtention de permis ou d'approbations auprès des organismes publics et des autorités provinciales.

1.0 Sommaire**2.0 Prévisions par pays****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes**

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC

Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs



Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres



Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs



Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

**Iraq****Niveau de risque**

Risques commerciaux à court terme : Élevés*
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

Le manque d'intégrité commerciale, une profonde corruption et une administration peu efficace amplifient les risques de non-paiement. Les organismes publics accusent souvent des retards de paiement en raison de la lenteur des processus d'approbation, mais ils manifestent une forte volonté de paiement. L'Iraq possède d'abondantes réserves en devises et profite de la production accrue de pétrole brut. Des perspectives stables sont associées à l'évolution de la monnaie et de l'inflation.

**Israël****Niveau de risque**

Risques commerciaux à court terme : Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Neutres : (O)

Commentaires

La croissance se poursuit, mais à un rythme plus modéré que ces dernières années, sous l'effet du ralentissement de l'activité en Europe, l'un de ses principaux partenaires commerciaux. Le solde du compte courant s'améliorera cette année à la faveur de la mise service de nouvelles installations de production de gaz naturel marin. Les réserves en devises demeurent abondantes (l'équivalent de neuf mois de couverture des importations). Malgré le niveau élevé de violence, l'économie israélienne a fait preuve d'une grande résilience lors des récents conflits, qui ont somme toute infléchi le dynamisme de l'activité commerciale.

**Italie****Niveau de risque**

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Neutres : (O)

Commentaires

L'Italie doit composer avec une économie toujours en berne, le PIB devant se contracter de nouveau de 1,2 % en 2013. La récente diminution du risque lié aux écarts sur les obligations d'État a atténué les pressions subies par les banques italiennes. Malgré tout, les marchés demeurent nerveux et le pays doit composer avec un durcissement du crédit local.

1.0 Sommaire**2.0 Prévisions par pays****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes**

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs



Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres



Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs



Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.



Jamaïque

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

Le dollar jamaïcain s'est légèrement déprécié du fait de l'incertitude liée à la mise en œuvre du programme du FMI; toute baisse notable de la confiance pourrait se répercuter sur la monnaie et le profil de liquidité. Les banques devraient continuer de faire l'objet d'une surveillance soutenue en vue de relever des signes de tensions, en raison de l'ampleur de l'exposition à la dette souveraine.



Japon

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

Les exportateurs japonais en difficulté, qui font les frais de la vigueur du yen, se réjouissent de la récente dépréciation de la monnaie attribuable aux politiques vigoureuses et originales de la banque centrale. Cependant, le statut de valeur refuge du yen préviendra toute dépréciation continue de la monnaie durant l'horizon prévisionnel, même si l'instabilité pourrait s'aggraver. Les risques de crédit pourraient augmenter chez les PME actives auprès des grandes sociétés d'électronique procédant à des restructurations et des réductions de coûts. Les sociétés dont le bilan est étroitement lié à leurs activités en Chine pourraient subir les tensions générées par les conflits territoriaux.



Jordanie

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Neutres : (O)

Commentaires

La couverture des importations (4,5 mois) reste inférieure à la moyenne historique, l'interruption des expéditions de carburant en provenance de l'Égypte ayant obligé l'achat de carburant sur le marché ouvert. La baisse de l'activité touristique et la fermeture de certains axes routiers commerciaux maintiendront la croissance économique sous la barre des 3,5 % à court terme. La multitude de réfugiés, victime du conflit syrien, continue de lourdement peser sur les services publics et les infrastructures.

1.0 Sommaire**2.0 Prévisions par pays****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes**

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs



Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres



Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs



Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.



Kazakhstan

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 :

Modérés à élevés
Positifs : (+)

Commentaires

Le secteur bancaire se remet encore de la crise de 2009 et, à la fin 2012, plus du tiers des prêts bancaires étaient non productifs. La piètre qualité du crédit continuera de limiter la disposition des banques à prêter, si bien que le resserrement du crédit persistera en 2013. Le pays profite toutefois d'une conjoncture macroéconomique favorable et la croissance devrait s'accélérer légèrement cette année (+ 6 %) à la faveur de l'augmentation de la production pétrolière. Le pays s'est doté d'abondantes réserves en devises grâce à de généreux excédents du compte courant et un afflux continu d'investissements étrangers, ce qui lui permet d'atténuer le risque de change.



Kenya

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 :

Données insuffisantes
Positifs : (+)

Commentaires

L'économie kenyane poursuivra son dynamique essor, son PIB devant progresser de 5 % en 2013. La demande des consommateurs éperonnera l'économie, car les taux d'intérêt se modéreront en suivant l'inflation. Le shilling kenyan devrait rester stable, et les réserves en devises suffisantes (l'équivalent de plus de 4 mois de couverture des importations). Les élections de mars se sont déroulées sans heurt, les inquiétudes relatives aux manifestations de violence au lendemain des élections ne s'étant pas matérialisées. Toutefois, l'attaque sanglante commise au Kenya en septembre met en évidence la présence de risques permanents à la sécurité.



Koweït

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 :

Faibles
Négatifs : (-)

Commentaires

Le tassement des cours pétroliers mondiaux et un léger recul des exportations de pétrole brut limiteront la croissance à environ 1 % en 2013. Malgré tout, le royaume possède une importante couverture des importations et son compte courant devrait demeurer excédentaire. L'instabilité caractérise la scène politique koweïtienne. Les constantes confrontations entre les pouvoirs législatif et exécutif aboutissent souvent à des remaniements ministériels et de nouvelles élections. Les tensions sont toujours vives entre le gouvernement et les députés de l'opposition ayant boycotté les élections de décembre 2012, mais elles ne devraient pas perturber les activités commerciales.

1.0 Sommaire**2.0 Prévisions par pays****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes**

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs



Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres



Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs



Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.



Kirghizistan

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

En 2013, la dégradation de la sécurité a amené le président à déclarer l'état d'urgence en mai à la suite de violentes manifestations près de la première mine aurifère du pays (appartenant à des intérêts canadiens). L'incertitude politique accrue et la dégradation du contexte opérationnel plomberont la croissance cette année et l'an prochain. Le fléchissement des cours viendra considérablement limiter les recettes à l'exportation, qui constituent une source importante de devises.



Liban

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés à élevés*
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

Les clivages religieux demeurent profonds au Liban, ce qui empêche le Parlement de former un gouvernement stable. Les élections au départ prévues en juillet 2013 ont été reportées de 17 mois et se tiendront en novembre 2014. Certains groupes libanais participent activement à la guerre civile en Syrie. En 2012, le pays a accusé un déficit budgétaire sans précédent s'élevant à 9,1 % du PIB. Les banques nationales détiennent une bonne partie du service de la dette, ce qui limite les perspectives de croissance du crédit dans le secteur privé.



Libye

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Négatifs : (-)

Commentaires

Malgré de substantielles réserves en devises, le risque de non-paiement demeure élevé sur ce marché. Dans certains cas, des organismes publics ont été incapables d'éviter les retards de paiement du fait d'une administration défailante et d'une piètre gestion publique. En outre, le secteur continuera de se buter à un accès limité au financement bancaire. L'omniprésence de la violence politique, de la criminalité et des grèves perturbent le climat des affaires, en particulier le secteur pétrolier.

1.0 Sommaire**2.0 Prévisions par pays****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes**

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC

Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs



Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres



Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs



Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

**Lituanie****Niveau de risque**

Risques commerciaux à court terme :

Modérés

Antécédents de paiement d'EDC en 2012 :

Négatifs : (-)

Commentaires

Le pays affiche une croissance économique robuste, malgré la crise européenne, mais les indicateurs avancés annoncent un repli au deuxième semestre de 2013. Les importants afflux d'investissements éclipsent un déficit du compte courant négligeable, contribuant à un profil favorable des liquidités. Les conditions de crédit sur le marché intérieur demeurent toutefois difficiles, les chiffres faisant état d'une hausse des faillites au premier semestre de 2013. Le pays compte toujours adopter l'euro et devrait le faire en 2014.

**Malaisie****Niveau de risque**

Risques commerciaux à court terme :

Faibles

Antécédents de paiement d'EDC en 2012 :

Positifs : (+)

Commentaires

La croissance économique de la Malaisie est portée par les exportations et l'IDE à destination du secteur des exportations. Le climat malaisien des affaires est en maturation et se démarque favorablement par rapport aux autres pays de la région, notamment grâce à l'essor du secteur des infrastructures et d'étroites relations avec Singapour. La décélération de l'économie mondiale pourrait nuire aux exportations, comme ce fut le cas au premier semestre de 2013. Les réserves en devises et le profil de la dette extérieure rendent la présence de tout risque à la balance des paiements improbable. Malgré la perspective d'actions de la part de l'opposition, l'issue des élections serait bien accueillie par les entreprises.

**Mali****Niveau de risque**

Risques commerciaux à court terme :

Élevés

Antécédents de paiement d'EDC en 2012 :

Positifs : (+)

Commentaires

Le Mali, une économie à faible revenu tributaire de son secteur des exportations, a été le théâtre d'un coup d'État en 2012 et de conflits avec des rebelles islamistes dans le Nord du pays en 2013. Les tensions incessantes entre le gouvernement central et la minorité du Nord pourraient déclencher d'autres crises. L'élection récente d'un nouveau président civil est un pas dans la bonne voie. L'économie malienne s'est contractée en 2012, mais elle s'est remise de la crise à la faveur du soutien renouvelé de donateurs et de la production accrue des industries minière et cotonnière. Les réserves de devises du pays dépassent trois mois de couverture des importations.

1.0 Sommaire**2.0 Prévisions par pays****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes**

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC

Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs



Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres



Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs



Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.



Mauritanie

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 :

Modérés à élevés
Positifs : (+)

Commentaires

La Mauritanie est fortement tributaire de ses exportations de pétrole, de poissons et de minerai de fer. La production fluctue beaucoup et les recettes tirées de ces activités sont instables. Sur une note positive, les déficits vertigineux du compte courant – imputables aux importations de capitaux et aux activités connexes au secteur pétrolier – se sont résorbés ces dernières années et devraient à moyen terme demeurer bien inférieurs à leurs sommets historiques. L'instabilité politique et les activités d'Al-Qaïda au Maghreb islamiste (AQIM), groupe de militants islamistes mobilisé dans la région, constituent les plus importants enjeux intérieurs et rendent le climat des affaires difficile.



Maurice

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 :

Modérés
Positifs : (+)

Commentaires

La petite économie de Maurice a évité la récession lors de la dernière crise en raison de son dynamisme. Même si la croissance se modère sous l'effet d'une conjoncture mondiale difficile (surtout en raison des étroites relations commerciales entre Maurice et l'Europe), le pays maintiendra une robuste croissance du PIB avoisinant les 4 % en 2013. Les réserves en devises demeurent suffisantes; grâce à des politiques visant à juguler l'inflation, la monnaie devrait se stabiliser au cours de l'an prochain.



Mexique

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 :

Modérés
Positifs : (+)

Commentaires

La croissance de l'économie mexicaine a marqué le pas cette année sous l'effet du recul des dépenses dans l'industrie de la construction et la stagnation des exportations à destination du marché américain. Le pays possède des réserves en devises adéquates (l'équivalent de 3,9 mois de couverture des importations), un taux de change flexible, un faible niveau de dollarisation et un secteur bancaire solide.

1.0 Sommaire**2.0 Prévisions par pays****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes**

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs



Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres



Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs



Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.



Mongolie

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 :

Modérés à élevés
Positifs : (+)

Commentaires

L'inflation s'est modérée après avoir grimpé dans les deux chiffres en 2012, mais elle demeure préoccupante pour les pouvoirs publics et les entreprises. La banque centrale a pris le contrôle de la cinquième banque du pays en juillet 2013, soulignant les faiblesses du secteur bancaire attribuable à l'essor excessif du crédit ces dernières années. Les réserves en devises ont profité d'une importante émission obligataire sur les marchés mondiaux à la fin 2012. Le déficit du compte courant se creuse à cause des importations de machinerie et d'équipement, généralement financées au moyen de l'IDE. La baisse de l'IDE au premier semestre de 2013 s'explique par la rhétorique et les politiques populistes.



Maroc

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 :

Modérés
Positifs : (+)

Commentaires

Le PIB réel devait progresser de 3 % en 2013, ce qui contraste avec la croissance anémique de 2,5 % l'an dernier. Le grand frein à la croissance : le tassement de la demande de minerais (phosphates) de la part des partenaires commerciaux européens et la baisse des recettes touristiques attribuable au recul économique en Europe. On devrait assister à une reprise des exportations agricoles éprouvées en 2012 par la sécheresse. Les réserves en devises demeureront suffisantes à quatre mois de couverture des importations.



Mozambique

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 :

Modérés à élevés
Données insuffisantes

Commentaires

La robuste croissance économique persistera à moyen terme. Il existe de vastes débouchés dans les industries extractives (gaz naturel et charbon) et de l'infrastructure. Les principaux risques résident dans la faiblesse du contexte commercial miné par la corruption, un système juridique défaillant et des exigences de possession des devises. L'essor de l'industrie des hydrocarbures et du secteur de l'infrastructure connexe a dopé les importations et gonflé le déficit du compte courant.

1.0 Sommaire**2.0 Prévisions par pays****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes**

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs



Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres



Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs



Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.



Namibie

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

L'économie poursuivra sa progression à un rythme rapide, mais moins soutenu, au cours des deux prochaines années en inscrivant une croissance du PIB d'environ 4 % en 2013. L'intégration de la Namibie à la zone monétaire commune d'Afrique occidentale a permis d'atténuer les risques de change; la monnaie locale (dollar namibien) devrait pendant deux ans rester arrimée au rand sud-africain. L'économie du pays est fortement tributaire de la production minière et son évolution est intimement liée à celle de l'Afrique du Sud, son principal partenaire commercial.



Pays-Bas

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

Les antécédents de paiement sur ce marché sont excellents.



Nigéria

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés à élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

Les risques à court terme sont attribuables à une piètre gouvernance (p. ex. forte corruption et manque de transparence) et à un régime réglementaire lacunaire. Malgré ce contexte, le Nigéria présente des fondamentaux économiques solides. L'activité soutenue de la production pétrolière et des activités hors pétrole dynamisera la croissance globale pour la porter à 7 % à 2013. Les infrastructures, y compris mais sans s'y limiter l'alimentation en électricité, sont considérées inadéquates et continueront de freiner la croissance globale à court terme.

1.0 Sommaire**2.0 Prévisions par pays****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes**

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC

Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs



Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres



Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs



Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

**Oman****Niveau de risque**

Risques commerciaux à court terme : Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

En réaction au mouvement du printemps arabe, le gouvernement a bonifié les salaires des fonctionnaires et les prestations d'assurance emploi, relevant le nombre des subventions et créant plus de 36 000 emplois dans le secteur public en 2012. Outre ces mesures de relance budgétaires, l'économie profite aussi de l'assouplissement de la politique monétaire et du maintien de l'arrimage au dollar américain. La croissance du royaume devrait continuer d'osciller autour de 5 % en 2013. Les exportations pétrolières, pilier de l'économie, sont surtout destinées à l'Asie. Les réserves en devises restent stables (l'équivalent de cinq mois de couverture des importations).

**Pakistan****Niveau de risque**

Risques commerciaux à court terme : Modérés à élevés*
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

Les risques économiques, politiques et en matière de sécurité demeurent élevés sur ce marché. Les tensions sur les réserves en devises continueront de s'intensifier, de nouveaux et imposants paiements de la dette devant être effectués en 2013. Les risques d'une crise de la balance des paiements s'intensifient et tout échec à conclure un accord avec le FMI entraînerait, à tout le moins, une multiplication des retards de paiement.

**Panama****Niveau de risque**

Risques commerciaux à court terme : Faibles à modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

Le Panama possède un système bancaire intégré et solide. La qualité du crédit, la capitalisation et les niveaux de liquidités y sont jugés acceptables. Il est très peu probable que le pays abandonne la dollarisation. La chute des prix des aliments et du combustible a entraîné un recul de l'inflation, dont le taux dépasse toujours les 5 %. Le pays maintiendra sa croissance vigoureuse grâce au projet d'agrandissement du canal. Les antécédents de paiement sur ce marché sont jugés bons.

1.0 Sommaire**2.0 Prévisions par pays****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes**

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs



Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres



Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs



Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.



Pérou

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 :

Faibles à modérés
Positifs : (+)

Commentaires

Malgré une légère décélération imputable au ralentissement en Chine et à la chute du cours des métaux, la croissance devrait atteindre 6 % cette année, à la faveur du maintien de la consommation et de l'investissement. Les abondantes réserves en devises atténueront la vulnérabilité de l'économie aux mouvements du cours des matières premières. Le sol péruvien poursuivra sa chute au gré du retrait progressif de l'assouplissement quantitatif aux États-Unis.



Philippines

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 :

Modérés
Positifs : (+)

Commentaires

La demande intérieure et les envois de fonds ont amorti le choc du repli de la demande extérieure. Il est facile d'accéder à des liquidités dans la monnaie locale (le peso philippin) et les réserves en devises demeurent très abondantes. Les rentrées de capitaux spéculatifs et les importants envois des travailleurs à l'étranger renforcent le peso; la banque centrale a assoupli les règles liées aux devises dans l'espoir d'enrayer son appréciation. Les perspectives de croissance demeurent très prometteuses jusqu'en 2016. La conduite des affaires à l'extérieur des grandes villes peut être entravée par la bureaucratie et les problèmes de capacité des administrations locales, ce qui peut causer des retards considérables et des défis. La corruption reste un défi pour les entreprises étrangères.



Pologne

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 :

Modérés
Positifs : (+)

Commentaires

Malgré les défis posés par le difficile contexte économique européen, la croissance du PIB se ralentira pour s'établir autour de 1,7 % en 2013. La Pologne compte parmi les rares pays européens dont l'économie est florissante, grâce une demande intérieure toujours vigoureuse. Toutefois, le pays n'est pas à l'abri des effets de la crise de la dette européenne.

1.0 Sommaire**2.0 Prévisions par pays****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes**

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC

Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs



Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres



Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs



Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.



Portugal

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :

Modérés

Antécédents de paiement d'EDC en 2012 :

Négatifs : (-)

Commentaires

Les sociétés portugaises naviguent dans une difficile récession. Le pays devrait voir son PIB chuter de 2,8 % en 2013 et de nouveau de 0,5 % l'an prochain; l'accès très limité des banques aux fonds privés contribuera au resserrement des conditions de crédit. Les antécédents de paiement se sont dégradés, mais ils sont jugés encore passables.



Qatar

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :

Faibles

Antécédents de paiement d'EDC en 2012 :

Positifs : (+)

Commentaires

La croissance a reculé par rapport aux sommets dans les deux chiffres de 2011, et elle devrait se fixer autour de 5 % en 2013. L'arrimage de la monnaie au dollar américain devrait se poursuivre. Les réserves en devises sont suffisantes (plus de dix mois de couverture des importations) et le compte courant devrait demeurer excédentaire. La stabilité devrait régner sur la scène politique intérieure.



Roumanie

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :

Modérés

Antécédents de paiement d'EDC en 2012 :

Positifs : (+)

Commentaires

La croissance, nulle en 2012, devrait grimper à 1,6 % en 2013, surtout éperonnée par la demande intérieure. L'accès au crédit demeure limité, le secteur bancaire national étant touché par le désendettement des banques mères de la zone euro. Le secteur bancaire est dominé (à 83 %) par les banques étrangères, d'où l'exposition aux retombées de l'union économique et monétaire (UEM). La prudence est de mise dans les transactions avec les gouvernements locaux et les sociétés publiques puisque les arriérés continuent de poser problème auprès des acheteurs du secteur public.

1.0 Sommaire**2.0 Prévisions par pays****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes**

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs



Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres



Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs



Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

**Russie****Niveau de risque**

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

La croissance économique a été plus faible que prévu en 2013 en raison du recul de la croissance du crédit et de la baisse des gains salariaux. Le rouble restera stable; à l'issue de changements en cours, la banque centrale autorisera davantage de circulation de la monnaie (en d'autres termes, la banque centrale choisit de jouer sur la cible d'inflation plutôt que d'intervenir sur le taux de change, mais comme il s'agit d'un processus graduel, aucun mouvement d'envergure n'est prévu cette année. Les conditions de liquidité continueront d'être favorables à moins d'un plongeon des cours pétroliers (ce scénario n'est pas envisagé).

**Arabie saoudite****Niveau de risque**

Risques commerciaux à court terme : Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Neutres : (O)

Commentaires

Grâce à d'abondantes réserves en devises, la couverture des importations devrait demeurer élevée (+35 mois). L'arrimage de la monnaie au dollar américain devrait se poursuivre. Malgré un risque géopolitique accru, aucune perturbation importante des activités commerciales n'est prévue. Le secteur bancaire reste bien capitalisé. La croissance s'est stabilisée à 4 % en 2013, contre 8,5 % en 2011 alors qu'elle était surtout portée par les fortes augmentations des dépenses publiques.

**Sénégal****Niveau de risque**

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Négatifs : (-)

Commentaires

L'économie dépend du tourisme européen et des exportations de principaux produits de base (surtout des produits agricoles et de la mer). La croissance économique, modeste ces dernières années, devrait s'accélérer et atteindre 4 % en 2013. Le manque de fiabilité des réseaux d'énergie et de transport bride la croissance. Les prix élevés du carburant ces dernières années grèvent le bilan des sociétés d'État et privées obligeant les services publics fournissant l'électricité à des tarifs subventionnés à imposer des coupures de courant périodiques. La situation énergétique devrait s'améliorer en 2013. Les réserves en devises sont suffisantes (l'équivalent d'environ trois mois de couverture des importations).

1.0 Sommaire**2.0 Prévisions par pays****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes**

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC

Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs



Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres



Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs



Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.



Singapour

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

Singapour est un marché concurrentiel et favorable aux investisseurs où les salaires sont élevés. Son ouverture au commerce et à l'investissement rend sa croissance intérieure exposée au fléchissement de la demande en provenance des États-Unis, de l'Union européenne et d'autres de ses principaux partenaires commerciaux. Le profil de la balance des paiements devrait demeurer excellent vu les importantes réserves en devises et les excédents commerciaux.



Afrique du Sud

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

La crise de la zone euro et le tassement de la demande asiatique ont pesé sur le secteur sud-africain des exportations. Les grèves dans le secteur minier ont entamé encore plus la croissance en 2012. Malgré tout, le secteur bancaire est solide et l'Afrique du Sud peut se targuer d'avoir l'un des plus robustes contextes opérationnels du continent. Le rand a perdu 10 % de sa valeur en 2012, et il continue de se déprécier, signalant une baisse de la confiance chez les investisseurs.



Corée, République de

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

L'économie et le contexte commercial sont à maturité et capable d'absorber la plupart des chocs. La volatilité de la monnaie et le ralentissement possible des autres marchés figurent parmi les principaux risques de dégradation pour l'économie et les fabricants axés sur l'exportation. Les banques dépendent toujours du crédit extérieur à court terme, mais les abondantes réserves en devises et les accords de crédit réciproques conclus avec les États-Unis, le Japon et la Chine offrent une protection adéquate. Le régime commercial se libéralise, mais il subsiste des entraves au commerce – dont les tarifs élevés ciblant les produits agricoles. Une intensification de l'instabilité pourrait se produire advenant une recrudescence des tensions avec la Corée du Nord.

1.0 Sommaire**2.0 Prévisions par pays****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes**

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs



Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres



Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs



Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.



Espagne

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

L'Espagne devant composer avec une économie atone, elle verra son PIB se contracter de nouveau de 1,6 % en 2013 avant de renouer avec une croissance modeste l'an prochain. Les entreprises ont du mal à accéder au crédit, les banques ayant accusé des pertes massives lors de l'éclatement de la bulle immobilière. L'intervention de la Banque centrale européenne a empêché les rendements sur les obligations d'atteindre des niveaux insoutenables, mais les marchés restent nerveux ce qui contribue au maintien de conditions de crédit serrées. Les antécédents de paiement aux exportateurs à l'étranger continuent d'être passables.



Sri Lanka

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés à élevés*
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Négatifs : (-)

Commentaires

Les réserves en devises offrent une couverture adéquate des importations. Le pays assistera à un redémarrage de la croissance en 2014 et par la suite. Les déficits budgétaire et du compte courant sont colossaux, mais ils seront en bonne partie financés par l'IDE et les nouveaux emprunts à moyens et à long termes. Les victoires successives du président Rajapaksa (en 2005 et 2010) ainsi que son programme de développement de l'économie après la fin de la guerre civile assurent la stabilité politique et la continuité des politiques. Jusqu'ici, la population a toléré son penchant pour l'exercice autocratique du pouvoir en raison de la performance économique du pays.



Taiwan, province de Chine

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

Le pays semble renouer avec la croissance, à la faveur d'une amélioration progressive des perspectives mondiales. L'assainissement des relations avec la Chine fait suite au poids politique accru dont profite le parti KMT. Les réserves en devises représentent plus d'une année de couverture des importations; les retards de paiement sont rares sur ce marché en raison de la solide position de créancier net de Taïwan.

1.0 Sommaire**2.0 Prévisions par pays****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes**

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.



Tanzanie

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Données insuffisantes

Commentaires

Malgré des pannes de courant constantes et aiguës, l'économie devrait progresser de 7 % en 2013, soit bien au-delà de la moyenne régionale. L'inflation a commencé à se modérer à la fin 2012, et cette tendance devrait se maintenir. Des besoins grandissants sur le plan énergétique exerceront des pressions sur le compte courant, les réserves en devises et sans doute le shilling cette année. Le contexte commercial souffre des niveaux élevés de corruption, mais des réformes positives au régime réglementaire contribuent à créer un climat plus favorable pour les investisseurs.



Thaïlande

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

L'économie thaïe, très axée sur les exportations, demeure vulnérable aux épisodes de recul de l'économie mondiale. Malgré tout, les réserves en devises y demeurent adéquates et la présence de risques influant sur la balance des paiements est improbable. La hausse des salaires et l'appréciation du baht semblent problématiques pour les PME, ce qui vient accroître les risques de non-paiement. L'instabilité politique demeure une source de préoccupation; la perturbation des activités commerciales est généralement de courte durée.



Trinité-et-Tobago

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

Les risques à court terme d'illiquidité sont jugés faibles vu les importantes réserves dont dispose le pays, notamment par l'entremise du fonds du patrimoine et de stabilisation (HSF). La forte dépendance aux exportations énergétiques compte parmi les risques de dégradation de l'économie de l'archipel.

positifs



Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres



Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs



Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

1.0 Sommaire**2.0 Prévisions par pays****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes**

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC

Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs



Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres



Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs



Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.



Tunisie

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

Les réserves en devises demeurent assez faibles. La croissance économique redémarre lentement depuis la contraction de l'activité survenue en 2011, après la révolution. Le dynamisme restera modéré du fait des difficultés de la zone euro, la première destination des exportations tunisiennes ainsi qu'une source de touristes et d'envois de fonds. Les grèves et les manifestations localisées, ciblant surtout des enjeux socio-économiques et dans, certains cas, des controverses sur des questions constitutionnelles, seront fréquentes et pourraient engendrer de brèves interruptions de l'activité commerciale.



Turquie

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

Les manifestations contre le pouvoir à la fin de mai dernier, à la suite de l'intervention policière visant un groupe d'environnementalistes manifestant contre la démolition d'un parc à Istanbul, a déclenché un tollé général. La Turquie est vulnérable à toute baisse de la confiance des investisseurs; ainsi, toute inversion à court terme du flux des capitaux compromettrait sérieusement la capacité du secteur commercial de refinancer ses dettes. Aux risques politiques s'ajoute celui de l'annonce selon laquelle la Réserve fédérale abandonnerait bientôt sa politique d'assouplissement quantitatif. Cette mesure infléchirait la valeur de la lira et obligerait la banque centrale à intervenir sur les marchés.



Turkménistan

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Données insuffisantes

Commentaires

La croissance économique est et demeurera très robuste (la croissance du PIB avoisine les 10 % en 2012) surtout grâce à l'investissement et à la production dans le secteur énergétique. Cependant, il existe des mesures de restriction des transferts, et le gouvernement exerce un contrôle très strict sur toutes les facettes de l'économie et du secteur financier.

1.0 Sommaire**2.0 Prévisions par pays****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes**

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs



Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres



Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs



Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.



Ouganda

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 :

Modérés à élevés
Positifs : (+)

Commentaires

Les risques à court terme proviennent de la dépendance constante du pays envers l'aide financière des donateurs et des tensions récentes dans les relations avec ces derniers. Les fluctuations de la monnaie et les déficits chroniques du compte courant ont un effet inhibiteur sur l'économie, en particulier son petit secteur des exportations. Les perspectives de croissants sont prometteuses, mais la vigueur de la demande des importations liées à la nouvelle industrie pétrolière maintiendra le compte courant résolument déficitaire (un déficit équivalent à plus de 10 % du PIB).



Ukraine

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 :

Modérés à élevés*
Données insuffisantes

Commentaires

Le programme du FMI étant hors de portée et l'accès au marché trop coûteux, le pays assiste à la détérioration de ses conditions de liquidité (la couverture des importations est passée sous la barre des trois mois). La banque centrale est activement intervenue sur le marché des changes pour renforcer la monnaie arrimée à l'hryvnia et, fin 2012, des mesures de contrôle des capitaux ont été mises en place. Vu la croissance atone et les imposants besoins de financement extérieur, une dévaluation de 10 à 20 % est inévitable. Les dernières élections ont peu contribué à garantir la stabilité politique et à améliorer la prévisibilité des politiques.



Émirats arabes unis

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 :

Modérés
Positifs : (+)

Commentaires

Les Émirats arabes unis ont renoué avec la croissance depuis la crise de la dette à Dubaï déclenchée par le tassement du commerce international. La croissance devrait se situer en moyenne à 2,5 % en 2013. Les ÉAU devraient sans aucun doute dégager des excédents du compte courant et des réserves en devises peu abondantes mais adéquates (l'équivalent de 2 à 3 mois de couverture des importations). Des sociétés publiques de Dubaï continuent de composer avec un risque de refinancement et pourraient être autorisées à défaillir à leurs obligations si leur rôle n'est pas jugé stratégique par le gouvernement et si aucun accord n'est intervenu avec les créanciers.

1.0 Sommaire**2.0 Prévisions par pays****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes**

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs



Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres



Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs



Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.



Royaume-Uni

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

Les entreprises britanniques doivent composer avec une économie léthargique dont le PIB progressera à peine de 0,5 % en 2013. Les entreprises ont du mal à accéder au crédit, les banques ayant accusé d'immenses pertes lors de l'éclatement de la bulle immobilière. L'intervention de la Banque d'Angleterre a permis la circulation d'énormes liquidités, mais les marchés demeurent nerveux ce qui contribue au maintien de conditions de crédit serrées. Les antécédents de paiement aux exportateurs à l'étranger continuent d'être jugés bons.



États-Unis

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

Le secteur privé américain a le vent en poupe. Malgré une profitabilité sans précédent et une trésorerie historique, les entreprises privilégient la prudence en matière d'investissement et d'embauche, vu l'incertitude qui plane et la fragilité de la reprise. L'industrie de l'habitation se redresse et l'accès au crédit est jugé excellent, même pour les PME. Les principaux risques influant sur les perspectives sont les compressions du secteur public susceptibles de plomber la croissance.



Uruguay

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Négatifs : (-)

Commentaires

En raison d'un fort niveau de dollarisation, le pays est vulnérable aux pressions à la baisse sur le taux de change. De plus, bon nombre d'acheteurs du secteur privé sont exposés, quoique de façon moins marquée, au risque d'une évolution négative de l'économie argentine (notamment les secteurs du tourisme, de l'immobilier, du cuir et du textile). Ces risques sont atténués grâce à une étroite surveillance de la part des banques et d'abondantes réserves en devises (l'équivalent de 11 mois d'importations). Il n'existe aucune mesure de contrôle en matière de transférabilité et de convertibilité et le compte de capital est ouvert.

1.0 Sommaire**2.0 Prévisions par pays****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes**

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.



Venezuela

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés à élevés*
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Négatifs : (-)

Commentaires

L'utilisation de mesures strictes de contrôle régissant la convertibilité et le transfert des devises fortes servant aux paiements des marchandises importées demeure le principal frein à l'activité commerciale. Sauf pour de rares exceptions, la plupart des acheteurs privés doivent produire un « certificat de production intérieure insuffisante » pour être autorisés à importer les biens en question. Cette exigence ne s'applique pas aux acheteurs publics. Les retards de paiement sont courants et les problèmes attribuables à l'insuffisance des infrastructures portuaires pourraient toucher les expéditions, en particulier du secteur alimentaire. Malgré la dévaluation survenue début 2013, les pressions sur la monnaie devraient persister.



Vietnam

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés à élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Positifs : (+)

Commentaires

L'activité économique demeure tempérée par la faiblesse des secteurs bancaire et financier ainsi que le resserrement des conditions de crédit. Le nombre de faillites reste élevé. Les pressions inflationnistes se sont relâchées, mais de récentes mesures d'assouplissement pourraient raviver les attentes. Le pays a augmenté ses réserves en devises, mais elles offrent encore une couverture des importations inadéquate. Le Vietnam reste exposé aux chocs économiques intérieurs et extérieurs. Toute baisse de l'IDE limiterait l'accès aux devises et augmenterait les retards de paiement.



Yémen

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 : Données insuffisantes

Commentaires

Le pays peine toujours à passer à un régime démocratique. La production de pétrole brut et de pétrole raffiné continuera d'être déprimée en raison du manque de capacité pipelinrière causée par les attaques de groupes terroristes ou tribaux. Des pressions continueront de s'exercer sur le riyal vu le déficit projeté du compte courant. Cependant, la situation économique s'améliorera par rapport au marasme de 2011-2012, car les prévisions de croissance se chiffrent à 4 % pour 2013. Les transferts des états donateurs du golfe feront contrepoids au déficit commercial et, par là, empêcheront toute dévaluation désordonnée de la monnaie et appuieront les dépenses publiques.

positifs



Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres



Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs



Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

1.0 Sommaire**2.0 Prévisions par pays****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes**

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.



Zambie

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :
Antécédents de paiement d'EDC en 2012 :

Modérés à élevés
Positifs : (+)

Commentaires

La forte dépendance du pays envers les exportations de cuivre (70 % des recettes à l'exportation) expose la Zambie à des corrections des prix. L'augmentation de la production minière met à l'épreuve les infrastructures. Des défis de taille liés au contexte opérationnel, dont la corruption, composent aussi le profil de risques à court terme. On note une amélioration des facteurs macroéconomiques fondamentaux et la souscription réussie d'obligations d'une valeur de 750 millions de dollars américains sur le marché des euro-obligations témoigne de la très favorable disposition des investisseurs face au risque que présente la Zambie. L'économie devrait progresser de près de 8 % en 2013; les réserves en devises et le service de la dette demeureront à des niveaux acceptables.

positifs



Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres



Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs



Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

5.2 Risques de non-paiement

Amérique latine

Risques de non-paiement à court terme



1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

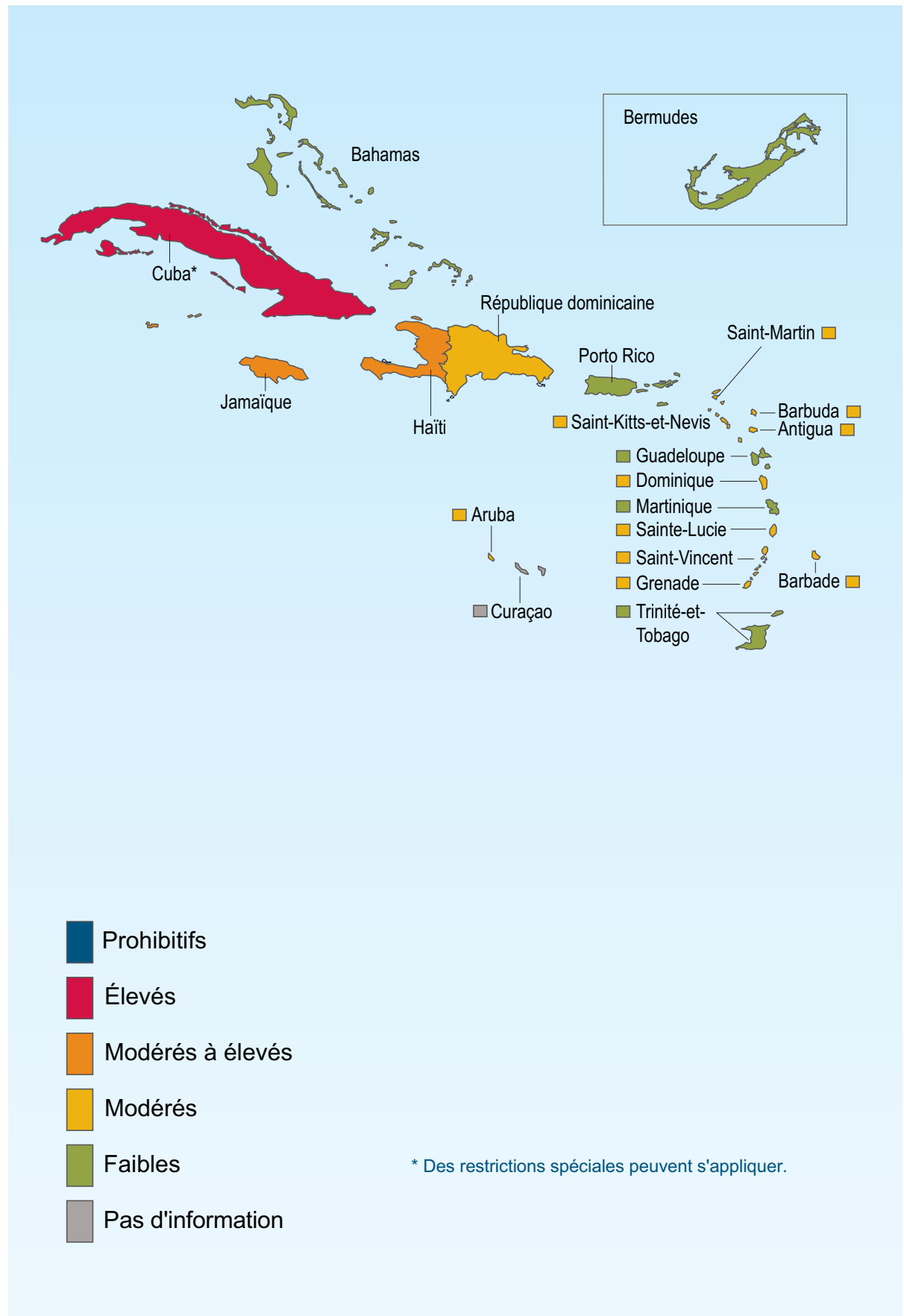
5.0 Annexes

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antilles

Risques de non-paiement à court terme



1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Asie-Pacifique

Risques de non-paiement à court terme



1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

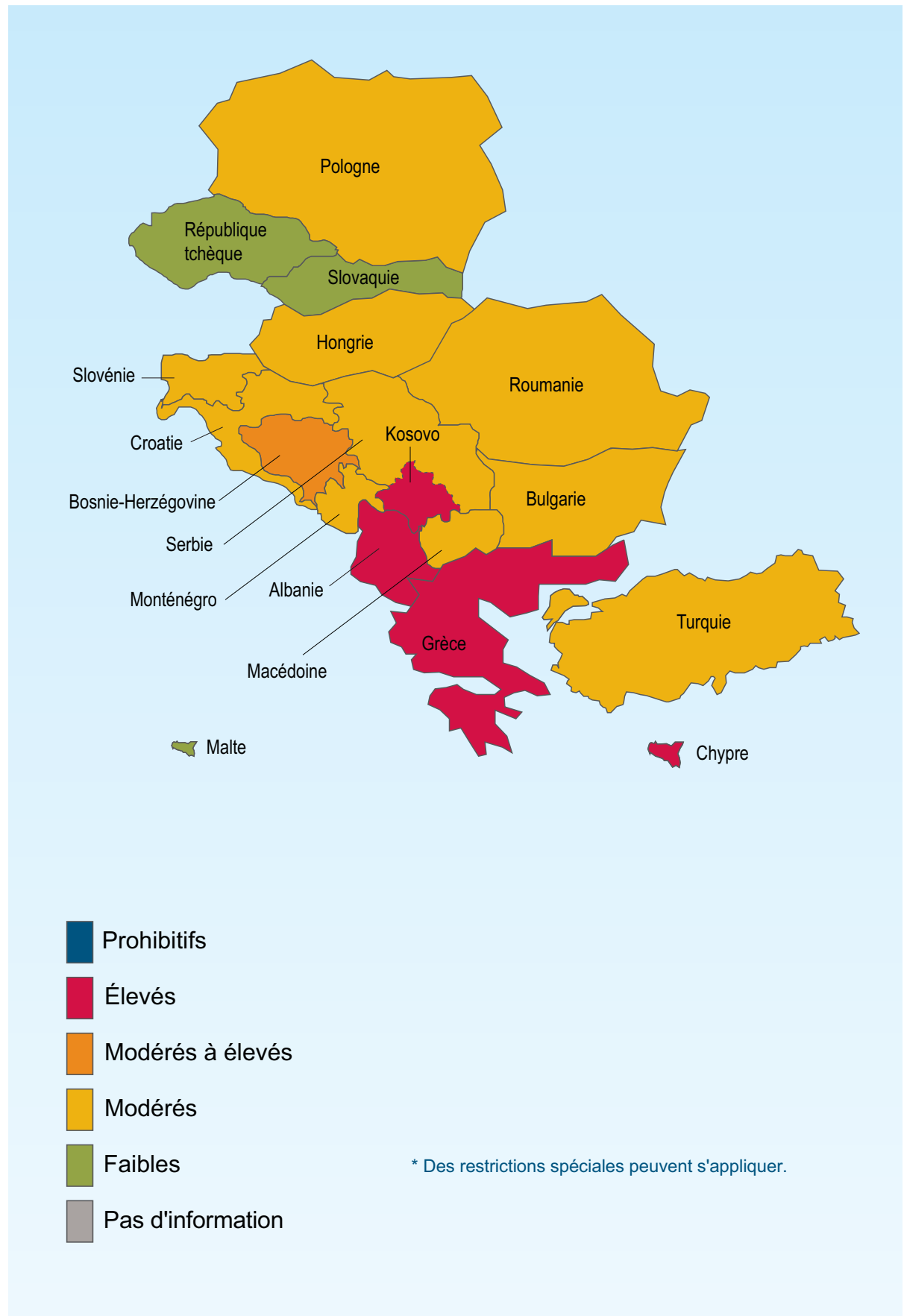
5.0 Annexes

5.1 Antécédents et position
d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Europe centrale

Risques de non-paiement à court terme



1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

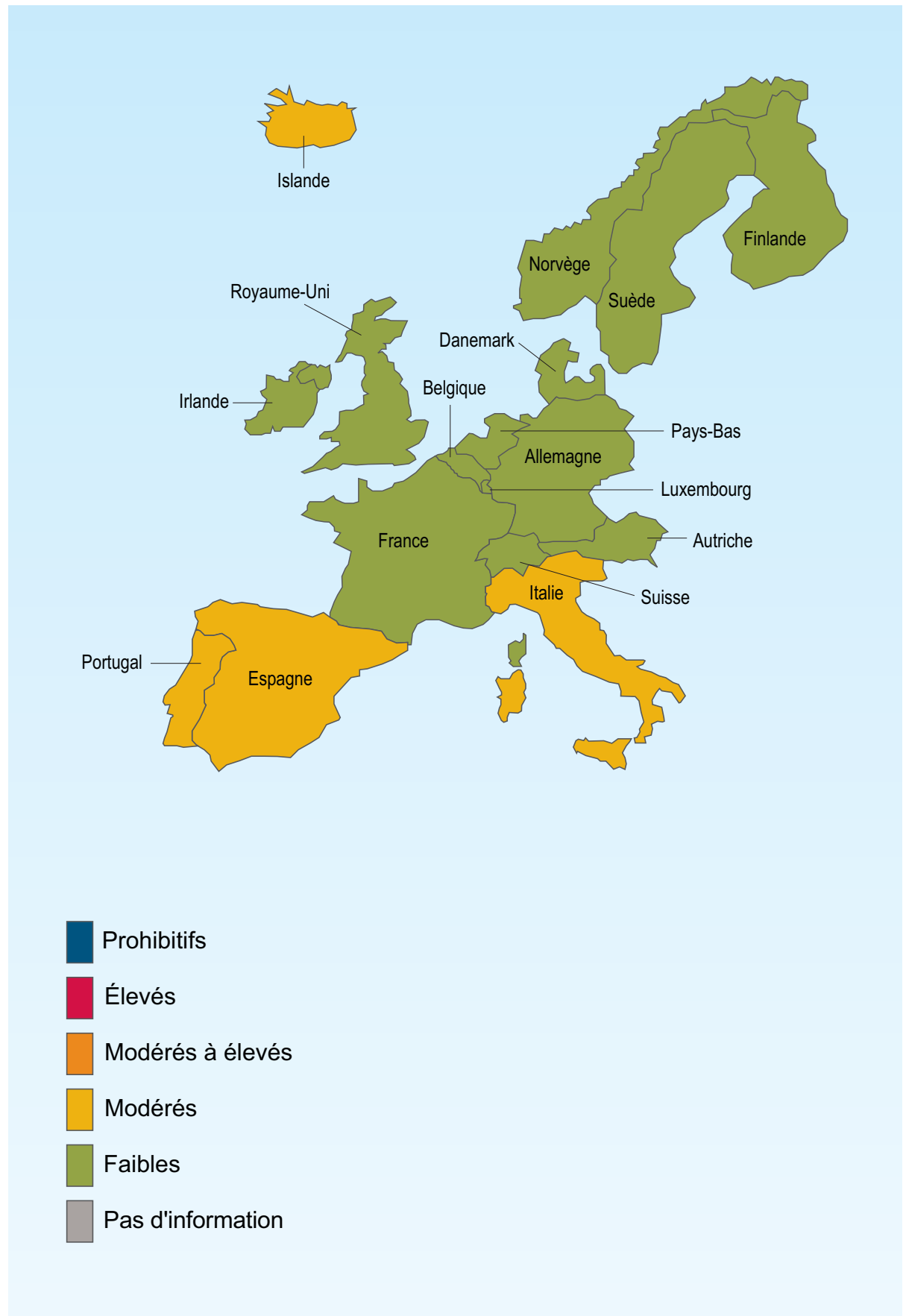
5.0 Annexes

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Europe occidentale

Risques de non-paiement à court terme



1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Ex-URSS

Risques de non-paiement à court terme



1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

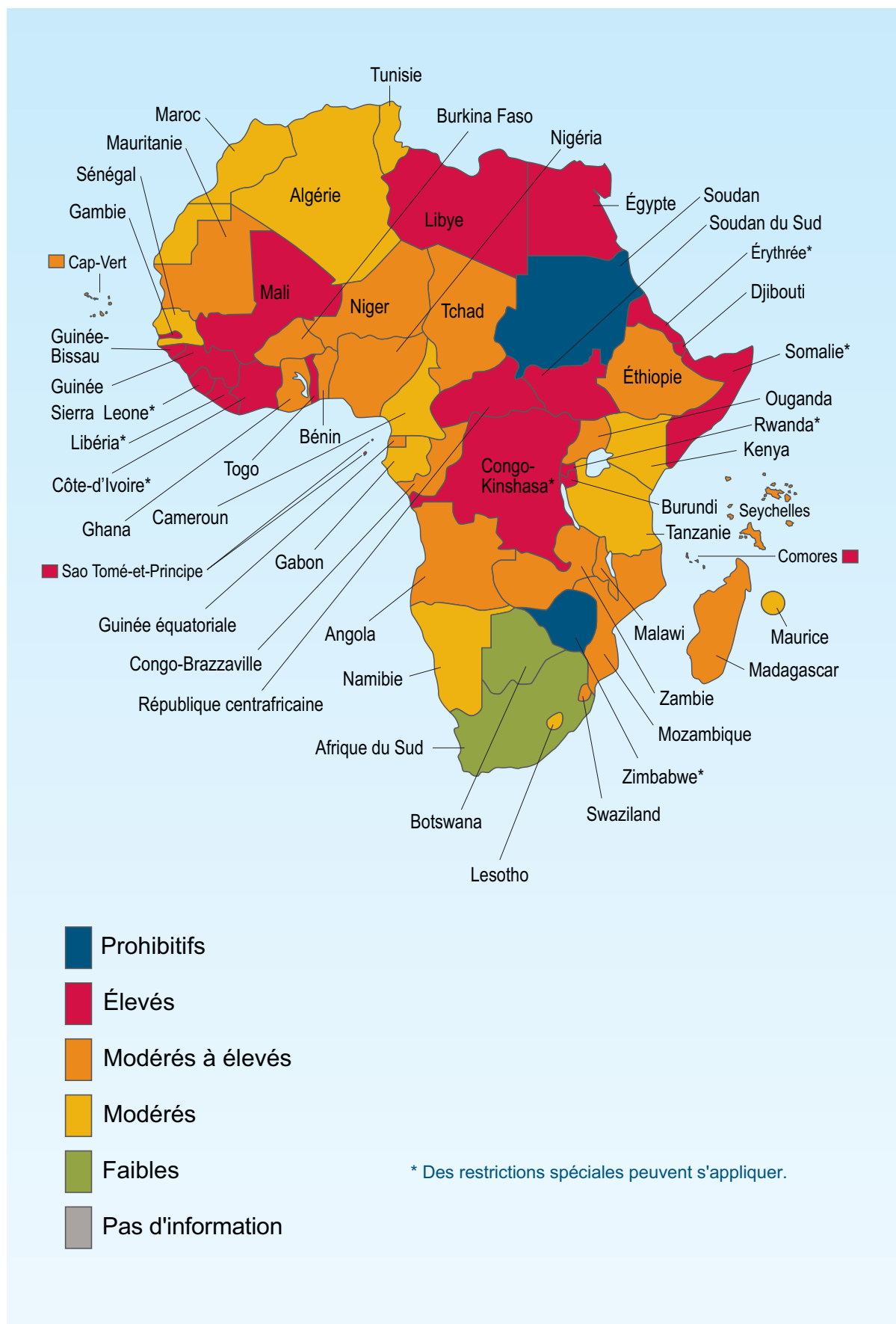
5.0 Annexes

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Afrique

Risques de non-paiement à court terme



1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

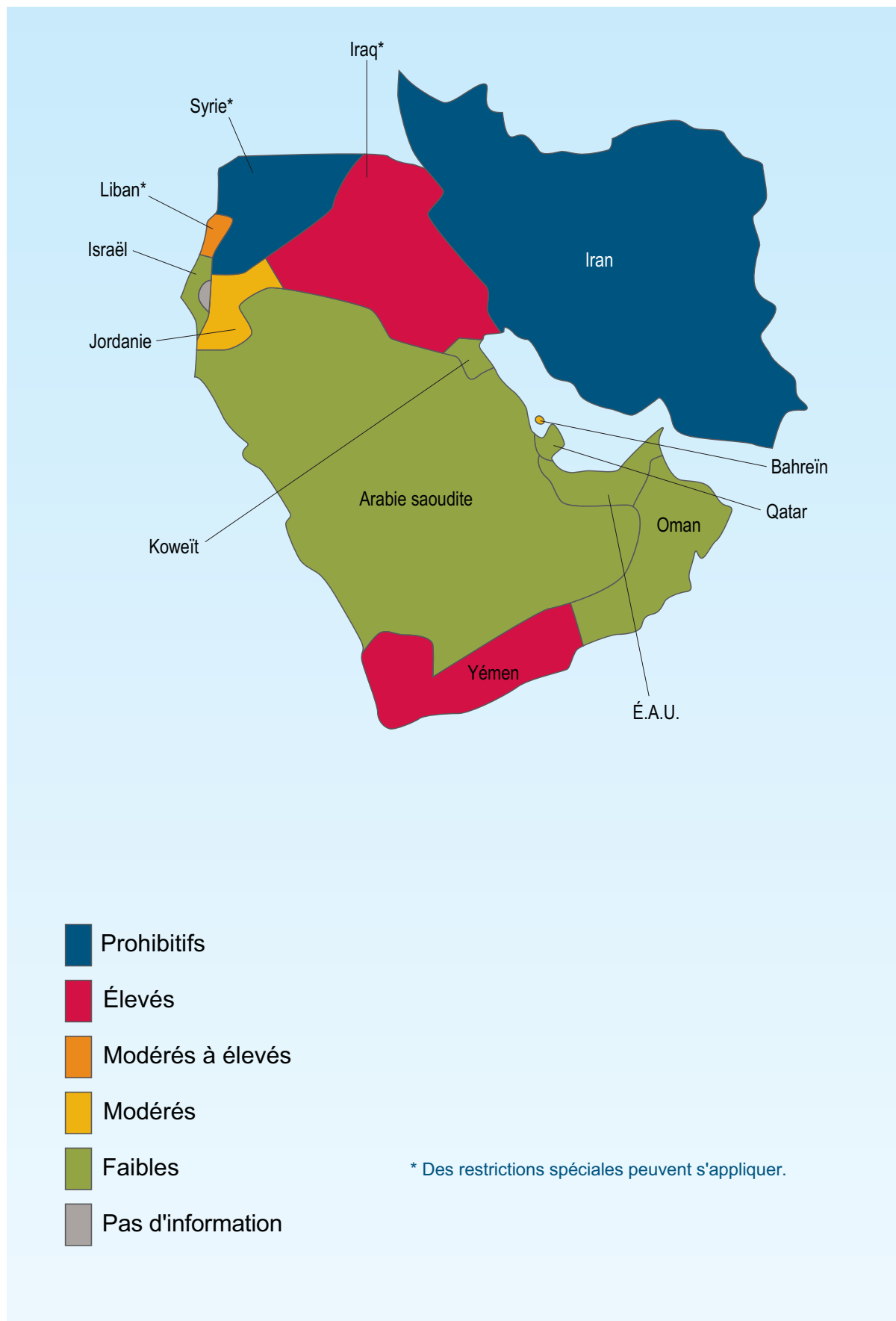
5.0 Annexes

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Moyen-Orient

Risques de non-paiement à court terme



1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Amérique latine

Risques de non-paiement à moyen et à long termes



1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antilles

Risques de non-paiement à moyen et à long termes



1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Asie-Pacifique

Risques de non-paiement à moyen et à long termes



1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

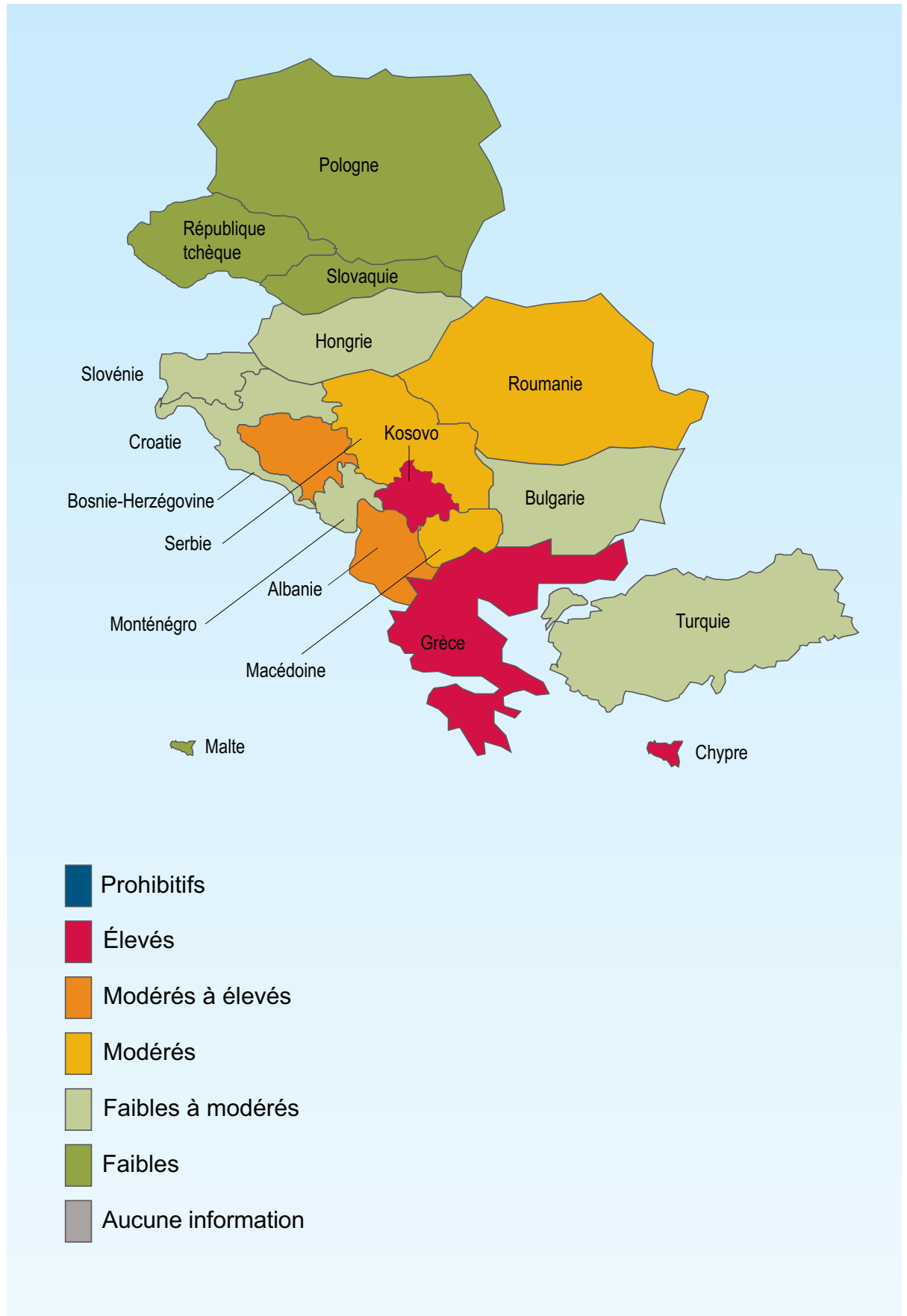
5.0 Annexes

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Europe centrale

Risques de non-paiement à moyen et à long termes



1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

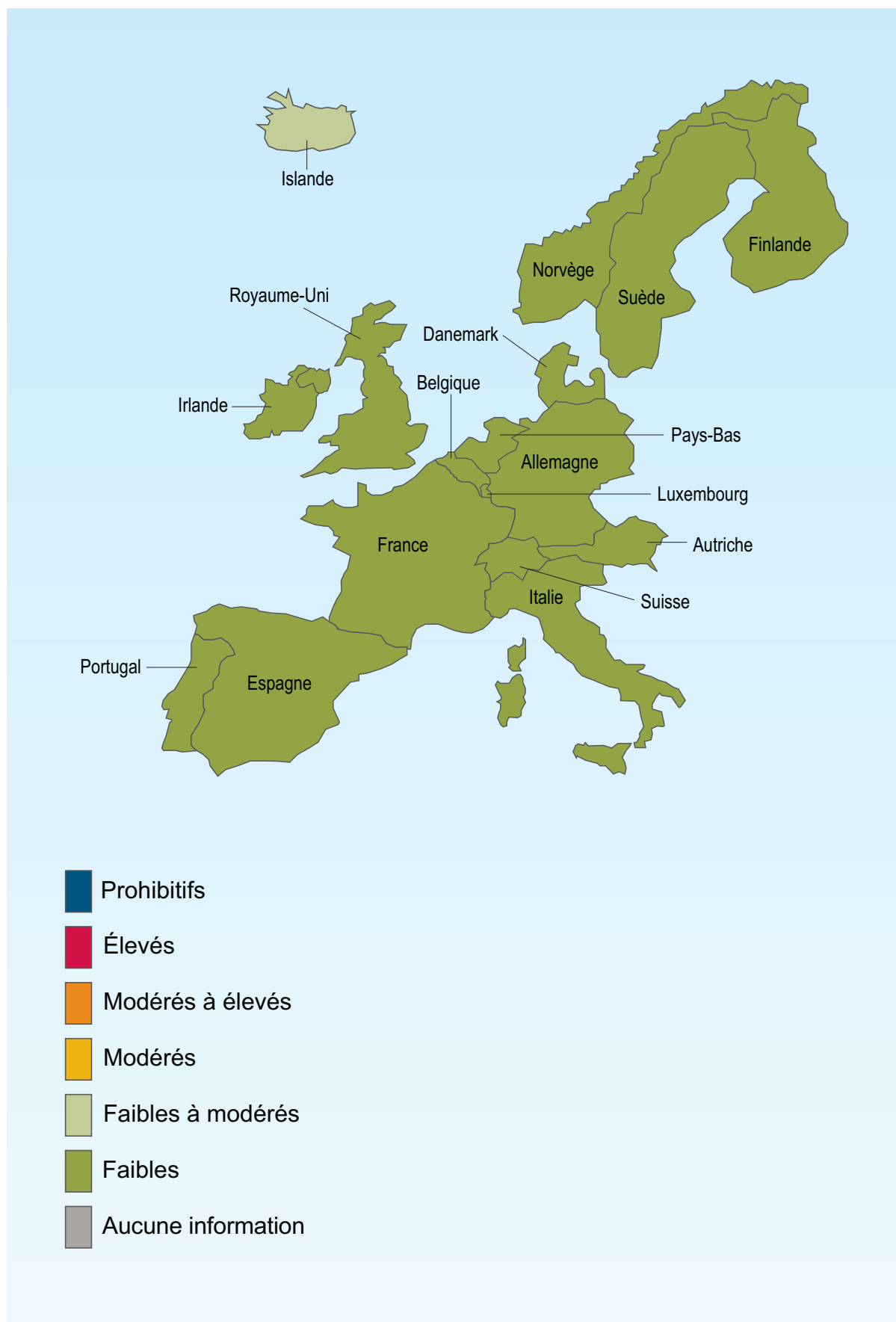
5.0 Annexes

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Europe occidentale

Risques de non-paiement à moyen et à long termes



1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

5.1 Antécédents et position
d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Ex-URSS

Risques de non-paiement à moyen et à long termes



1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

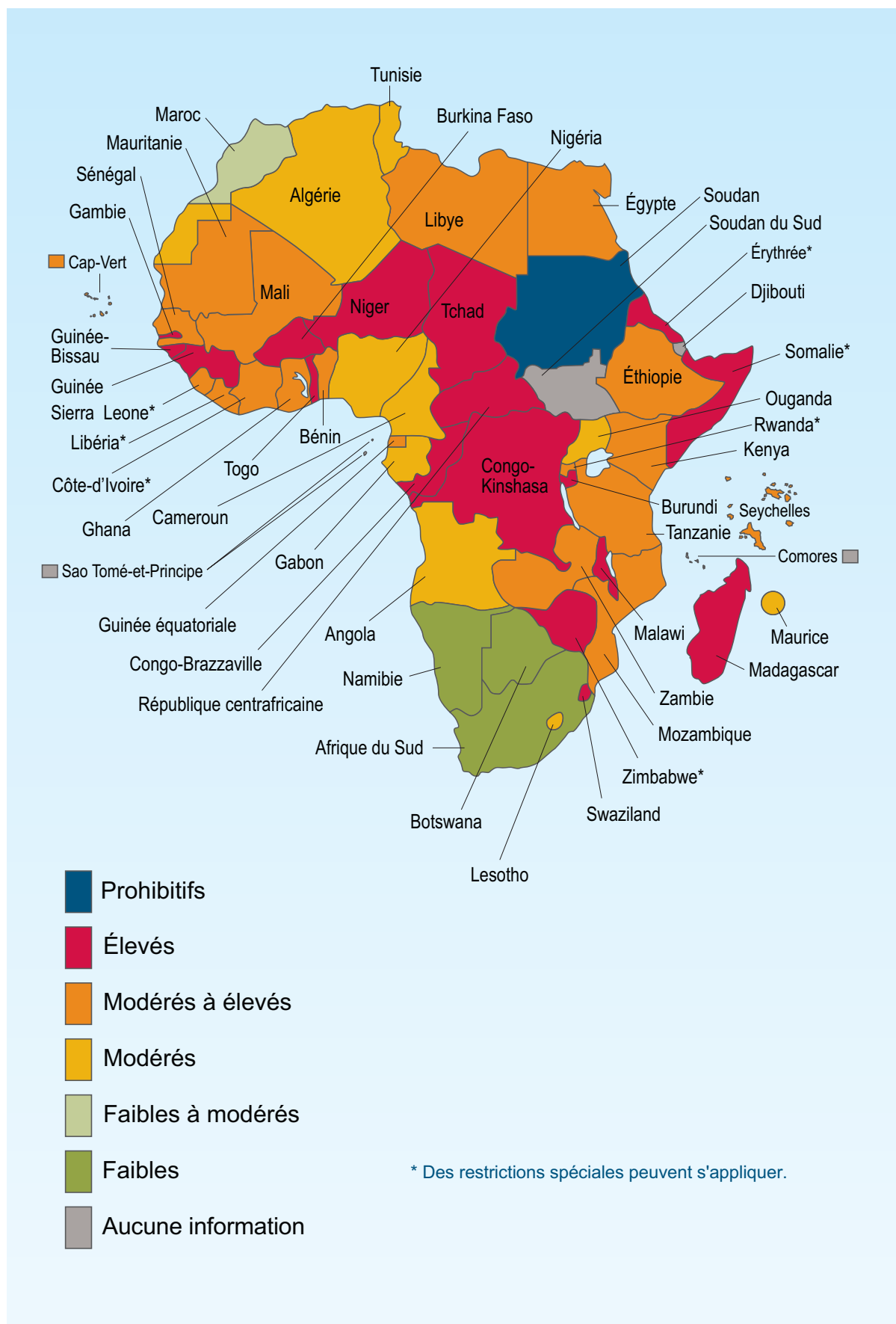
5.0 Annexes

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Afrique

Risques de non-paiement à moyen et à long termes



1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

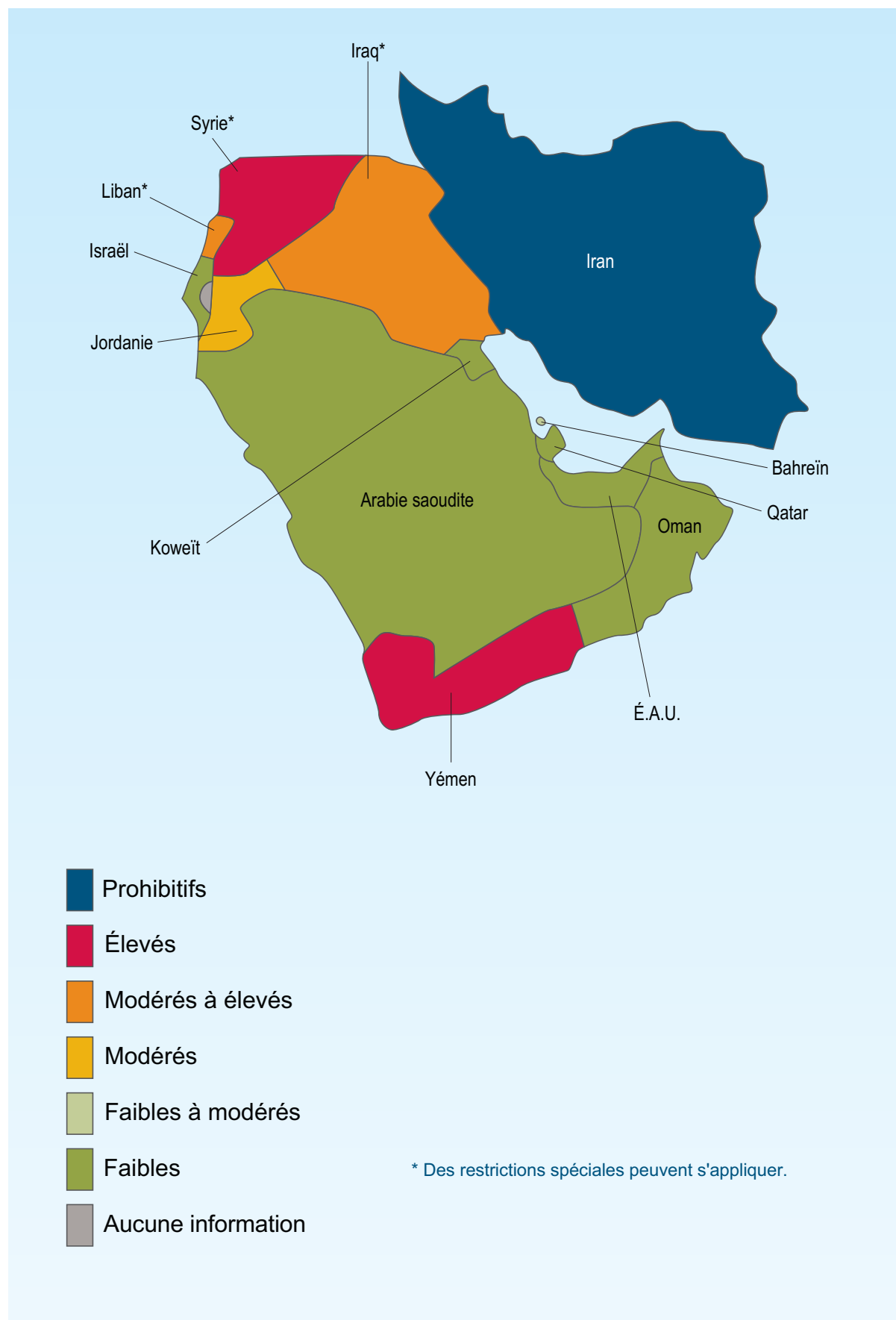
5.0 Annexes

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Moyen-Orient

Risques de non-paiement à moyen et à long termes



1.0 Sommaire**2.0 Prévisions par pays****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexes**

Autres documents produits par les Services économiques d'EDC

[Moniteur des exportations](#)

Il s'agit d'une publication mensuelle qui surveille les tendances récentes des exportations canadiennes par industrie et par marché géographique. Il évalue les principales prévisions des exportations d'EDC, qui paraissent deux fois l'an.

[Suivi des produits de base](#)

Suivi des produits de base est un rapport hebdomadaire des cours des produits de base et d'indicateurs économiques liés à l'activité sur les marchés des produits de base les plus pertinents pour les exportateurs canadiens.

[Propos de la semaine par Peter G. Hall](#)

Analyse brève et percutante d'un dossier de l'actualité économique de la semaine.

Aperçus économique et politique (profils-pays)

[É.-U. - Aperçu du pays](#)

[Japon - Aperçu du pays](#)

[Zone euro - Aperçu du pays](#)

[Brésil - Aperçu du pays](#)

[Mexique - Aperçu du pays](#)

[Chine - Aperçu du pays](#)

[Inde - Aperçu du pays](#)

[Russie - Aperçu du pays](#)

[Afrique du Sud - Aperçu du pays](#)

Évaluation valable à la date de diffusion, sous réserve de modifications ultérieures. Vérifiez la situation actuelle auprès des [Services économiques d'EDC](#).

Le présent document est une compilation de renseignements accessibles au public. Il ne vise aucunement à donner des conseils précis et ne devrait pas être consulté dans cette optique, car son but est simplement d'offrir un tour d'horizon. Il serait donc malavisé d'agir ou de prendre une décision sans avoir fait une recherche approfondie indépendante et obtenu des conseils d'un professionnel sur le sujet précis traité. Bien qu'Exportation et développement Canada (EDC) ait déployé des efforts commercialement raisonnables pour s'assurer de l'exactitude des renseignements contenus dans le présent document, EDC ne garantit d'aucune façon leur exactitude, leur actualité ou leur exhaustivité. Le présent document pourrait devenir périmé, en tout ou en partie, à tout moment. Il incombe à l'utilisateur de vérifier les renseignements qu'il contient avant de s'en servir. EDC n'est aucunement responsable des pertes ou dommages occasionnés par une inexactitude, une erreur ou une omission dans ce contenu. Le présent document ne vise aucunement à donner des avis juridiques ou fiscaux et ne doit pas servir à cette fin. Pour obtenir ce genre de conseils, il est recommandé de consulter un professionnel compétent.

EDC est propriétaire de marques de commerce et de marques officielles. Toute utilisation d'une marque de commerce ou d'une marque officielle d'EDC sans sa permission écrite est strictement interdite. Toutes les autres marques de commerce figurant dans ce document appartiennent à leurs propriétaires respectifs. Les renseignements présentés peuvent être modifiés sans préavis. EDC n'assume aucune responsabilité en cas d'inexactitudes dans le présent document.

© Exportation et développement Canada, 2013. Tous droits réservés.